



République du Sénégal

Un Peuple - Un But - Une Foi

Ministère des Finances et du Budget

Direction générale du Budget

Direction de la Programmation budgétaire



Faire de la gestion des inégalités une réalité à travers la budgétisation sensible au genre



NON
au harcèlement
et à la violence

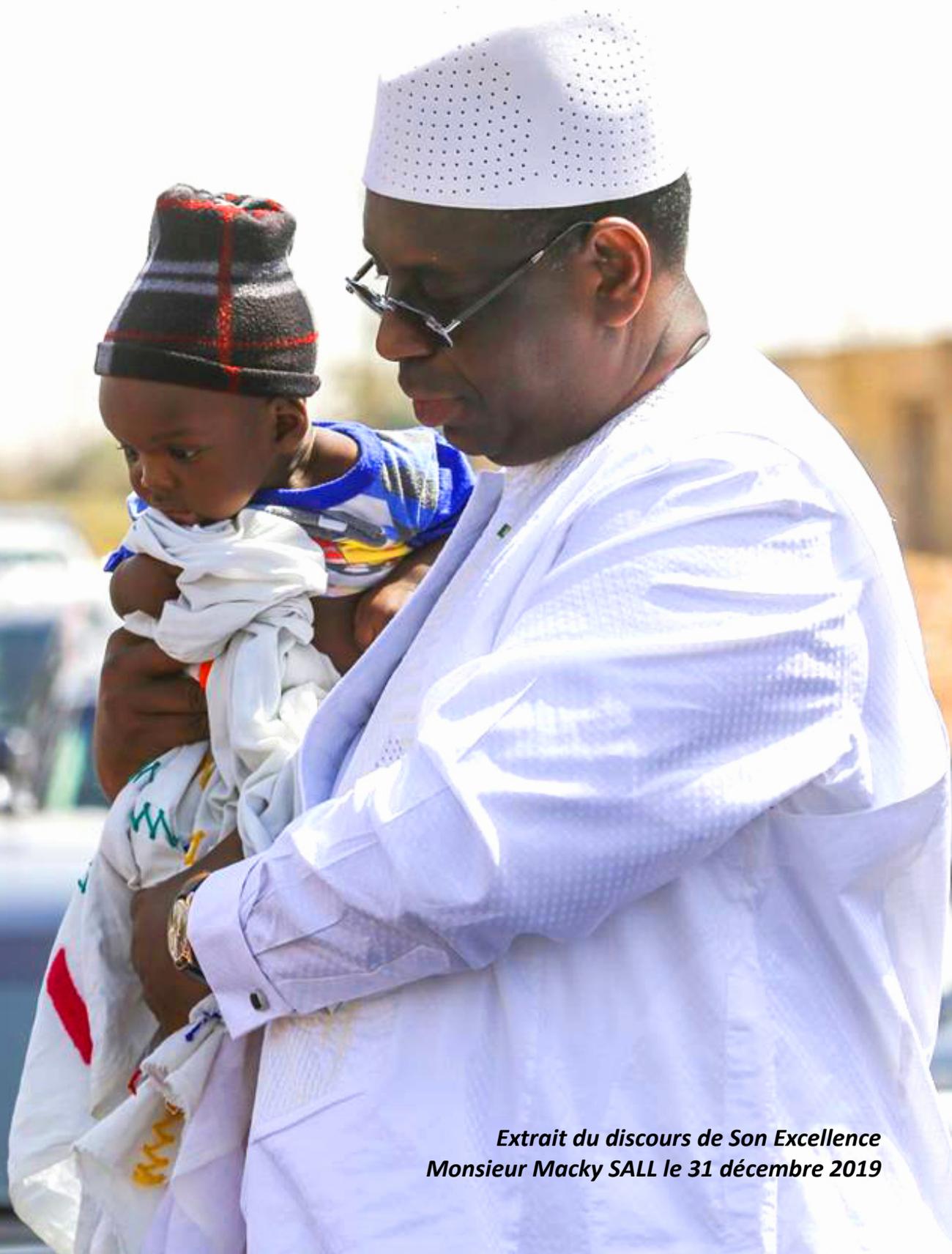


DOCUMENT BUDGETAIRE GENRE 2021

Table des matières

INTRODUCTION	5
I. OPERATIONALISATION DE LA DIMENSION GENRE	9
1.1. LES ENJEUX ET DEFIS	9
1.2. LES ACQUIS	12
1.3. GENRE ET COVID	24
1.4. GENRE DANS LES PROJETS/PROGRAMMES	27
II. BUDGETISATION SENSIBLE AU GENRE : INTEGRATION DU GENRE DANS LA PLANIFICATION OPERATIONNELLE DES MINISTERES	31
1. Ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur (MAESE)	31
2. Ministère des Forces armées (MFA)	33
3. Ministère de l'Intérieur (MINT)	34
4. Ministère de la Justice (MJ)	36
5. Ministère de la Fonction publique et du Renouveau du Secteur public (MFPRSP)	37
6. Ministère du Travail, du Dialogue social et des Relations avec les Institutions (MTDSRI)	38
7. Ministère des Pêches et de l'Economie maritime (MPEM)	40
8. Ministère des Infrastructures, des Transports terrestres et du Désenclavement (MITTD)	42
9. Ministère de l'Agriculture et de l'Equipeement rural (MAER)	43
10. Ministère des Finances et du Budget (MFB)	46
11. Ministère du Pétrole et des Energies (MPE)	47
12. Ministère du Commerce et des Petites et moyennes entreprises (MCPME)	49
13. Ministère de l'Urbanisme du Logement et de l'Hygiène publique (MULHP)	51
14. Ministère du Développement industriel et de la Petite et Moyenne Industrie (MDIPMI)	52
15. Ministère du Tourisme et des Transports aériens (MTTA)	55
16. Le Ministère de l'Education nationale (MEN)	56
17. Ministère des Sports (MS)	59
18. Ministère de la Culture et de la Communication (MCC)	61
19. Ministère de la Santé et de l'Action sociale (MSAS)	62
20. Ministère de la Jeunesse (MJ)	65
21. Ministère de l'Environnement et du Développement durable (MEDD)	66
22. Ministère de la Femme, de la Famille, du Genre et de la Protection des Enfants (MFFGPE)	70
23. Ministère de l'Emploi, la Formation professionnelle et de l'Artisanat (MEFPA)	72
24. Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération (MEPC)	75
25. Ministère de l'Elevage et des Productions animales (MEPA)	78
26. Ministère de l'Economie numérique et des Télécommunication (MENT)	80
27. Ministère de la Microfinance et de l'Economie, sociale et solidaire (MMESS)	81
28. Ministère des Collectivités territoriales, du Développement et de l'Aménagement du Territoire (MCTDAT)	83
29. Ministère de l'Eau et de l'Assainissement (MEA)	85
30. Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI)	87
31. Ministère des Mines et de la Géologie (MMG)	88
32. Ministère du Développement communautaire de l'Equité sociale et territoriale (MDCEST)	91
CONCLUSION	95

“ Violenter une femme, violenter un enfant, c’est froisser et abîmer notre tissu social ”



*Extrait du discours de Son Excellence
Monsieur Macky SALL le 31 décembre 2019*

INTRODUCTION

L'élaboration du document budgétaire genre 2021, cinquième du genre marque encore une fois, la traduction de la volonté politique affirmée de son Excellence, Monsieur le Président de la République, de promouvoir les changements opportuns dans la définition des priorités pour une gestion efficace des inégalités de genre.

Fort de ce constat, le Gouvernement, à travers le Ministère des Finances et du Budget fait de la systématisation de la prise en compte du genre, un crédo, en cohérence avec la logique du tryptique « Planification-Programmation-Budgétisation ». Cette démarche permet ainsi d'impulser des politiques sensibles au genre à travers l'intégration de considérations d'égalité des genres dans le processus budgétaire.

Relativement au PAP-I du PSE (2014-2018), des avancées importantes ont été réalisées sur le plan de la parité dans l'accès à l'éducation et à la formation, de l'autonomisation des femmes et de leur participation à la vie politique, même si par ailleurs, l'accès aux facteurs de production (foncier, financement, etc.) en milieu rural, les pratiques et coutumes préjudiciables aux filles telles que les mutilations génitales, les abandons scolaires, les violences basées sur le genre, les mariages et les grossesses précoces sont autant de contraintes qui plombent encore l'épanouissement de cette couche vulnérable.

Partant des fondements du genre, les stratégies du Gouvernement prônent notamment, des droits formels et égaux pour les femmes et les hommes, l'amélioration de l'accès au capital humain et aux facteurs de production, la prévention et la répression des violences fondées sur le sexe, le partage équitable des ressources et des responsabilités, le développement humain pour tous et toutes.

Dans cette logique, les **six (06) marqueurs sociaux** qui ont rythmé le septennat du Président de la République, à savoir le **Programme d'Urgence de Développement communautaire (PUDC)**, le **Programme national de Bourses de Sécurité familiale (PNBSF)**, la **Couverture Maladie universelle (CMU)**, le **Programme de Modernisation des Villes (PROVILLES)**, le **Programme d'Urgence de Modernisation des Axes et Territoires frontaliers (PUMA)** et la **Délégation d'Entreprenariat rapide (DER)**, ont permis d'enregistrer des résultats probants allant dans le sens d'une réduction progressive des inégalités.

La démarche méthodologique adoptée pour l'élaboration du document budgétaire genre 2021, s'articule autour de la réforme budgétaire qui, au-delà des aspects techniques, constitue un nouveau mode de gestion des finances publiques basé sur l'amélioration de l'efficacité de l'action publique pour le bénéfice de tous (citoyens, usagers et contribuables) et l'instauration d'une véritable transparence dans le mode de gestion des finances publiques.

Sous l'angle de l'approche programme, la prise en compte du genre dans le budget se fait à travers des « lunettes genre » permettant d'identifier les insuffisances et les décalages entre l'accès et la distribution des ressources publiques et non de budgets formulés séparément pour les femmes et les

hommes. C'est dire que l'analyse genre des budgets vise à redéfinir les priorités qui répondent aux besoins de tous et de toutes et à veiller à une allocation optimale des ressources prenant en compte, de façon explicite, la position désavantagée des femmes et/ou des hommes. In fine, les budgets sensibles au genre permettent de promouvoir l'équité et l'efficacité.

La volonté politique d'intégrer le genre dans le budget, qualifié de « **budgetisation intelligente** » est de le rendre réactif aux besoins des couches vulnérables.

Dans une démarche participative, intégrée et progressive, le processus est marqué depuis son lancement en 2016 par une adhésion croissante des départements ministériels. En 2019, vingt et un (21) ministères ont été enrôlés. L'année 2021 consacre l'intégration généralisée des départements dans le processus de budgetisation sensible au genre avec la participation des onze (11) ministères restants. En définitive, cette présente édition concerne l'ensemble des 32 départements ministériels que compte actuellement le Gouvernement.

Un tel choix est motivé par la volonté de faire de la gestion des inégalités de genre, **une réalité par une allocation judicieuse et équitable des ressources**. Il permet également aux honorables députés, de disposer d'une base d'appréciation pertinente, des enjeux budgétaires liés au genre.

Par ailleurs, il faut aussi noter, en guise d'appui au processus, le Ministère des Finances et du Budget a créé des chapitres « **cellules genre** » au profit des trente-deux (32) ministères et dotés chacun à hauteur de dix millions (10 000 000) FCFA.

Dans la même logique, l'appui technique du Ministère de la Femme, de la Famille, du Genre et de la Protection des Enfants, à travers la **Direction de l'Équité et de l'Égalité de Genre (DEEG)**, le **Projet d'Appui à la Stratégie nationale pour l'Équité et l'Égalité de Genre (PASNEEG/Coopération italienne)** et des **responsables des cellules genre**, a été déterminant dans la réussite du processus.

Le **Document budgétaire Genre 2021** est élaboré dans un contexte marqué par la pandémie de la Covid-19 qui a fortement impacté l'ensemble des secteurs de l'économie. Ainsi, l'Etat a pris une série de mesures de riposte pour accroître la résilience de la population contre ce fléau. Parmi les actes majeurs posés par les autorités, il faut noter la mise en place du Fonds de Riposte et de Solidarité (FRS) pour endiguer la pandémie et enrayer ses effets négatifs, la proclamation de l'état d'urgence sur le territoire national suivant décret n°2020-830 du 23 mars 2020, la révision à la baisse des horaires de travail dans les services administratifs de l'Etat. Dès lors, les rassemblements étant réduits au strict minimum, certaines activités, initialement programmées par les coordonnateurs des cellules genre des ministères, n'ont pas été réalisées.

Le document fait d'abord le **bilan des interventions genre** avant de présenter la liste des **principaux projets/programmes intégrant la dimension genre** inscrits dans le PIP et de décrire les différentes étapes de la prise en compte du genre dans les budgets des ministères à travers la **maquette de budgetisation sensible au genre** proposée.

OPERATIONALISATION DE LA DIMENSION GENRE

I. OPERATIONALISATION DE LA DIMENSION GENRE

Selon le Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD), les inégalités de genre constituent l'un des principaux obstacles au développement humain, confortant ainsi, les conclusions de l'étude « the power of parity » du Cabinet Mckinsey, pour lesquelles, les pays africains pourraient gagner jusqu'à 316 milliards de dollars d'ici 2025 en réduisant les inégalités liées au genre.

D'après le classement par groupe de pays, l'Afrique subsaharienne occupe la dernière place de l'indicateur sur la perte moyenne de l'Indice de Développement humain (IDH) liée à l'ajustement des inégalités avec 33,3% contre respectivement 13% et 28,7% pour l'Europe et l'Asie centrale et du sud. Ce résultat indique que les niveaux de développement humain sont non seulement bas, mais sont aussi inégaux.

Comparée à la moyenne subsaharienne, le Sénégal est en dessous avec 32,5%. Quant à l'Indice de l'Inégalité de Genre (IIG), il perd 0,008 points de pourcentage avec un indice de 0,523 dans le rapport de 2019 contre 0,515 dans celui de 2018. Toutefois, il occupe la deuxième place dans le groupe « développement humain faible » après le Rwanda et l'Ethiopie et se classe 125^{ème} au niveau mondiale.

Au regard de l'importance des enjeux, la prise en compte de la dimension genre dans la chaîne Planification-Programmation-Budgétisation-Suivi (PPBS) s'impose pour réduire les inégalités.

A cet effet, l'opérationnalisation de la dimension genre permettra de préciser les enjeux et défis mais également de revenir sur le bilan des réalisations et la place du genre dans les projets et programmes inscrits dans le budget 2021.

1.1. LES ENJEUX ET DEFIS

Les inégalités fondées sur le genre constituent une entrave à l'égalité des chances entraînant des discriminations économiques et sociales. Conscient de l'enjeu du rôle de la femme dans le développement économique et social, le Sénégal a été parmi les premiers pays de la sous-région ouest africaine à lutter contre les inégalités entre les femmes et les hommes et à s'engager pour la protection et la promotion des droits des femmes. Ainsi, plusieurs conventions internationales ont été ratifiées et des réformes et cadres de référence mis en œuvre afin d'améliorer le statut juridique et la participation des femmes aux affaires politiques.

A côté du volet juridique, le PSE, en tant que référence nationale pour le développement économique et social, s'inscrit dans cette dynamique avec comme ambition de « *faire du Sénégal un pays émergent en 2035 avec une société solidaire dans un état de droit, sans discrimination, où les hommes et les femmes auront les mêmes chances de participer à son développement et de jouir des bénéfices de sa croissance* ».

Ainsi, le Gouvernement consent d'importants efforts en vue d'intégrer la dimension genre dans la mise en œuvre de ses politiques publiques. Toutefois, des défis majeurs persistent dans l'accès aux facteurs de production notamment en milieu rural (foncier, intrants, financements, etc.), mais aussi dans la lutte contre les pratiques et coutumes préjudiciables aux filles et aux femmes (mutilations génitales,

abandons scolaires beaucoup plus élevés chez les filles, violences basées sur le genre, mariages et grossesses précoces), autant de facteurs qui freinent l'épanouissement des femmes et des filles.

Très sensible aux violences que subissent, au quotidien, les femmes et les enfants, le chef de l'État, lors de son discours à la Nation du 31 décembre 2019, est revenu, de manière très ferme, sur leur protection : « ***La protection de la condition féminine et de l'enfance reste un défi de notre temps. Nous devons mettre fin à la violence faite aux femmes et aux filles, et mieux protéger l'enfance. Les femmes, les filles, sont nos mères, nos épouses, nos enfants. Elles constituent l'autre moitié sans laquelle notre tissu social est incomplet et méconnaissable. Dès lors, violenter une femme, violenter un enfant, c'est froisser et abîmer notre tissu social*** ». C'est pourquoi, justifie-t-il, « ***j'ai soumis à l'Assemblée nationale, qui l'a adopté hier à l'unanimité, un projet de loi qui criminalise désormais les actes de viol et de pédophilie. Ainsi, les peines applicables à ces actes ont été considérablement alourdies, sans possibilité de sursis*** ».

Ainsi, pour assurer une plus grande inclusion sociale et la promotion des droits humains des groupes les plus vulnérables de manière générale, le **Plan d'Actions prioritaires ajusté et accéléré (PAP-2A)** s'est fixé, entre autres défis liés à la promotion d'une agriculture intensive, abondante, de qualité et résiliente, à une santé inclusive, à un système éducatif performant et au renforcement de la protection sociale.

Au regard des différents axes du PSE, les interventions budgétaires sensibles au genre à adresser doivent nécessairement mettre le focus sur les effets de levier des politiques publiques dans la lutte contre ces inégalités.

Dans l'axe 1 : Transformation structurelle de l'économie et croissance

Les ministères sectoriels et leurs démembrements concernés devraient privilégier des initiatives pour un accès équitable aux facteurs de production pour une autonomisation des femmes. Ces initiatives peuvent, entre autres, porter sur :

- l'accès et le contrôle des ressources (intrants et crédits) dans les secteurs productifs ;
- l'accroissement de l'accès des femmes aux techniques et technologies, à l'information, aux opportunités de production et de services ;
- le développement d'infrastructures et d'équipements de soutien ;
- la promotion de l'utilisation par les ménages ruraux, de l'énergie éolienne, de l'énergie solaire, des foyers améliorés et l'augmentation de la connexion des zones rurales et péri-urbaines au réseau d'électricité ;
- la promotion de l'égalité des chances et de traitement en matière d'emploi et de profession et de l'inclusion économique des femmes par des initiatives de lutte contre la division sexuelle du travail ;
- la production des données et d'indicateurs désagrégés par sexe dans les différents secteurs ;
- la lutte contre les discriminations directes et indirectes qui conditionnent l'accès des femmes au marché du travail et au maintien dans des emplois de qualité.

Relativement à ***l'axe 2 « Capital humain, Protection sociale et Développement »***, les défis portent sur un accès aux services sociaux et infrastructures de base. Il s'agit entre autres :

- la mise en œuvre d'actions spécifiques de lutte contre les contraintes à la scolarisation des filles tant du côté de la demande que du côté de l'offre ;
- la promotion de l'accès et du maintien des filles dans les différentes filières de la formation professionnelle et technique ;
- le développement de mécanismes incitatifs du côté de l'offre de formation en apprentissage ;
- le développement de programmes d'amélioration du maillage national en infrastructures de santé dotées d'un plateau technique élevé et d'un personnel adéquat ;
- la promotion d'initiatives pour l'autonomie économique et le renforcement des capacités entrepreneuriales des groupes vulnérables ;
- la valorisation de la fenêtre d'opportunités du dividende démographique que constitue la masse critique de femmes, jeunes garçons et filles.

S'agissant de l'axe 3 « **Gouvernance, Institutions, Paix et Sécurité** » :

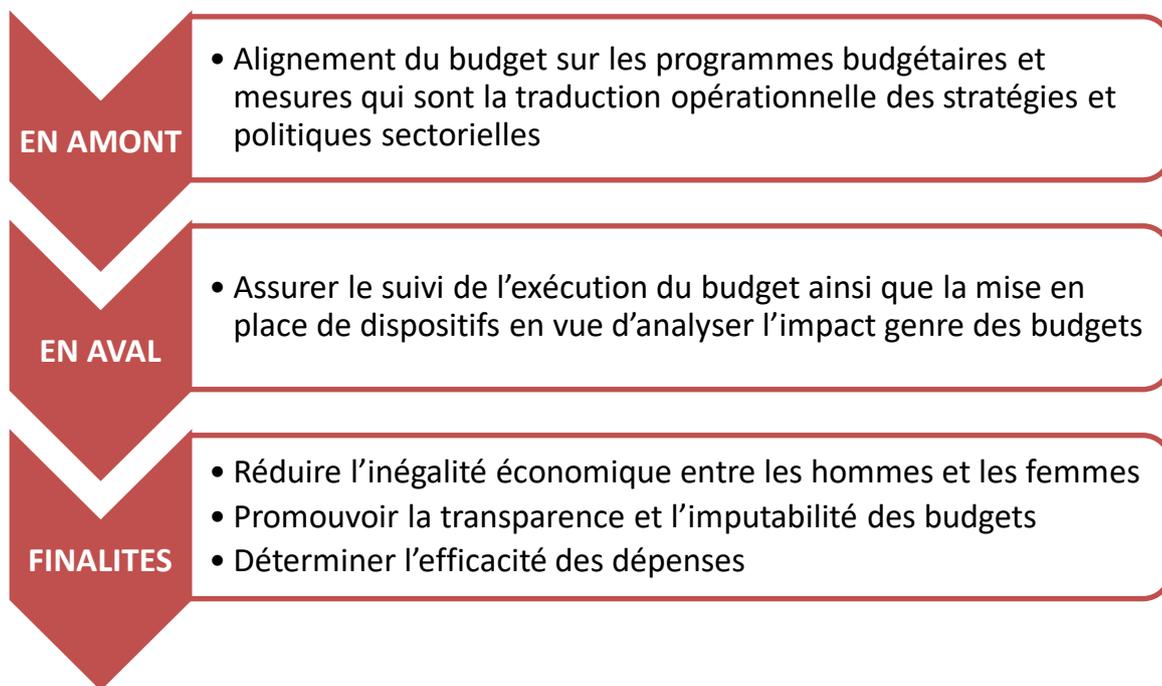
Les interventions des parties prenantes sectorielles, devront mettre en place un cadre juridique et institutionnel en faveur de l'égalité de genre. Il est notamment attendu:

- la poursuite des réformes juridiques pour une égalité d'accès sécurisé à la justice pour les hommes et pour les femmes conformément aux dispositions des instruments de promotion des droits humains fondamentaux ;
- l'implication des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables dans les instances et mécanismes de prise de décision et de gestion des affaires ;
- la promotion d'initiatives novatrices d'allocation des ressources publiques soucieuses de la prise en compte des besoins spécifiques de ces populations cibles ;
- la promotion de la participation des femmes, au regard des rôles actifs et complexes qu'elles peuvent jouer dans la prévention et la gestion des conflits ainsi que la reconstruction post-conflit ;
- la mise en place de mécanismes de prévention des violences basées sur le genre et de services holistiques de prise en charges des victimes/survivants de VBG.

Les femmes et les filles représentent 50,2%¹ de la population au Sénégal, soit donc la moitié de son potentiel. L'égalité de genre, en plus d'être un droit humain fondamental, est essentielle à la mise en place d'une société pacifique dotée d'un plein potentiel humain et d'un développement durable. De plus, il a été démontré que l'autonomisation des femmes stimule la productivité et la croissance économique. Malheureusement, l'ONU-Femmes constate qu'il reste encore beaucoup à faire pour parvenir à la pleine égalité des droits et des chances entre les hommes et les femmes.

Au regard de cet environnement socio-économique, il urge de mettre fin aux multiples formes de violences basées sur le genre et d'assurer aux femmes, aux enfants et aux personnes vivant avec un handicap, un accès à une éducation, à une santé de qualité, à des ressources économiques et de leur garantir une participation active à la vie politique sanctionnée par un accès à tous les postes de direction et de prise de décision. A cet effet, le but visé par le gouvernement à travers la budgétisation sensible au genre est d'intégrer le genre dans la chaîne PPBS permettant ainsi d'accroître l'efficacité économique et de contribuer au bien-être social comme le montre schéma ci-après :

¹ Rapport annuel sur la Population du Sénégal en 2017



I.2. LES ACQUIS

Partant du constat que la prise en compte du genre est une condition d'efficacité et d'équité des politiques économiques et sociales, l'Etat a mis en place de nombreuses initiatives visant la promotion de l'égalité de genre.

Cette démarche a permis d'enregistrer des résultats significatifs qui militent en faveur de la poursuite de cette politique afin de bâtir un nouveau Sénégal sans disparités.

Dans cette optique, notre pays dispose déjà d'un cadre juridique favorable à la promotion des droits de la femme. En effet, le Sénégal a ratifié divers instruments internationaux promouvant l'égalité entre les femmes et les hommes dont: la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discriminations à l'Égard des Femmes (CEDEF), la Convention des Droits de l'Enfant, Charte Africaine des Droits et Bien être de l'Enfant (CADBE), le Protocole à la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples relatif aux droits des femmes en Afrique (Protocole de Maputo), l'Acte Additionnel relatif à l'égalité de droits entre les femmes et les hommes pour le développement durable dans l'espace CEDEAO, la Vision 2020 de la CEDEAO, la Déclaration solennelle en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes dans les instances de décision et au niveau des postes électifs, l'Agenda 2063 de l'Union africaine et les Objectifs de Développement durables (ODD/ODD5).

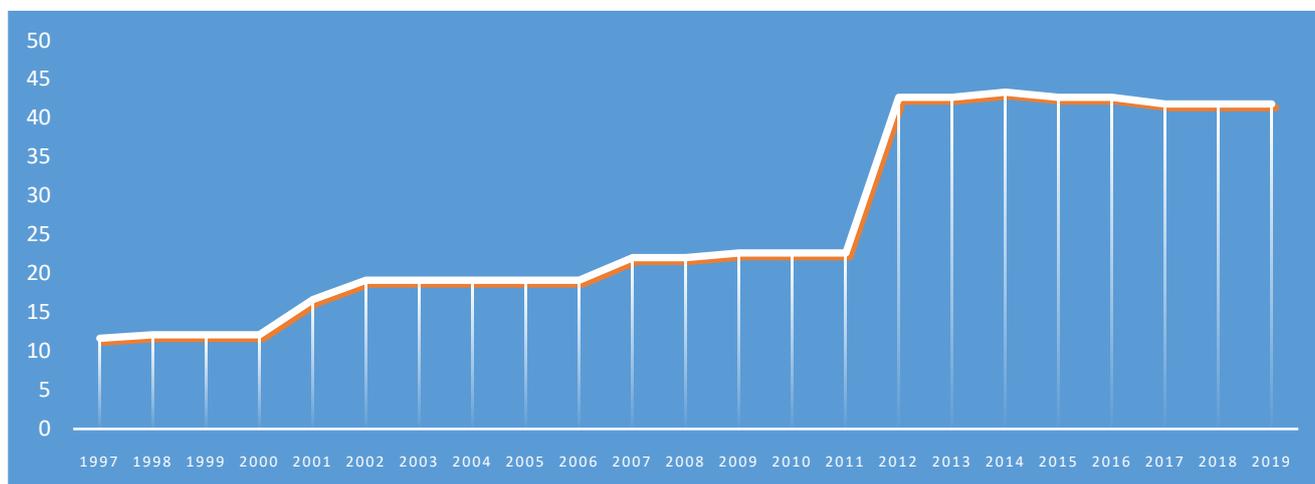
En outre, la Constitution de la République du Sénégal de janvier 2001 pose le principe de l'égalité de l'homme et de la femme devant la loi. A côté de ce cadre juridique, l'on note l'existence d'un cadre de référence des politiques publiques sensibles au genre, à travers le Plan Sénégal Émergent (PSE) et la Stratégie nationale pour l'Équité et l'Égalité de Genre (SNEEG), en tant que leviers de promotion d'une participation inclusive, équitable ou égalitaire des hommes et des femmes au processus de développement.

En matière de représentativité des femmes au sein de l'Assemblée nationale, le Sénégal se classe au onzième rang mondial avec une proportion de 41,8% et occupe la troisième place en Afrique, derrière

l'Afrique du Sud et le Rwanda considéré comme leader au plan mondial, avec un hémicycle composé à 62% de femmes.

L'application de la loi sur la parité au parlement fait passer le taux de représentativité de 22,67% en 2011 à 42,82% en 2019, ce qui dépasse la moyenne mondiale (24,1%) et celle subsaharienne (23,8%) comme l'illustre le graphique suivant :

Graphique: proportion de sièges occupés par les femmes au parlement



La présence des femmes dans les forces de défense et de sécurité a augmenté, passant de **1 444** à **1 631** agents entre 2018 et 2019. Elles représentent ainsi **4,5% de l'effectif total**.

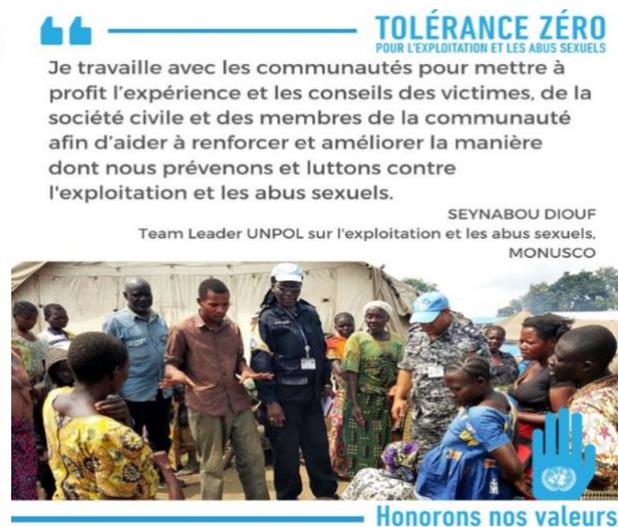
Concernant la gendarmerie, des jalons importants sont posés depuis 2006 pour l'intégration et la promotion des femmes. Cette initiative novatrice a sensiblement rehaussé l'efficacité et amélioré les performances de la gendarmerie, tout en répondant à une demande sociale de plus en plus pressante. Ainsi en 2020, le nombre de femmes gendarmes est de **512** dont 28 officiers, 4 élèves officiers 480 sous-officiers, avec un taux de recrutement de 5% de l'effectif global de l'armée.

Au niveau de la **Police**, malgré un quota inférieur, les femmes excellent dans le métier comme le témoigne Monsieur Cheikhna Keita, Président du Mouvement national des policiers à la retraite : *« Dans les effectifs, on s'est rendu compte qu'elles sont plus performantes que les garçons. La Police avait besoin de ces femmes parce qu'elles sont plus ouvertes, plus dynamiques. Et même dans la circulation, quand vous êtes interpellé par une femme, vous savez qu'elle est là pour vous appliquer la loi. En plus, elles ne sont pas aussi venues à la Police par hasard. Elles ont plus de diplômes que les hommes. Or c'est la compétence que nous demandons à notre Police »*

En outre, au niveau des opérations de paix de l'ONU, force est de reconnaître que le Sénégal est parmi les cinq principaux contributeurs de femmes policières. En 2019, notre pays a été nommé avec la commandante **Seynabou DIOUF**, comme lauréate du « **Prix de la policière de l'ONU** » pour honorer la contribution exceptionnelle des femmes officiers de police aux opérations de paix des Nations unies ainsi qu'à l'autonomisation des femmes.

« Par son travail en appui aux survivants de violences sexuelles au sein du Réseau des femmes de la police de la MONUSCO et ses initiatives visant à renforcer la police de proximité dans la Police nationale congolaise, la Commandante Diouf incarne l'esprit de cette récompense ainsi que les valeurs de

l'Organisation », a déclaré le Commissaire Luis Carrilho, Conseiller de police des Nations Unies, dans un communiqué de presse. « *Elle est un exemple pour nous tous* », a-t-il ajouté.



Du côté de la **diplomatie**, la proportion de femmes ambassadeurs a évolué en passant de 16% à 20% entre 2012 et 2020. Quant à l'effectif des consuls généraux, sur un nombre de onze (11), on compte une (1) seule femme.

Quant à la **fonction ministérielle**, la proportion des femmes passe de 25% à 22% entre 2019 et 2020 avec sept (7) femmes sur un total de trente-deux (32) ministres de l'attelage gouvernemental. Dans le **commandement territorial**, le niveau de représentation des femmes est faible avec une (01) seule femme gouverneur de région sur quatorze (14) ; 08 adjoints au gouverneur, 03 préfets, 07 adjoints au préfet de département, 06 sous-préfets d'arrondissement et 05 adjoints au sous-préfet d'arrondissement.

Au niveau de l'**Assemblée nationale**, grâce à l'application de la loi sur la parité, la proportion des femmes députés est passée, entre la 12^{ème} et la 13^{ème} législature, de 18,7% à 43%.

La présence des femmes au niveau du **Conseil économique, social et environnemental (CESE)** est de 22%, soit vingt-six (26) sur un total de cent vingt (120).

Pour le **Haut Conseil des Collectivités territoriales (HCCT)**, les femmes représentent le tiers des conseillers avec cinquante (50) sur un total de cent cinquante (150), soit 38,8% des élus et 27,1% des nommés.

La présence de femmes à la tête de ces deux importantes institutions constitue un fait majeur qui mérite d'être salué et témoigne une avancée de taille dans la promotion du genre dans les instances de prise de décision.

Concernant les **violences basées sur le genre (VBG)**, il est à constater que, malgré tous les acquis en faveur de la femme, des cas de discrimination et/ou de violences basées sur le genre tels que les viols, les agressions sexuelles, les mariages forcés et/ou précoces, les mutilations génitales, la déscolarisation forcée des filles, etc., persistent. Les statistiques de 2019 révèlent 668 cas de violences sur mineurs, 706 agressions sexuelles, 15 femmes tuées et plus de 1 200 cas de viol.

A cet effet, l'élimination des VBG reste un défi important et ce, conformément à la volonté de l'Etat. Il est également noté l'existence d'un plan d'action national pour l'éradication des VBG et la promotion des Droits humains (PAN/VBG/DH). Ce document multisectoriel (2017-2021), mis en œuvre, a généré comme résultats primaires, les plans d'actions régionaux. Le PAN/VBG/DH, touche tous les aspects de la lutte contre les violations des droits des femmes et de la violence intra familiale. L'assistance juridictionnelle pour les victimes de viol est garantie et les enfants victimes sont pris en charge gratuitement pour une aide psycho-sociale. Dans ce cadre, il est à souligner les mesures heureuses prises pour soutenir et aider les victimes à se réadapter.



“ La violence faite aux femmes ne saurait être tolérée, œuvrons pour l'éradiquer.

M. Macky SALL ”

Le 10 janvier 2020, au cours d'une rencontre au Palais de la République, en présence de toutes les parties prenantes œuvrant pour mettre fin aux violences basées sur le genre, notamment les associations de la société civile et les agences des Nations Unies, **Son Excellence Macky Sall, Président de la République** et champion « **He For She** », a publiquement annoncé la promulgation la loi n°2020-05 criminalisant le viol et la pédophilie

Adoptée à l'unanimité et par acclamation le 30 décembre 2019 par l'Assemblée nationale, cette loi durcit les peines encourues par les auteurs de viol et de pédophilie.

Jusqu'ici, le viol était considéré comme un simple délit passible de cinq à dix (10) ans de prison. Désormais, il est considéré comme un crime ; les auteurs de viol et d'actes pédophiles seront dès lors jugés par la chambre criminelle et risquent une peine allant jusqu'à la réclusion à perpétuité. La loi traite également des attentats à la pudeur avec recours à la violence.

Sa promulgation a aussi été magnifiée par la communauté internationale. A cet effet, la Secrétaire générale adjointe des Nations Unies, Amina J. Mohamed, s'est exprimée sur Twitter en ces termes: « La nouvelle loi sénégalaise rapproche le monde de l'élimination de toutes les formes de violence basées sur le genre. Félicitations ! ».

Dans le but d'accélérer la mise en œuvre de la loi contre le viol et la pédophilie, Monsieur le Président de la République préconise une campagne nationale de sensibilisation dans les langues nationales pour une meilleure appropriation par les populations.

Du côté des projets et programmes, la prise en compte de la dimension genre occupe un volet important dans les six (06) grands projets sociaux communément appelés « marqueurs sociaux » du septennat du Président de la République que sont : le PUDC, le PNBSF, la CMU, le PROVILLES, le PUMA et la DER.

Ces programmes ont été initialement financés sur ressources internes pour un montant de 345,46 milliards FCFA. Les Partenaires techniques et financiers, devant leurs succès, ont décidé d'accompagner l'Etat dans leur mise en œuvre en apportant un financement d'un montant global de 369,2 milliards FCFA.

Organiser la solidarité nationale pour soutenir les plus démunis et faciliter à tous l'accès aux soins de santé est la double exigence que s'est fixée Son Excellence, le Président de la République à travers la Bourse de sécurité familiale et la Couverture maladie universelle.

Pour le **PNBSF**, l'objectif visé est de contribuer à la lutte contre la vulnérabilité et l'exclusion sociale des familles à travers une protection sociale intégrée en vue de favoriser leur accès aux transferts sociaux et de renforcer, entre autres, leurs capacités éducatives, productives et techniques.



Une bénéficiaire du Programme national de bourses familiales vient retirer son allocation de 25 000 francs CFA à un kiosque Orange Money

Le nombre de ménages inscrits dans le PNBSF passe de 442 053 en 2018 à 458 548 en 2019, soit une hausse de 16 495 ménages en valeur absolue et 3,7% en valeur relative.

Le témoignage suivant est extrait de l'article de la Banque mondiale intitulé « la bourse familiale, un coup de pouce indispensable pour briser le cycle de la pauvreté ».

Mère de 4 enfants scolarisés à Bayakh

« À chaque fois que je perçois la bourse familiale, je vais tout de suite voir le boutiquier du quartier pour payer mes dettes contractées essentiellement pour donner un petit déjeuner à mes enfants tous les jours avant d'aller à l'école »

Ce témoignage est extrait de l'évaluation qualitative et prospective du PNBSF : perspectives pour renforcer la résilience et les moyens de subsistance des ménages ruraux (études de cas : Fatick et Tambacounda).

Homme bénéficiaire, Loumbel Kelly

« Lors du dernier versement, j'ai demandé à ma femme d'acheter un sac de riz et 10L d'huile et je sais qu'il doit rester 7000 FCFA que je lui demande de garder car c'est l'hivernage et les enfants tomberont forcément malade. Cela nous permet de prévoir quelque chose pour pouvoir les soigner s'ils sont malades ».

Quant aux ressources allouées, le montant est passé de **5 000 000 000 FCFA** en 2013 à **31 450 000 000 FCFA** en 2020, soit une hausse très significative de **26,45 milliards FCFA** en valeur absolue, représentant **529%** en valeur relative.

Graphique 5 : évolution des crédits alloués au PNBSF 2013-2020



S'agissant du **PUMA**, d'importants investissements à forts impacts sur les populations frontalières prenant en compte la dimension genre entre autres, ont été réalisés entre 2019-2020. Sous ce registre, la promotion économique est faite par le biais d'activités génératrices de revenus, les aménagements hydroagricoles des périmètres irrigués villageois des groupements de promotion féminine, la formation et l'appui à l'insertion des jeunes et des femmes. De manière spécifique, ce programme contribue ainsi à réduire la dépendance économique, source de vulnérabilité qui expose les filles et femmes aux violences basées sur le genre et à lutter contre l'exode rural des jeunes. Ainsi, 84 communes ont été bénéficiaires, avec 1 160 localités couvertes et 19 740 femmes touchées directement.

Par thématique, le bilan 2019 sur l'intégration du genre dans la mise en œuvre des activités, se présente ainsi qu'il suit :

➤ **Santé :**

- 13 992 personnes consultées dans les infrastructures sanitaires construites : 5 364 femmes, 1 241 femmes enceintes suivies et 399 naissances vivantes enregistrées ;
- gestion des évacuations d'urgences sanitaires de plus de 5000 personnes ;
- 15 infrastructures sanitaires (postes de santé) construites et équipées ;
- 43 ambulances médicalisées offertes;
- 33 logements construits pour les sages-femmes et les ICP.

➤ **Hydraulique :**

- construction/réparation de 6 forages et construction en cours de 5 châteaux d'eau ;
- extension de 5,4 km du réseau d'adduction d'eau ;
- 529 ménages bénéficiaires ;
- études géophysiques sur 67 sites disponibles.

➤ **Désenclavement :**

- 3687 ménages et 43 444 personnes desservies ;
- 35 villages désenclavés par la construction de 55 Km de pistes ;
- études techniques et socio-économiques de 1 065 Km de pistes disponibles.

➤ **Electrification :**

- 3 localités électrifiées et 4 autres en cours d'électrification.

➤ **Education**

- construction et équipements de 2 cases des tout-petits et de 10 salles de classes pour des établissements existants ;
- dotation de 370 tables bancs ;
- construction de blocs d'hygiène ;
- construction en cours de 2 écoles élémentaires.

➤ **Promotion économique**

- 3 182 ménages touchées et 9,5% des femmes des zones frontalières impactées par les activités génératrices de revenus ;
- dotation de 132 équipements post-récoltes et de 39 motopompes ;
- aménagement de 181 hectares et de 25Km de clôtures aménagées ;
- formation de 357 jeunes et femmes dans les domaines de la pisciculture, aux techniques de transformation du lait et des fruits aux métiers BTP, à la teinture, gestion des micro-entreprises, restauration, énergies renouvelables, etc. ;
- construction et équipement de 2 foyers de jeunes ;
- appui aux projets en activités et projets communautaires de résilience de 17 GPF et GIE ;
- installation et approvisionnement de 48 cages flottantes pour la pisciculture.

➤ **Sécurité frontalière**

- construction en cours de 3 postes de sécurité mixtes ;
- renforcement d'équipements de 52 services de sécurité et services déconcentrés ;
- réhabilitation des logements de deux sous-préfectures ;
- appui à l'obtention de pièces d'état civil au profit de 30 000 personnes dans le cas de la lutte contre l'apatridie.



Cages flottantes à Guédé chantier, Podor



zéro abri provisoire



Ouvrages de Franchissements dans la région de Kolda



ambulances médicalisés

Relativement à la **CMU**, l'objectif visé par le Gouvernement est d'offrir la possibilité aux personnes les plus démunies de bénéficier d'une couverture du risque maladie. Cela permet ainsi aux personnes de faibles revenus d'être affiliées à un régime d'assurance maladie et de bénéficier des mêmes soins que les personnes affiliées aux autres régimes de sécurité sociale que sont les imputations budgétaires et les instituts de prévoyance maladie.

Ainsi en 2019, les résultats suivants ont été enregistrés :

- 1 965 881 cas d'enfants de moins de 5 ans ont été pris en charge ;
- 40 584 cas de personnes âgées de 60 ans et plus ont été prises en charge ;
- 18 996 cas de femmes enceintes ont été prises en charge pour la césarienne ;
- 688 personnes souffrant d'insuffisance rénale ont été prises en charge ;
- 2 349 610 bénéficiaires de BSF enrôlés dans les mutuelles de santé ;
- 23 123 détenteurs de la carte d'égalité des chances enrôlés dans les mutuelles de santé ;
- 443 674 bénéficiaires classiques des mutuelles de santé.

Enfin, le montant des crédits alloués à la CMU depuis 2015 est passé de 4 milliards FCFA à 22,004 milliards FCFA en 2020, soit une hausse de 18,004 milliards FCFA en valeur absolue et 450% en valeur relative.

Graphique : 6 évolution des allocations budgétaires



Lancée en 2018 pour asseoir une politique durable et pragmatique de promotion de l'entrepreneuriat et de création d'emplois, la **Délégation à l'Entrepreneuriat rapide (DER) des femmes et des jeunes** a enregistré des résultats encourageants, après 2 années de mise en œuvre. Elle répond également à un objectif de rationalisation des initiatives publiques dédiées à l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes. La DER s'est engagée dans la valorisation des produits locaux à travers le financement

d'entrepreneurs agricoles, dans l'économie numérique à travers le financement de startups tout en incluant la dimension genre.

Les hommes âgés entre 18 et 40 ans et les femmes sans limite d'âge, sont ciblés et une discrimination positive est également faite à l'endroit des personnes en situation de handicap pour lesquelles un taux d'intérêt de 0% est appliqué.

Le nombre de bénéficiaires directs est porté à près de 70 000 dont 75% de femmes, renforçant ainsi la mise en œuvre diligente de la stratégie nationale d'autonomisation économique des femmes.

Le financement est réparti par secteurs : 23,7% aux services, 18,3% à l'élevage, 17,1% à la pêche, 13,9% à l'agriculture, 8,9% à l'artisanat, 7% au transport et 11% à l'économie numérique.



Matam et Podor : financement de 15 Sipa pour une enveloppe de 400 millions

Avec la pandémie de la Covid-19, la DER, en plus de ses habituelles interventions, a mené des actions de riposte. Elle s'est engagée dans l'appui du positionnement des produits locaux dans les habitudes de consommation afin que « le consommer sénégalais » soit une réalité au sortir de cette crise sanitaire.

Ainsi, il a été procédé à la signature de conventions de financement pour la filière « anacarde » dont la campagne est menacée dans les régions de Ziguinchor, Sédhiou et Kolda, avec une enveloppe de 6 milliards FCFA destinée à la production, la récolte, la transformation et l'exportation de la noix de cajou.

S'agissant de la filière horticole, elle a bénéficié d'un financement d'un (1) milliard FCFA pour l'écoulement de la production d'oignons et de pommes de terre dans la zone des Niayes et de la vallée du fleuve Sénégal, pour environ 20 000 tonnes.

La DER a également appuyé les PME et TPE dans le cadre de la riposte contre la Covid-19 avec notamment la suspension des remboursements d'échéance durant la pandémie, mais aussi l'allocation de 2 milliards FCFA supplémentaires aux bénéficiaires en difficulté.

Du côté des **infrastructures**, d'ambitieux programmes sont mis en œuvre à travers notamment le PUDC et le PROMOVILLES en vue de rétablir l'équité territoriale.

Quant au **PUDC**, il a pour ambition de contribuer à l'amélioration significative des conditions de vie des populations et de lutter contre les inégalités sociales, à travers l'accès durable aux infrastructures et services socio-économiques de base et la création d'une économie locale.

Pour favoriser l'implication des acteurs locaux dans le développement économique et social de leur localité, la stratégie du PUDC repose sur les composantes ci-après :

- le développement d'infrastructures socio-économiques de base ;
- le renforcement de la productivité agricole et de l'élevage ainsi que le développement de l'entrepreneuriat rural ;
- le renforcement des capacités des acteurs institutionnels et communautaires ;
- le développement d'un système d'information géo référencé de suivi.

A ce jour, ce programme a permis de réaliser 618 km de pistes, d'électrifier 120 villages. Il a aussi permis d'avoir 233 km de lignes de moyenne tension et 178 km de lignes de basse tension, 227 forages, 155 châteaux d'eau, 233 systèmes d'adduction à l'eau potable, 99 périmètres horticoles aménagés et 73 coopératives mises en place.

De même, dans le cadre de la promotion de l'agriculture et de l'économie verte, le PUDC a permis la mise en place de 15 périmètres agricoles portant sur des chaînes à haute valeur ajoutée. En matière de santé, 20 postes ont été construits et équipés sur les 300 prévus. Par ailleurs, 20 forages et réseaux d'adduction d'eau à multi-usager ont été réalisés.

On peut citer l'exemple de Séwékhaye (Thiès) qui illustre les réalisations du PUDC avec une exploitation maraîchère de fourrage, patate douce, gombo, tomate, oseille, oignon. Grâce au PUDC, Séwékhaye dispose d'un système d'alimentation en eau multi-villages avec un château d'eau d'une capacité 200 m³ et un débit de 40 m³ l'heure qui alimente en plus de Séwékhaye, les villages environnant (Keur Ibra Kane, Shine, Thiallé, Keur Ibra Faye, Keur Ndiogou, Keur Sombel, Keur Malamine Ndiaye, Keur Kholé, Keur Serigne Mbacké Madina, Ndiané et Keur Morry). Comme le montre l'image ci-dessous, le périmètre maraîcher est érigé sur une surface de 5 hectares exploitée par les 12 villages regroupés au sein de la Société agricole rurale (SAR) de Séwékhaye.



De plus, au niveau socio-économique, vu la nécessité de réduire les inégalités en matière d'accès aux infrastructures routières et d'assainissement entre les centres urbains et la vulnérabilité de ces zones face aux phénomènes de changement climatique (inondations), le Gouvernement a mis en place le **PROMOVILLES**. Les priorités du programme sont axées sur l'amélioration de la fourniture des infrastructures routières, d'assainissement et d'éclairage public dans les zones ciblées, notamment urbaines, afin d'assurer aux populations, de meilleures conditions de vie et des opportunités économiques partout sur le territoire national.

La deuxième phase du programme qui sera dotée d'un financement de 81 milliards FCFA cible prioritairement les localités de Guédiawaye, Rufisque, Dakar, Pikine, Matam, Mbour, Tambacounda et Touba. Ces travaux vont à terme, impacter de manière durable, les communes bénéficiaires ainsi que les populations participant à la promotion de l'emploi des jeunes grâce au système de Haute intensité de main-d'œuvre pendant la phase des travaux.

Quant au **Programme des Domaines agricoles communautaires (PRODAC)**, il apporte une réponse pour faire face à la précarité sociale en milieu rural. Ainsi, l'aviculture menée au sein des domaines agricoles communautaires est essentiellement portée par des femmes regroupées en Groupement d'Entrepreneurs agricole (GEA).

Au côté de l'État, il faut aussi noter les efforts des bonnes volontés à l'image de la responsable de la maison rose, une femme au destin exceptionnel au service de la vie qui a pu mettre en œuvre une politique humanitaire et sociale permettant d'accueillir, de mettre à l'abri et d'accompagner des enfants et des femmes en situation de grande vulnérabilité, victimes de violences afin de faciliter leur insertion/réinsertion dans la société. Également, elle a su créer et développer des actions de formation, d'entrepreneuriat et des projets créateurs d'emploi pour les femmes.

MAISON ROSE



La **maison rose** sise à Guédiawaye au quartier de Médina Gounass depuis 2008, accueille et accompagne des femmes en grande difficulté pour leur créer un espace où les victimes peuvent se reconstruire. La couleur rose qui embellit, contraste avec le passé douloureux des femmes qui y sont accueillies. Elles ont été victimes de viol, d'inceste, de maltraitance, sans oublier celles qui ont souffert de la prostitution.

Pour la reconstruction, l'approche se fonde sur le passé des victimes sur la base de principes simples : **voir, écouter, sentir et développer l'intuition**. La philosophie instaurée par la responsable, est de travailler l'histoire de la personne. Il devient important de connaître leur trajectoire douloureuse, leur souffrance pour en faire quelque chose de positif. Ladite maison accueille aussi des enfants, fruits

d'une relation incestueuse et dont les mamans (50% des victimes) ont tenté l'avortement. Elle permet ainsi à ces dernières de gagner en confiance et de transformer le négatif en positif.

1.3. GENRE ET COVID

L'élaboration du document budgétaire genre 2021 s'est aussi déroulée dans un contexte marqué par la crise sanitaire mondiale liée à la Covid-19. Inédite de par sa brutalité, son ampleur et ses effets paralysants, elle a frappé de plein fouet notre économie, de façon générale. Une pandémie comme celle-ci met en lumière les inégalités sous-jacentes. Les dispositions prises par l'État pour limiter la propagation du virus ont particulièrement affecté les populations les plus vulnérables entraînant une baisse partielle et parfois totale de leurs revenus, alors qu'elles ne bénéficient d'aucune assurance-risque. Ainsi, cette pandémie, de par son caractère inédit et sociologique, risque d'annihiler les efforts fournis en matière d'égalité de genre, dans la mesure où elle génère énormément de problèmes.

Selon l'étude diagnostic de l'économie informelle au Sénégal², 85,7% des femmes de ce secteur ont un chiffre d'affaires inférieur à 100 000 FCFA par mois, et 77,9% des femmes employées dans les entreprises informelles gagnent moins de 37 000 FCFA par mois.

Les personnes en situation d'insécurité économique et d'exclusion sont les plus touchées par ses répercussions, dont beaucoup ne sont pas encore visibles. Il est donc essentiel de cibler les femmes de manière spécifique dans les différentes initiatives de riposte.

L'exemple du GIE **handifem** est mis en exergue, un regroupement de femmes handicapées s'activant dans la transformation de produits locaux (thiakry, jus, sankhal, fonio, etc.). Refusant la fatalité, ces femmes sont un bel exemple de bonne pratique pour lutter contre la mendicité. Ainsi, grâce à leurs activités, elles relèvent le défi de l'autonomisation. Cependant, comme beaucoup d'autres secteurs, la transformation a subi les conséquences de la COVID-19 et leur groupement n'a pas été épargné. En effet, leur chiffre d'affaires a connu une baisse notable liée à la raréfaction des commandes des produits destinés aux cérémonies.

La réponse à la Covid-19 ne se limite pas uniquement à l'aspect sanitaire, l'Etat a développé des stratégies pour renforcer la résilience des personnes vulnérables notamment les enfants, les femmes et les jeunes. A cet effet, le Programme de Résilience économique et social (PRES) a été mis en place afin de renforcer le système de santé et soutenir les ménages, la diaspora, les entreprises et les salariés.

Concernant la protection des groupes vulnérables, l'objectif principal visé est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des familles, des femmes et des enfants pour un développement harmonieux et durable.

Pour y parvenir, les objectifs stratégiques, également adossés à la phase II du PSE, se déclinent comme suit :

- réduire les inégalités sociales et de genre ;
- renforcer l'autonomisation des femmes ;
- promouvoir les droits fondamentaux des enfants ;

² Bureau international du Travail en 2020

- promouvoir l'éducation de la petite enfance ;
- améliorer la gouvernance du secteur.

Également, le Programme d'appui aux unités économiques des femmes du secteur informel impactées par la pandémie de la Covid-19 est en cours de mise en œuvre et les résultats suivants ont été notés par composantes :

➤ **Renforcement de la résilience de plusieurs milliers de femmes très vulnérables**

Plus de 4 000 kits alimentaires et d'hygiène ont été distribués à Dakar au profit de cette cible.

Dans les régions de Tambacounda, Kédougou, Kolda, Sédhiou et Ziguinchor, 2 526 femmes et jeunes filles en ont bénéficié notamment, les femmes victimes de violences basées sur le genre, les femmes victimes de fistule obstétricale, les femmes vivant en milieu carcéral, les veuves du bateau le diola et les femmes déplacées victimes des mines. Chacune d'elle a reçu un kit composé de 50kg de riz, 5kg céréales transformées, 5 litres d'huile, 5 kg de sucre, de 1 carton de savons et un lot de masques.

Pour les régions de Diourbel et de Kaffrine, 1480 femmes membres de 74 unités économiques évoluant dans le domaine de la teinture, des transformations des produits agricoles et de la restauration ont reçu des kits d'hygiène et alimentaires d'un montant total de vingt millions (20 000 000) FCFA destiné à l'achat de savon, d'eau de javel, de masques, de lave main complet, de riz et d'huile.

De son côté, la région de Louga a bénéficié de 100 kits alimentaires grâce aux interventions du projet d'appui à l'Entreprenariat Féminin « Jigeen Ni Tamit ». Les femmes vulnérables des communes de Daara, Louga, Kébémér et les apprenants du Daara de Coki ont également été appuyées.

➤ **Renforcement de la résilience des unités économiques des femmes du secteur informel**

Il est prévu dans la phase pilote d'un financement quasi concessionnel d'un millier de femmes entrepreneures, dans 8 départements pour les aider à relancer leurs activités économiques.

➤ **La Protection des enfants vulnérables**

Cette composante a facilité le retrait des enfants en situation de la rue et le retour volontaire de 5 000 enfants en famille dont 1 500 au niveau de la région de Dakar. Les opérations se poursuivent sur la base des évaluations faites par le Ministère en charge de la Femme et de l'Enfance, en rapport avec le Gouverneur de Dakar et les Préfets des départements de Dakar. Les Comités départementaux de protection des enfants, avec l'appui de nos partenaires, renforcent le dispositif au niveau des départements.





Concernant les activités de relance économique, le COSEC a accompagné les femmes et les jeunes de DIASS à travers l'exploitation de 50 ha. L'objectif visé est la mise en place d'un fond revolving qui servira de mutuelle permettant de financer à des taux presque nuls des projets de femmes et de jeunes filles. Derrière ces crédits, d'autres formes de microprojets sont envisagées à l'échelle de chaque village. Il en découle également une stratégie d'incitation au retour à la terre après que la COVID 19 ait démontré l'importance de l'autosuffisance alimentaire, ceci à travers la promotion du genre.

1.4. GENRE DANS LES PROJETS/PROGRAMMES

L'institutionnalisation du genre dans toutes les politiques publiques est indispensable afin d'impliquer aussi bien les femmes que les hommes dans le processus de développement par la prise en compte des besoins spécifiques.

Des avancées significatives sont notées à travers l'analyse genre de la banque de projets/programmes inscrite dans le projet de loi de finances 2021 qui permet un listing des principaux projets/programmes intégrant la dimension genre afin de corriger les injustices et autres discriminations à l'égard des femmes pour un développement inclusif.

Tableau 2 : liste des principaux projets intégrant le genre par secteur inscrite dans le projet de loi de finances 2021

PROJETS INTEGRANT LA DIMENSION GENRE				
MINISTERE/INSTITUTION	PROJETS	COUT TOTAL	FINANCEMENT	LFI 2021
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	Projet Innovant d'Accès aux Services sécurisés d'Eau et d'Assainissement des Zones défavorisées (PISEA)	30 633 000 000	ETAT /BAD/FAD/RWSSI	100 000 000
	Programme sectoriel Eau et Assainissement	29 251 000 000	ETAT /BAD/FAD	2 200 000 000
	Projet d'accès durable à l'eau et à l'assainissement G2G/USAID	6 500 000 000	ETAT /USAID	300 000 000
Ministère des Collectivités territoriales et de l'Aménagement du Territoire	Programme d'Appui aux Communes et aux Agglomérations du Sénégal (PACASEN)	131 000 000 000	ETAT/AFD/Banque Mondiale	4 733 000 000
	Projet de Relèvement d'Urgence et de Résilience à Saint Louis (SERRP)	20 178 000 000	ETAT/Banque Mondiale	4 302 000 000
Ministère de l'Elevage et des Productions animales	Fonds d'Appui à la Stabulation	4 326 000 000	ETAT	1 402 382 335
	Projet d'Appui au Pastoralisme	17 488 000 000	ETAT/Banque mondiale	1 825 023 875
	Projet d'appui à l'aviculture familiale	1 000 000 000	ETAT	46 746 078
	Programme d'appui à la filière laitière	21 000 000 000	ETAT	1 439 413 132

PROJETS INTEGRANT LA DIMENSION GENRE				
MINISTERE/INSTITUTION	PROJETS	COUT TOTAL	FINANCEMENT	LFI 2021
Ministère de la Santé et de l'Action sociale	Projet de renforcement des soins de santé maternelle et néonatale (PRESSMN)/Phase 3	1 136 768 016	ETAT/Japon	241 517 925
	Investir dans la Santé de la mère, de l'enfant et de l'Adolescent (ISMEA)	90 763 696 477	ETAT/Banque mondiale	600 000 000
	Amélioration de la Santé et du bien-être des adolescents et des jeunes régions (Ziguinchor, Sédiou, Kolda, Tambacounda et Kédougou)	12 825 000 000	ACDI	2 666 700 000
	Projet de construction et équipement du pôle mère-enfant de Diamniadio	3 663 000 000	CHINE	2 300 000 000
	Projet de renforcement du système de Santé maternelle et infantile dans la région centrale du Sénégal	2 320 631 338	ETAT/Corée du Sud	56 672 781
	Projet de production des cartes d'égalité des chances	600 000 000	ETAT	62 233 625
	Projet de réadaptation à base communautaire Handicapes	4 949 000 000	ETAT	210 072 140
Ministère de l'Education nationale/Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	Projet d'amélioration de la qualité et de l'équité au niveau de l'éducation de base (PAQEEB)	31 945 000 000	Banque mondiale	12 300 000 000
	Création de l'Université virtuelle du Sénégal (UVS) et Mise en œuvre des espaces numériques ouverts (ENO)	14 800 000 000	ETAT/BAD/Corée du Sud	2 000 000 000
	Projet de Création de Centres de Recherche et d'Essais	5 443 000 000	ETAT	525 149 770
Ministère de la Formation Professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Artisanat	Projet d'Appui au Développement des Compétences et de l'Entrepreneuriat des Jeunes dans les Secteurs Porteurs	12 027 000 000	ETAT/BAD	449 840 000
	Projet Essor du secteur privé par l'éducation pour l'emploi	15 446 000 000	ETAT/ACDI	500 000 000
	Projet formation professionnelle pour l'emploi et la compétitivité	40 118 229 210	BM/AFD	10 825 874 105
	Projet de construction et de réhabilitation des structures de formation professionnelle	2 350 000 000	ETAT	300 000 000
	Mise en place de Centres d'initiative pour l'Emploi local	2 500 000 000	ETAT	100 000 000
Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	Promotion d'une finance novatrice et d'adaptation communautaire dans les communes autour des réserves naturelles communautaires	3 980 000 000	ETAT/PNUD /FEM	3 315 000 000
	Projet de Renforcement de la Gestion des Terres et des Ecosystèmes des Niayes et de la Casamance	3 930 000 000	ETAT/PNUD /FEM	21 259 914 509
Ministère de la Microfinance et de l'Economie sociale et solidaire	Programme de Promotion de la Microfinance Islamique au Sénégal	9 843 000 000	ETAT/BID	2 418 681 876
	Programme de contraste à la Migration Illégale à travers l'Appui au Secteur Privé (PLASEPRI II),	17 872 290 610	ETAT/Italie	5 711 750 000
	Fonds national de la Microfinance	20 000 000 000	ETAT	500 000 000
Ministère de la Femme, de la Famille, du Genre et de la Protection des Enfants	Programme d'Alphabétisation et d'Apprentissage aux Métiers pour la lutte contre la Pauvreté	13 726 563 555	ETAT/BID	3 871 291 919
	Programme d'Appui au Développement économique et social du Sénégal (PADESS)	11 929 247 500	ETAT/Italie	2 763 828 000
	Projet genre / programme population / FNUAP	921 000 000	ETAT/FNUAP	40 000 000
	Projet de Développement de l'Entrepreneuriat féminin et d'Appui à l'Emploi des Jeunes filles	12 500 000 000	ETAT/BID	1 723 048 229
	Projet d'Appui à la Stratégie nationale pour l'Equité et l'Egalité de Genre (PASNEEG) Phase 2	1 180 722 600	ETAT/Italie	
	Fonds national de crédits pour les femmes	10 000 000 000	ETAT	500 000 000
	Fonds national de l'Entrepreneuriat féminin	20 000 000 000	ETAT	500 000 000
	Programme de Retrait et de Réinsertion socio-économique des Enfants en Situation de Rue	2 430 007 230	ETAT	395 000 000
	Programme de Développement d'Unités industrielles de Transformation de Produits agricoles pour les Femmes	7 044 424 690	ETAT	500 000 000

PROJETS INTEGRANT LA DIMENSION GENRE				
MINISTERE/INSTITUTION	PROJETS	COUT TOTAL	FINANCEMENT	LFI 2021
Présidence	Fonds national pour l'Entreprenariat rapide (DER)	80 000 000 000	ETAT	10 000 000 000
	Programme d'Appui à la Production et l'Utilisation de Statistiques-genre (PAPUSG)	519 000 115	ETAT/Espagne	25 000 000
Ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	Fonds de Crédits Femmes de la diaspora	13 450 000 000	ETAT	450 000 000
Ministère de la Jeunesse	Programme des Domaines Agricoles Communautaires (PRODAC)	70 000 000 000	ETAT	5 048 320 802
	Projet de Développement de l'Entreprenariat agricole au Sénégal/BID	47 797 000 000	BID	2 909 117 011
	Sante Reproduction Jeunes Phase 3	8 193 000 000	ETAT/FNUAP	577 500 000
Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement rural	Projet de réhabilitation des Périmètres irrigués de Podor	19 100 000 000	BOAD/ ETAT	2 000 000 000
	Projet de Réhabilitation et Extension des Périmètres irrigués villageois de Matam	6 255 000 000	FONDS SAOUDIEN /ETAT	1 000 000 000
	Appui aux exploitations familiales à Matam Ph II	15 250 000 000	AFD/ETAT	500 000 000
	Projet de valorisation des eaux de ruissellement	80 016 000 000	BAD/FIDA/ETAT	1 300 000 000
	Projet de développement chaine de valeur riz	20 000 000 000	BID/ETAT	500 000 000
	Projet micro jardins	2 916 000 000	ETAT	250 000 000
	Projet d'appui à l'irrigation dans le Sahel	13 500 000 000	BM/ETAT	1 050 000 000
	Programme d'insertion et de développement Agricole	17 343 000 000	ETAT	1 650 000 000
	Projet de développement de l'Agro business au Sénégal	45 258 000 000	BM/FEM/ETAT	10 040 000 000
	Programme d'Appui au développement agricole et à l'entreprenariat rural	28 000 000 000	FIDA/ETAT	1 366 640 000
	Périmètres irrigués et Développement Local et économique de Podor	21 021 000 000	AFD/ETAT	1 000 000 000
Ministère du Développement communautaire, de l'Equité sociale et territoriale	Programme d'appui aux filets sociaux	32 825 000 000	IDA	8 000 000 000
	Programme d'Urgence pour la Modernisation des Axes et Territoires frontaliers (puma)	609 000 000 000	ETAT	20 000 000 000
	Programme d'Urgence de Développement communautaire (PUDC)	288 674 915 716	BID/BAD/FSD	15 000 000 000
	Programme de Bourses de Sécurité familiale	262 689 609 174	ETAT	31 450 000 000
Ministère de l'Économie Numérique et des Télécommunications	Handicap et Tic	708 975 000	ETAT	150 000 000
	Entreprenariat Féminin	6 164 128 160	ETAT	120 000 000
Ministère du Tourisme et des Transports aériens	Projet de Développement de l'Ecotourisme à Fatick	3 600 000 000	ETAT	150 000 000
	Projet multisectoriel de Développement du Microtourisme	2 280 000 000	ETAT	100 000 000
Ministère des Forces Armées	Projet de Réhabilitation des Cantonnements des Zones militaires	7 000 000 000	Etat	1 500 000 000
	Projet changement tenues armées	1 500 000 000	Etat	1 500 000 000
TOTAL		2 340 162 209 276		210 621 718 112

Source : DPB/DGB/MFB, données PIP 2021-2023

BUDGETISATION SENSIBLE AU GENRE



II. BUDGETISATION SENSIBLE AU GENRE : INTEGRATION DU GENRE DANS LA PLANIFICATION OPERATIONNELLE DES MINISTERES

Dans le sillage de l'arrêté primatorial n°009159 du 26 mars 2013 portant prise en compte du genre dans l'action gouvernementale, les départements ministériels ont traduit en actes concrets la volonté affichée par Monsieur le Président de la République. Ainsi, à travers les disparités de genre décelées dans la liste d'actions et d'activités qui sous-tendent leurs programmes budgétaires, les ministères sont parvenus à proposer des activités correctrices allant dans le sens d'une discrimination positive à l'égard des couches les plus vulnérables de notre société, en l'occurrence les femmes, les enfants et les personnes à besoins spécifiques. Le bilan des réalisations 2019 suivi de la maquette de budgétisation sensible au genre par ministère se présentent comme suit :

1. Ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur (MAESE)

▪ Bilan des réalisations

Conscient de l'importance de l'égalité et de l'équité genre et la promotion des droits des femmes dans le développement économique et social du pays, le MAESE s'évertue à les traduire concrètement dans l'ensemble des programmes inscrits dans le cadre des partenariats internationaux du Sénégal.

A cet effet, les projets de développement à forte valeur ajoutée constituent des instruments phares sur lesquels le MAESE s'appuie pour la promotion de l'égalité de genre, comme en témoignent :

- la mise en place d'une ligne de crédit et un système de financement (Fonds crédits femmes) adapté aux activités des organisations féminines, pour aider les femmes à développer des activités génératrices de revenus et à renforcer leurs capacités managériales et techniques. Sous cet angle, une dotation de 200 millions est prévue pour cette rubrique en 2021 pour consolider les acquis engrangés ;
- l'organisation de manière régulière de campagnes de sensibilisation au profit des diplomates sur les questions liées à l'égalité de genre ;
- l'importance accordée aux données désagrégées par sexe et des efforts consentis pour une meilleure prise en compte du genre dans les interventions du département ;
- la responsabilisation accrue des femmes cadres avec la prise de mesures relatives à la promotion aux postes de décision et des fonctions d'encadrement et l'amélioration du taux de féminisation de l'effectif du MAESE. Par ailleurs, il faut noter que 35% des femmes fonctionnaires au Ministère occupent des postes de responsabilités, notamment au niveau central (Directions, Services...) et extérieur (représentations diplomatiques et consulaires).

▪ Contraintes et perspectives

La pandémie a accentué les inégalités préexistantes et mis en exergue des failles à certains niveaux, y compris l'accès aux services de santé et de protection sociale. Eu égard à ces enjeux, il est proposé de :

- renforcer le soutien, par l'entremise des postes diplomatiques et consulaires, aux opératrices économiques et aux mouvements associatifs où les femmes sont surreprésentées ;

- optimiser l'assistance aux couches vulnérables, surtout les femmes de ménage évoluant dans les pays arabes comme les monarchies du Golfe, pour lutter contre les violences exercées à leur encontre, exacerbées par les mesures restrictives engendrées par la maladie virale. A cet égard, cet appui consistera à faciliter l'accès à la justice et aux soins sociaux ;
- disposer de données statistiques en fonction du genre afin de fournir des renseignements permettant de mieux répondre à la crise et de bâtir des plans de relance.

Dans le court et moyen terme, le MAESE compte veiller à ce que l'égalité hommes/femmes soit une composante transversale et intégrée à tous les niveaux d'intervention, en s'appuyant sur la concertation, la formation et le développement d'instruments méthodologiques pour faciliter l'intégration de la dimension genre dans l'ensemble des programmes de développement appuyés par la coopération bilatérale, régionale et multilatérale.

Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	références	Cibles	Budget
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Modernisation de la gestion des ressources humaines et amélioration des conditions de travail	Les femmes cadres du MAESE ayant des postes de responsabilités sont promues	Améliorer les processus de gestion	Taux de femmes cadres accédant à des postes de responsabilités	35%	50%	0
Coopération bilatérale et multilatérale	Représentation du Sénégal au sein des OI	La présence des cadres sénégalais dirigeant les PDC ou OI est renforcée	Favoriser la participation active des cadres dans les instances internationales et une présence renforcée des organisations internationales au Sénégal	Nombre de cadres sénégalais présents dans les PDC ou instances de décision des Organisations multilatérales	6	10	6 000 000
Promotion de la Diplomatie économique	Promotion de la diplomatie économique	Les capacités des acteurs de la diplomatie économique renforcées	Organiser des séminaires de mise à niveau et de renforcement des capacités des acteurs économiques publics et privés sur les mutations et enjeux économiques internationaux	Nombre de femmes d'affaires sénégalaises formées et accompagnées	3	7	23 727 272
Gestion des Affaires consulaires et Promotion des Sénégalais de l'Extérieur	Protection et Promotion des Sénégalais de l'Extérieur	Les politiques favorables à l'entrepreneuriat et à l'auto-emploi sont promues.	Fonds crédits femmes	Taux de projets de femmes expatriées financés à l'Extérieur	67%	90%	200 000 000
		La protection et l'assistance des Sénégalaises de l'extérieur sont améliorées	Accompagner et orienter les Sénégalais de l'Extérieur	Taux de demandes satisfaites en matière de protection sociale et juridique/nombre reçu	52%	75%	4 000 000
Total							233 7 272

2. Ministère des Forces armées (MFA)

■ Bilan des réalisations

La mise en œuvre de la stratégie sectorielle genre des Forces armées, 2012-2022 a permis d'enregistrer les résultats importants suivants.

- la révision du cadre juridique préconisée en vue d'encourager l'enrôlement des femmes dans les forces armées ;
- l'élaboration d'un manuel du formateur en genre pour les spécialistes et d'un code de conduite pour régir les relations de travail Hommes-Femmes.
- la mise en place des bureaux genre dans les Etats-majors (Etat-major général des Armées, Etat-major de la Gendarmerie nationale, Etat-major des Armées Terre, Air, Mer) et les Légions de Gendarmerie, zones militaires et unités isolées ;
- la sensibilisation sur les abus et exploitations sexuelles au profit des personnels des armées et de la gendarmerie en pré-déploiement dans les opérations de maintien de la paix ;

- l'augmentation des effectifs et le renforcement de la représentativité genre dans les missions de maintien de la Paix par l'enrôlement élargi à tous les niveaux ;
- l'ouverture des concours des écoles d'officiers, sous-officiers (armée de l'air, armée de mer, école nationale des officiers d'active, etc.) aux femmes ;
- le recrutement ciblé de spécialistes paramédicaux (infirmières, sages-femmes,...) ;
- la modification du code des pensions militaires d'invalidité et de retraite ;
- l'organisation de campagnes de sensibilisation sur les enjeux genre dans les unités en pré-déploiement pour les missions de maintien de la paix et les casernes isolées au niveau des régions ;
- la formation d'assistantes sociales en partenariat avec les écoles de formation ;
- l'organisation d'ateliers de sensibilisation et de conception de modules de formation genre dans les cycles de formation des écoles militaires.

▪ **Contraintes et perspectives**

Malgré les acquis, des contraintes sont relevées dans le processus de recrutement, dans la formation et la gestion du personnel. La limitation des effectifs, l'absence de crèches et les mutations dans les unités isolées plombent également l'effectivité de la prise en compte du genre dans le secteur.

Dans le court et le moyen termes, la stratégie déclinée est d'instaurer un environnement socioculturel, juridique et institutionnel favorable à l'équité et l'égalité de genre et d'assurer l'intégration effective et harmonieuse du genre dans les forces de défense.



▪ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	références	cibles	Budget 2021
Pilotage, coordination et Gestion administrative	Gestion et coordination administrative	L'efficacité de la gestion administrative et financière des Cellules Genre sont renforcées.	Formation des chefs de Division et Bureau Genre	Taux d' installation des Bureaux	ND	80%	5 000 000
		Des tournées de sensibilisation sur l'intégration du genre sont organisées dans les zones militaires 4, 5 et 6	Formation au sein des cellules	Nombre de missions de sensibilisation menées	0	3	3 000 000
Défense du territoire national	Défense terrestre	les cellules genres sont fonctionnelles	installation et équipement des cellules	niveau d'exécution	0	5	2 000 000
		l'aptitude opérationnelle des femmes est renforcée	organisation de stages de perfectionnement	Nombre de stage de perfectionnement organisé	0	2	15 000 000
	Défense aérienne	l'aptitude opérationnelle des femmes est renforcée	organisation de stages de perfectionnement	Nombre de stage de perfectionnement organisé	0	2	15 000 000
	Défense fluvio-maritime	l'aptitude opérationnelle des femmes est renforcée	organisation de stages de perfectionnement	Nombre de stage de perfectionnement organisé	0	2	15 000 000
	Logistique inter-armée	les moyens matériels sont aptes à l'engagement pour le personnel féminin	Prendre en compte le personnel féminin en besoins matériels	Pourcentage de moyens en habillement et équipements individuels introduit tenant compte de la junte féminin	ND	90%	20 000 000
		les logements sont construits et réhabilités au profit du personnel féminin	Réalisation des infrastructures en tenant compte des besoins spécifiques	Pourcentage de logements construits et ou réhabilités répondant aux normes	ND	70%	30 000 000
Sureté publique et maintien de l'ordre	Maintien de l'ordre	L'aptitude opérationnelle des femmes est renforcée	organisation de stages de perfectionnement	Nombre de stage de perfectionnement organisé	0	2	15 000 000
	Surveillance du territoire	L'aptitude opérationnelle des femmes est renforcée	organisation de stages de perfectionnement	Nombre de stage de perfectionnement organisé	0	2	15 000 000
	Soutien Gendarmerie	les moyens matériels sont aptes à l'engagement pour le personnel féminin	Prendre en compte le personnel féminin en besoins matériels	Pourcentage de moyens en habillement et équipements individuels introduit tenant compte du genre	ND	90%	20 000 000
		Les logements sont construits et réhabilités suivant les normes	plaidoyer sur la prise en compte des spécificités dans la construction	Pourcentage de logements construits et ou réhabilités répondant aux normes	ND	70%	0
Total							155 000 000

3. Ministère de l'Intérieur (MINT)

▪ Bilan des réalisations

Le département vient nouvellement d'intégrer le processus de prise en compte du genre dans le budget. Néanmoins, des efforts appréciables sont notés à travers les mesures prises pour une meilleure implication de la gente féminine.

Au MINT, les femmes sont à la tête de services stratégiques comme la Brigade des mœurs, la Brigade touristique, la Division de la cyber-sécurité. Elles sont également présentes au niveau des services de renseignements. Par ailleurs, un des quatre commissariats spéciaux que compte le Sénégal, est dirigé par une femme. En somme, elles sont presque une trentaine de Commissaires dans les rangs pour bien assurer la sécurité des personnes et de leurs biens.

Sur le plan international, le Sénégal fait partie des cinq (5) principaux pays pourvoyeurs de personnel de police féminin dans le cadre des opérations de paix des Nations unies.

Au niveau institutionnel, pour une meilleure prise en compte du genre dans les actions du département, les réalisations suivantes sont notées :

- la création de la Cellule Genre et de l'Équité par décret n°2020-790 du 19 mars 2020 portant organisation du Ministère de l'Intérieur ;
- la nomination de la coordonnatrice de la cellule genre par l'arrêté n°009452 du 27 Avril 2020 ;
- la désignation des points focaux genre dans les différents services du département.

Avec le couvre-feu instauré de 20h à 6h pour face à la propagation de la pandémie liée à la Covid-19, les femmes sont montées au front aux côtés de leurs collègues hommes notamment à la Médina, quartier populaire de Dakar, où des jeunes défient parfois le dispositif sécuritaire et à Thiaroye, en banlieue dakaroise. Ce sont des femmes qui sont aux commandes. Des commissariats de zones stratégiques sont dirigés par des dames ; c'est le cas de Dieuppeul, Dakar-Plateau, Guédiawaye, entre autres. Au niveau régional, c'est également une dame qui est à la tête du Commissariat de Police de l'île à Saint-Louis.

▪ Contraintes et perspectives

Certaines contraintes sont notées, il s'agit, entre autres, de :

- la lente appropriation de l'intégration du genre dans les différentes politiques ;
- la création de quotas largement inférieurs à celui des hommes dans le recrutement de la Police ;
- le critère discriminant imposé seulement aux femmes, pour tout recrutement: « demander aux femmes ayant le niveau du BFEM de passer par l'Armée avant d'intégrer la Police ».

En perspective, la stratégie opérationnelle déclinée est de mener, au niveau du Ministère, un exercice devant conduire à l'intégration effective du genre qui débutera par la réalisation de l'audit technique genre et en conséquence l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'institutionnalisation genre du secteur.

▪ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programme budgétaire	Action du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Références	Cibles 2021	Budget 2021
Pilotage, coordination et gestion administrative	Coordination administrative, planification et suivi-évaluation	La prise en compte du genre est renforcée dans les documents de planification	Tenir une réunion de plaidoyer pour la prise en compte du genre dans les documents stratégique et opérationnel sectoriels	Nombre de décideurs touchés	0	1	Néant
		Le cadre juridique de la gouvernance et de la sécurité intérieure est sensible au genre	Organiser un atelier d'appropriation de la SNEEG	Niveau d'appropriation de la SNEEG	ND	30%	5 000 000
			Faire l'audit genre du ministère	existence du rapport d'audit	0	1	30 000 000
			élaborer un plan d'institutionnalisation du genre au sein du MINT	Existence d'un PIG	0	1	10 000 000
			Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de communication de l'approche genre	Pourcentage de mise en œuvre de la stratégie de communication	0	30%	10 000 000
		Un égal accès des hommes et des femmes aux postes de responsabilités au ministère	Financer une étude de faisabilité du projet de responsabilisation et de promotion des femmes du MINT	Projet de responsabilisation et de promotion des femmes du MINT validé	0	2 femmes responsables	Néant
		Les capacités des acteurs sensibles au genre sont renforcées	Former les autorités administratives à la planification et à la budgétisation sensible au genre	Pourcentage autorités administratives touchées	0	40%	10 000 000
TOTAL							65 000 000

4. Ministère de la Justice (MJ)

▪ Bilan des réalisations

Les activités réalisées par la cellule genre et équité du Ministère de la Justice ont porté principalement sur :

- l'organisation d'un séminaire sur l'élaboration du PTA 2020 de la cellule ;
- l'organisation de la journée internationale de la fille ;
- l'implication au vote de la loi criminalisant l'acte du viol et de la pédophilie qui a été un temps fort de l'année 2019 ;
- le lancement de l'audit genre du département ;
- le lancement, en rapport avec Konrad Adenauer Stiftung de la première phase du projet de réalisation d'un recueil en langue française destiné à la publication, intitulé « Recueil des principaux textes relatifs à la promotion du genre au Sénégal ».

La cellule a également participé à diverses rencontres aux niveaux national et international.

▪ Contraintes et perspectives

Les contraintes rencontrées sont relatives à l'insuffisance des ressources financières qui entravent l'exécution des activités permettant une meilleure prise en compte du genre dans les secteurs de la justice et de la bonne gouvernance.

En perspective, la stratégie déclinée à court et moyen termes sera axée sur la finalisation de l'audit genre, le renforcement des capacités du top management et de l'ensemble des acteurs pour une prise en compte du genre dans la chaîne PPBS et une meilleure coordination et suivi du projet de recueil cité supra.

▪ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	référence 2019	Cibles 2021	Budget
Justice judiciaire	Traitement et jugement des contentieux	Les décisions de justice sont rendues de manière équitable	Renforcer les capacités du personnel judiciaire	Nombre de magistrats formés en genre	15	50	6 000 000
				Nombre de greffiers formés en genre	20	50	8 000 000
				Nombre d'auditeurs de justices formés en genre	15	30	6 000 000
Accès à l'information juridique	Accès à l'information juridique et judiciaire et à l'aide juridictionnelle	Une justice plus proche du justiciable	Vulgariser et sensibiliser les populations sur l'accès a	Nombre de session de communication organisées	9	15	22 000 000
Programme pénitentiaire	Vie du détenu	Améliorer les conditions de de détentions des détenus	Mener une étude sur la capacité d'accueil des lieux de détention	Effectif de la population carcérale par sexe	ND	Un rapport	3 000 000
Education surveillée et protection de l'enfant	Vie de l'enfant en danger et ou en conflit avec la loi	Dispositif de prise en charge du mineur en danger et/ou en conflit avec la loi renforcée	Renforcer les capacités des éducateurs spécialisés sur le genre Organiser les sessions de formations techniques	Ration éducateurs formés	50%	65%	8 000 000
				Nombre de mineurs ayant bénéficié de formations techniques (h/f)	954	1050	12 000 000
Pilotage, coordination et gestion administratif	Pilotage stratégique et opérationnel	Le genre est institutionnalisé au MU	Procéder à l'audit genre du ministère de la justice	Disponibilité du document d'audit genre du ministère	0	1	27 966 000
TOTAL							92 966 000

5. Ministère de la Fonction publique et du Renouveau du Secteur public (MFPRSP)

▪ Bilan des réalisations

A l'instar des autres départements, le Ministère en charge de la Fonction publique s'est engagé à prendre en compte le genre dans l'ensemble de ses mécanismes de fonctionnement, avec notamment :

- la création de la Cellule Genre par arrêté n°015815 du 28 juin 2019;
- le renforcement de la prise en compte de la dimension genre dans les documents de planification stratégique et de programmation du département ;
- le positionnement de l'équité et de l'égalité de genre parmi les principes directeurs de la rénovation du service public et de la modernisation de l'Administration ;
- le renforcement des capacités des agents du département sur la prise en compte du genre dans les interventions du département ;
- l'étude diagnostique du profil genre du département, en cours de finalisation ;
- l'élaboration de la feuille de route 2020-2021 de la cellule genre.

Egalement, dans le cadre de la riposte à la pandémie de la Covid-19, le ministère a apporté un appui en kits alimentaires, masques, produits d'entretien, détergents et gels hydro-alcoolisés destiné à des groupes vulnérables dont les personnes vivant avec un handicap.

▪ Contraintes et perspectives

Les contraintes qui plombent la prise en compte effective du genre dans le secteur, portent essentiellement sur :

- la quasi-absence de femmes au niveau des postes de responsabilités ;
- l'absence de prise en charge de la dimension genre dans les politiques de gestion des ressources humaines ;
- la non signature du décret d'application de la loi d'orientation sociale ;
- l'inexistence d'une base de données désagrégées pour la gestion des carrières du personnel de l'Etat (les actes d'administration) ;
- la faiblesse des capacités institutionnelles en matière de prise en charge de la dimension genre ;
- le manque de statistiques désagrégées par sexe comme base de classification par Hiérarchie et corps des agents de l'Etat.

En perspective, la stratégie déclinée par le département à court et moyen terme est de renforcer les capacités des agents à l'intégration du Genre, faciliter la mise en œuvre d'une stratégie de communication sensible au genre, soutenir le plaidoyer pour une meilleure implication de la cellule genre dans la chaîne PPBS, procéder à l'audit genre et élaborer la politique genre du Ministère.

▪ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions	Résultats genre attendus	Activités genre proposées	indicateurs	références	Cibles 2021	Budget 2021
Fonction Publique	Modernisation de la gestion des ressources humaines	Le recrutement des agents de la fonction publique plus équitable	Etude sur les postes accessibles aux personnes vivant avec un handicap	% d'agents recrutés vivant avec un handicap	3%	7%	15 000 000
Renouveau du service public	Appui institutionnel à la modernisation du service public	l'amélioration de la qualité des services rendus aux usagers selon le genre est développée	Formation des agents sur l'amélioration de la qualité des services rendus aux usagers	Nombre d'agents formés	40%	50%	15 000 000
Pilotage, coordination et gestion administrative	Pilotage, Gestion, coordination administrative	Les capacités du top management en genre sont renforcées	Renforcement de capacités du top management pour la prise en compte du genre dans le département	% de responsables formées sur la prise en compte du genre dans le département	50%	100%	10 000 000
	coordination administrative	Meilleure planification sensible au genre	Elaboration des outils de planification sensibles au genre	Nombre d'outils de planification sensibles au genre	0	2	5 000 000
Total							45 000 000

6. Ministère du Travail, du Dialogue social et des Relations avec les Institutions (MTDRI)

▪ Bilan des réalisations

Les mesures prises dans le cadre de la riposte face à la pandémie de la Covid-19 ont fortement impacté la réalisation des activités prévues dans le PTA du département. Néanmoins, concernant la prise en compte du genre dans la politique du département, celles-ci ont pu être déroulées à travers:

- le renforcement des capacités sur le genre, les concepts et les outils d'analyse et d'intégration pour une application effective de la dimension genre dans le secteur du travail ;
- l'organisation d'un atelier sur le thème « quelles stratégies pour améliorer la représentativité des femmes dans les élections de délégués du personnel ? », avec l'appui des partenaires techniques et financiers.

Également, dans le cadre de la riposte contre la Covid-19, le ministère a organisé des missions spéciales d'inspection et de sensibilisation auprès des unités de production informelle et des femmes travailleuses sur leurs rôles et responsabilités, en matière de prévention de la pandémie.

En termes de collecte des données, les informations suivantes sont produites dans le cadre de l'élaboration de la Revue annuelle conjointe (RAC) 2019:

- le nombre de contrats enregistrés par les inspections du travail et de la sécurité sociale désagrégé selon le genre ;
- la part des femmes dans les emplois créés par le secteur privé ;
- la répartition, par type, des contrats de travail visés par les ITSS, selon le genre ;
- la part des femmes dans les élections de délégués du personnel ;
- la proportion de femmes occupant des postes de responsabilités à tous les niveaux du ministère.

▪ Contraintes et perspectives

Les contraintes sont notamment relatives à la faiblesse des moyens financiers aggravée par le gel des crédits en application de la circulaire n°022/MFB/DGB du 05 mai 2020 portant gel de lignes de dépenses pour le financement de la lutte contre la COVID-19.

En perspective, la stratégie déclinée à court et moyen terme est de veiller à l'intégration de la dimension genre dans l'ensemble des activités du ministère et ce, après l'établissement de la situation de référence, à travers l'audit genre.

De même, des formations plus pointues sur le genre et ses outils d'analyse seront organisées.

▪ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programme budgétaire	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Références	Cibles 2021	Budget
Gouvernance du marché du travail	Redynamisation du dialogue social et la négociation collective	Une amélioration de l'application des lois et règlements dans les lieux de travail	Renforcer les capacités des délégués du personnel	Nombre de délégués du personnel formés	40 personnes	au moins une femme par établissement	10 000 000
Protection sociale des travailleurs	Promotion de la Sécurité et santé dans les lieux de travail	Le document de Politique nationale de Sécurité et santé au travail est vulgarisé auprès des centrales syndicales	Sensibiliser les centrales syndicales sur la prise en compte de la dimension genre dans la mise en œuvre de la PNSST	Nombre de centrales syndicales sensibilisées	0	Les 4 centrales les plus représentatives	2 000 000
	Renforcement et extension de la protection sociale	Des entreprises sont sensibilisées sur la mise en œuvre de la Convention 183	Sensibiliser les entreprises pour la mise en place des crèches en milieu de travail	Nombre d'entreprises sensibilisées	0	5 entreprises	2 500 000
Pilotage, coordination et gestion administrative	Pilotage stratégique	La situation de référence audit genre du secteur travail est réalisée	Réaliser l'audit genre du ministère	Disponibilité du rapport d'audit	0	01 document	6 000 000
		Le Plan d'institutionnalisation du Genre du ministère est élaboré	Elaborer et valider le Plan d'institutionnalisation du Genre (PIG) du ministère	Disponibilité du PIG	0	01 document	4 000 000
TOTAL							24 500 000

7. Ministère des Pêches et de l'Économie maritime (MPEM)

▪ Bilan des réalisations

Le secteur de la pêche est inscrit dans le PSE parmi les piliers de l'économie nationale capables de soutenir une dynamique de croissance forte et durable.

L'une des particularités du secteur réside dans le fait que les femmes contrôlent à plus 90% la filière de la transformation artisanale des produits halieutiques et ses activités connexes. En effet, en dehors de la valorisation des poissons et des coquillages et de la commercialisation des produits, elles sont également impliquées dans le micro-mareyage, le mareyage et aussi dans la capture en finançant l'achat de pirogue, de filets et de carburant. Dans les industries de traitement des produits de la pêche, la plupart des femmes sont aussi employées comme ouvrières mais on y note aussi des responsables de production. Dans le sous-secteur de l'aquaculture, elles occupent principalement la filière de la production, de la transformation et de la commercialisation de poissons et de coquillages.

Les femmes sont aussi représentées dans les instances de décisions des organisations de pêche, où il est noté 29 femmes membres des bureaux des organisations mixtes de pêche artisanale sur 79, soit un taux de représentativité de 36,7%. De même, elles sont membres des comités de gestion des quais de pêche artisanale à hauteur de 26,15% soit 131 sur 501.

Les résultats enregistrés par le secteur de la pêche portent essentiellement sur :

- la construction d'un marché aux poissons moderne à Tambacounda occupé à 80% par des femmes ;
- la construction en cours de 50 fours FTT modernes sans fumée utilisant moins de combustibles dans les sites de Fass Boye, Rufisque, Thiaroye, Mbao, Mbalig, Goxu-Mbacc et Kafountine ;
- la construction de complexes frigorifiques pour la fabrication de glace et la conservation à l'état frais ou congelé des produits halieutiques ; 19 complexes frigorifiques pour un montant de 10 milliards FCFA sont en cours et 15 déjà installés ;
- la subvention de moteurs à hauteur de 5 milliards FCFA pour 5 000 moteurs. L'octroi d'un moteur (subvention 1 000 000 FCFA) à toute femme possédant une pirogue et ayant soumis une demande ;
- le financement à hauteur de 1 milliard FCFA à travers la DER/FJ dans le secteur ;
- la subvention annuelle de 100 millions FCFA ayant permis l'installation de 115 cages de pisciculture ainsi de fond de roulement pour des GIE de femmes dans les régions de Saint-Louis, Louga, Tambacounda et Matam ;
- l'acquisition et la distribution gratuite d'équipements de plongée pour les femmes qui pratiquent la cueillette des fruits de mer ainsi que d'équipements de travail et de protection (bacs de saumurage, casier de glaçages et de conservation, ballais, des raclettes, masques, bottes, caisses isothermes de conservation de poissons, gangs, extincteurs, blouses, cache cheveux, cache nez) pour un total de plus de 6000 articles pour les mareyeuses, micro mareyeuses et transformatrices.



Appui ANA aux femmes de Dionewar



L'Ana appuie les initiatives des femmes de la Casamance

▪ **Contraintes et perspectives**

la stratégie à court terme est essentiellement basée sur la réalisation de l'étude diagnostique du genre qui permettra d'avoir une situation de référence, des orientations plus précises et une feuille de route permettant une intégration effective du genre dans les activités du département.

■ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programme budgétaire	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Référence 2020	Cibles 2021	Budget
Pilotage, coordination et gestion administrative	Pilotage stratégique	Le genre est institutionnalisé au MPEM	Faire une étude sur l'audit genre du département	Audit genre réalisé, partagé et validé	0	un rapport	50 000 000
			mettre en place un plan d'action d'institutionnalisation dans le département	Plan d'actions d'institutionnalisation genre mis en place	0	un PIG	
	Coordination administrative	le genre est pris en compte dans les projets et programmes du ministère	formation des acteurs sur la programmation/budgétisation sensible au genre	Nombre de projets et programmes qui prennent en compte les indicateurs sensibles au genre	0	10%	7 000 000
				Proportion d'agents concernés (CGE, CEP, DAGE) formés	ND	75%	4 000 000
	la cellule est bien fonctionnelle	sensibiliser les acteurs externes sur la prise en compte du genre et les opportunités	Nombre de missions de rencontres organisées	0	5	1 000 000	
Economie maritime	Gestion durable des ressources halieutiques et restauration des habitats	les données statistiques sont désagrégées pour avoir des proportions genres	Intégrer le genre dans la collecte des données statistiques	Pourcentage de données statistiques désagrégées selon le genre	ND		0
		les femmes sont prises en compte dans les mesures de modernisation des équipements de pêche	subventionner l'acquisition de moteurs pour toutes les femmes ayant droit	Nombre de moteurs affectés aux femmes/hommes	100%	100%	0
Pêche et aquaculture	Développement de l'aquaculture	le quota des femmes dans l'exploitation de fermes aquacoles a augmenté	Réserver 50% des étangs	nombre d'étangs affectés aux femmes	32%	50	0
		La formation et l'encadrement des aquaculteurs sont assurés	Former les aquaculteurs (hommes et femmes)	Proportion de femmes/hommes formées parmi les aquaculteurs	74%	80%	acquis
			Améliorer l'encadrement des aquaculteurs (hommes et femmes)	Proportion de femmes/hommes aquacultrices encadrées	100%	100	acquis
Total							62 000 000

8. Ministère des Infrastructures, des Transports terrestres et du Désenclavement (MITTD)

■ Bilan des réalisations

En 2019, les réalisations étaient plutôt axées sur les activités de renforcement des capacités des membres de la cellule, mais élargies aux agents impliqués dans la planification et la gestion.

Dans le cadre de la riposte face à la pandémie de la Covid-19, un PTA annuel budgétisé a été élaboré à l'issue de deux (2) réunions tenues avec les différents points focaux.

▪ Contraintes et perspectives

La cellule genre est confrontée à un certain nombre de contraintes. Il s'agit, entre autres de :

- la difficulté à collecter l'information liée au genre au niveau des structures autonomes rattachées au département ;
- l'absence d'un audit genre pour faire l'état des lieux sur le niveau d'intégration du genre dans les politiques du département ;
- le manque de formation des acteurs sur la budgétisation et le suivi-évaluation sensibles au genre.

Pour réussir cette politique d'intégration du genre dans le département, les défis ci-après méritent une attention particulière : (i) l'appropriation parfaite de la dimension genre par le top management du ministère ; (ii) la promotion des femmes au niveau des postes de responsabilité et (iii) l'implication et la participation de la cellule genre dans les travaux de conception des projets et programmes du ministère.

En perspective, la stratégie déclinée sera mise en œuvre à travers les activités suivantes :

- entamer le processus de l'audit genre pour la mise à disposition d'un Plan d'Institutionnalisation Genre (PIG) ;
- établir une situation de référence du secteur ;
- stabiliser les indicateurs à suivre dans un cadre de mesure des résultats ;
- plaider pour la mobilisation des ressources ;
- organiser une rencontre sur la validation du rapport budgétaire genre du ministère en amont des conférences budgétaires pour convaincre la tutelle à la prise en compte du genre dans les activités de certains projets et programmes.

▪ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Références	Cibles	Budget
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Pilotage	les compétences des agents du ministère sont renforcées en genre	Organiser des ateliers de formation	nombre d'ateliers tenus	1	3	9 000 000
		l'audit genre du département est initié	Elaborer les TDR l'audit genre du ministère	TDR validés	0	1 rapport	5 000 000
		les activités des structures prenant en compte le genre sont suivies	Elaboration des indicateurs sensibles au genre pour le Ministère	CMR genre validé	0	1 rapport annuel	6 000 000
		les indicateurs sexospécifiques sont intégrés dans les documents budgétaires	organiser des séances de travail avec les Responsables de programmes	nombre d'indicateurs genre par programmes	0	1/programme	Néant
Total							20 000 000

9. Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement rural (MAER)

▪ Bilan des réalisations

L'agriculture constitue un secteur prioritaire pour le développement économique et social du fait qu'elle occupe plus de 60% de la population sénégalaise. Ainsi beaucoup d'efforts ont été consentis à l'endroit des producteurs en termes d'appui à l'accès aux ressources productives et des mesures prises pour réduire les inégalités de genre dans le secteur.

Les activités déroulées par le MAER à travers ses différents démembrements, ont permis d'enregistrer des résultats forts appréciables.

La cellule, dans le cadre de la mise en œuvre de ses plans d'action 2019, a mené des activités qui s'inscrivent globalement dans les orientations et objectifs du PRACAS en matière d'autonomisation des femmes dans le secteur de l'agriculture. Il s'agit globalement du suivi de la mise en application de la circulaire allant dans le sens de réduire les inégalités de genre dans les activités agricoles, le démarrage de l'audit genre et le calcul de l'indice d'autonomisation de la femme.

Le suivi de l'application de la circulaire instituant la discrimination positive à l'endroit des femmes pour l'accès aux facteurs de production a montré les résultats ci-après.

S'agissant de l'**accès à la terre**, 81,25% des parcelles sont sous la responsabilité des hommes contre seulement 18,75 % pour les femmes en 2019. La proportion des superficies selon le sexe du responsable est de 93,6% pour les hommes et de 6,4% pour les femmes. La proportion des parcelles cultivées selon le sexe du responsable, quant à elle, est de 85,5% pour les hommes et de 14,5% pour les femmes. La superficie moyenne en hectare des parcelles selon le sexe du responsable est de 2,91 ha pour les hommes et 1,45 ha pour les femmes en 2019.

Concernant l'**audit genre**, le MAER a lancé officiellement le processus le 11 juillet 2019 avec l'appui de PASEMEPP, PARIIS, PASA Lou-Ma-Kaf, PAFA Ext et SAED.

L'audit va aboutir à un plan d'action genre 2021-2025 adossée à la LPSD du MAER. Dans ce cadre, des rencontres avec l'ensemble des parties prenantes ont été tenues aux niveaux central et local, ce qui a permis de se faire une idée sur le niveau de perception et de prise en compte du genre au niveau institutionnel et programmatique et de discuter avec les acteurs à la base tels que les organisations des producteurs et les GIE.

Pour le calcul de l'**Indice d'Autonomisation de la Femme** appuyé par le Projet d'Appui au Système de Monitoring et de Pilotage des Politiques (PASEMEPP/Coopération italienne), les Cellules genres des Ministères en charge de l'Agriculture et de la Formation professionnelle ont été choisis en tant que pionniers ayant accompli un travail de qualité en matière de prise en compte du genre dans leurs domaines respectifs. A titre illustratif, les activités réalisées par le MAER tournent autour de la mise en place du comité technique, de la tenue d'ateliers de renforcement des capacités sur le calcul de l'IAF dans l'agriculture, de la collecte des données auprès des structures sous tutelles et la validation du rapport sur l'IAF.

Par ailleurs, la cellule genre a mené, entre autres activités (i) l'élaboration de PTBA et des rapports d'activités sensibles au genre ; (ii) la participation à l'élaboration du guide pour l'intégration du genre dans le universités/écoles de formation ; (iii) la participation aux travaux du projet d'appui au PSE de la Coopération Canadienne et de l'appui budgétaire Canada et ; (iv) l'élaboration des contributions notamment la déclaration solennelle sur l'égalité Homme Femme en Afrique.



Jeunes femmes et hommes à l'école du genre via une activité de transformation du riz : l'expérience du GIE Baamtaré Guédé et groupement des femmes transformatrices de Djilor

▪ **Contraintes et perspectives**

Malgré ces acquis, la Cellule Genre est confrontée à l'insuffisance des moyens financiers alloués pour la réalisation de ses activités.

En perspective, les activités suivantes ont été retenues :

- la validation du rapport d'audit ;
- l'élaboration de la stratégie et du PIG ;
- la mise en œuvre du programme de renforcement des capacités.

▪ **Maquette de budgétisation sensible au genre**

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Références 2019	Cibles	Budget genre		
Sécurisation de la base productive et développement des infrastructures rurales	Renforcement des aménagements des terres agricoles et gestion équitable du foncier	les aménagements hydro agricoles sont renforcés	Réaliser de nouveaux aménagements hydro agricoles à l'endroit des producteurs	superficies aménagées à partir des eaux de surfaces allouées aux femmes	30%	40%	12 800 000 000		
				superficies aménagées à partir des eaux souterraines allouées aux femmes	50%	50%	1 150 000 000		
	Gestion durable des terres et fertilité des sols	la gestion durable des terres et la fertilité des sols sont améliorées	Renforcer la fertilité des sols	Superficie de terre dégradée restaurée (ha) affectée aux femmes	20%	20%	200 000 000		
				Superficies de terres amendées (ha) pour les femmes	20%	20%			
	Reconstitution du capital semencier	Le capital semencier est sécurisé	Produire des semences de pré base et base de céréales et légumineuses (tonnes)	Quantité de semences de pré base et base de céréales (tonnes) produite par les femmes	20%	20%	300 000 000		
				Quantité de semences de pré base et base de légumineuses (tonnes) produite par les femmes	20%	20%			
Production et valorisation des produits agricoles	Intensification de la production agricole	les intrants agricoles sont distribués	Mettre à disposition les intrants agricoles à l'endroit des producteurs	Quantité de semence certifiée R1 de riz cédée aux femmes	20%	50%	1 500 000 000		
				Quantité de semence d'arachide cédée aux femmes	30%	30%	4 500 000 000		
				Quantité d'engrais cédée aux femmes	20%	20%	4 700 000 000		
	Promouvoir le financement agricole	Le crédit rural est développé	Mettre en place des instruments de financement plus adaptés pour les producteurs	le matériel agricole est mis à disposition	Mettre en place le matériel agricole	Nombre d'unités de matériels attelés distribués	30%	30%	900 000 000
				Volume de financement accordé aux femmes	40%	40%	380 000 000		
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Renforcement du pilotage stratégique	Le pilotage stratégique des activités du MAER est amélioré	Suivre les activités relatives au genre	PTBA, rapports d'activités intégrant le genre produits	2	2	5 000 000		
				nombre de missions/voyages d'étude effectués	0	10	10 000 000		
	Amélioration de la coordination administrative	La coordination administrative est améliorée	Renforcer les capacités dans la planification, la budgétisation et le suivi évaluation	Faire un plaidoyer à l'endroit des autorités pour une meilleure prise en compte du genre dans l'accès aux facteurs de productions	Nombre d'atelier tenus à l'endroit des points focaux	4	5	50 000 000	
					Nombre de séances tenues	1	10	50 000 000	
					Nombre de séances de sensibilisations tenues à l'endroit des acteurs/actrices	0	10	5 000 000	
					Postes de responsabilités occupés par les femmes	40%	40%	0	
					Elaborer le plan d'institutionnalisation genre	0	1	50 000 000	
					Elaborer un programme national d'autonomisation des femmes dans l'agriculture	0	1	15 000 000	
TOTAL							26 615 000 000		

10. Ministère des Finances et du Budget (MFB)

▪ Bilan des réalisations

Pour une intégration effective du genre dans les politiques, le Ministère des Finances et du Budget a adopté une approche basée sur le budget sensible au genre avec l'élaboration d'un **Document budgétaire genre** (DBG) accompagnant le projet de loi de finances. Cette démarche constitue un pas de plus dans la concrétisation de la volonté politique affirmée.

Ainsi, des acquis importants sont enregistrés :

- l'intégration du genre dans le processus budgétaire ;
- la mise en place d'un task force composé des cellules genre, du Ministère de la Femme, de Famille, du Genre et de Protection des Enfants et de la Direction de la Programmation budgétaire (DPB) ;
- l'enrôlement de 21 départements ministériels dans le processus de budgétisation sensible au genre en 2019 ;
- la création de « **chapitres genre** » dans le budget des 21 ministères ciblés ;
- l'appui des cellules genre à hauteur de 10 millions pour leur fonctionnement ;
- la prise en compte du document budgétaire genre dans les conditionnalités de l'appui budgétaire par les PTF.



▪ Contraintes et perspectives

Dans le souci d'une prise en compte effective du genre dans les interventions du département, il est important, en dépit des efforts réalisés, de rendre fonctionnelle la cellule genre avec la nomination d'un coordonnateur pour une meilleure prise en charge des inégalités.

En outre, la présence des femmes dans les forces de défense et de sécurité constitue une nécessité et un besoin réel, en particulier dans les rangs de la douane avec notamment les fouilles effectuées sur des femmes. Aujourd'hui, leur intégration est devenue irréversible. Cependant pour leur assurer un plein épanouissement dans le travail et éviter que la survenue de certaines situations compliquées n'entrave l'exécution correcte des missions, elles doivent être encadrées par des mesures d'accompagnement et des dispositions spéciales statutaires tenant compte de la spécificité de cette nouvelle donne.

En termes de perspectives, la stratégie à court et moyen termes sera centrée sur les prérequis relatifs à la fonctionnalité de la cellule genre, la nomination des points focaux dans chaque direction générale et le renforcement des capacités des acteurs.

▪ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes Budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Références 2020	Cibles 2021	Budget
Elaboration des lois de finances et suivi de l'exécution	Elaboration des lois de finances	Les rapports budgétaires genre 2021 sont élaborés	organiser un atelier d'élaboration des rapports budgétaires genre 2021	rapport de l'atelier	0	1	15 015 000
		le genre est pris en compte dans le budget	Elaborer le document budgétaire genre 2021	le document budgétaire genre est annexé au PLFI 2021	1	1	4 130 000
			organiser un atelier de vulgarisation du DBG avec les députés	rapport de l'atelier	1	1/an	18 450 000
		un point focal genre est désigné au niveau de chaque direction générale et structures rattachées au MFB	initier un projet de lettre de désignation des points focaux à la signature du Ministre	nombre de points focaux désigné	0	8	0
	Pilotage et support du programme	les capacités des points focaux sont renforcés	organiser un atelier de formation sur le genre	rapport de l'atelier	0	1	3 410 000
	Suivi de l'exécution du budget	le suivi des activités genre est assuré	élaborer le rapport de suivi des activités inscrites dans le DBG	maquette de suivi validée	0	1/an	3 245 000
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Amélioration de la gestion des ressources humaines	les capacités des acteurs sont renforcées en genre et techniques d'intégration du genre dans le budget	organiser un atelier de formation	nombre de participants	0	20	1 760 000
			élaborer le PTA genre du MFB	PTA validé	0	1	0
Total							46 010 000

11. Ministère du Pétrole et des Energies (MPE)

▪ Bilan des réalisations

Pour mieux répondre aux attentes des questions d'équité et d'égalité sociale, la dimension genre a été prise en compte dans la LPSD du Secteur de l'Énergie. Avec l'appui de la CEDEAO, un plan d'actions genre quinquennal du secteur (2020-2024) a été élaboré, ce qui, de manière efficiente, facilitera la mise en œuvre de la dimension genre dans le secteur de l'Énergie.

Concernant l'électrification rurale, la stratégie retenue vise l'accès universel à l'horizon 2025. Dans cette dynamique, des efforts notables ont été notés, ce qui a permis de faire passer le taux d'électrification rurale de 42,3% à 53, 9% entre 2018 et 2019, soit une hausse de 27,4% en valeur relative.

Pour ce qui est du sous-secteur des combustibles domestiques, la dimension genre est prise en charge dans la phase 2 du Projet de Gestion durable et participative des Energies traditionnelles et de Substitutions (PROGEDE-2), à travers sa composante 3 et le Programme national Biogaz domestique du Sénégal (PNB-SN) et Energising Development (ENDEV).

Grâce au PROGEDE-2, sur un objectif de 920 000 foyers améliorés, 887 213 ont été diffusés auprès des femmes. Il a également facilité la production de 613 tonnes de biocharbon à Ross Béthio, la réalisation de 10 fours améliorés pour les femmes de Sendou, Bargny et Yenn et la construction de 259 bio-digesteurs sur une cible de 250. Pour préserver ces résultats très encourageants, l'équipe technique continue le suivi des activités afin d'assurer la transition avec le nouveau projet (« Projet régional de Gestion durable et participative des Forêts et des Energies domestiques ») qui sera financé par les Etats membres (Gambie, Guinée-Bissau et Sénégal) et la Banque mondiale.

Concernant, le Programme national Biogaz, 2 366 bio digesteurs ont été vulgarisés. De même, dans le cadre de l'appui de la coopération allemande (ENDEV-GIZ), 230 000 foyers améliorés seront diffusés dans tout le Sénégal dans le cadre de la promotion de la production à grande échelle des foyers améliorés comme nouveau pilier de la croissance du marché et de l'expansion vers plus de régions ainsi que des actions de recherche, essais et innovations pilotes.

▪ **Contraintes et perspectives**

Les principales contraintes du secteur ont trait à :

- la difficulté de développer les combustibles alternatifs ;
- la faible implication des femmes dans la recherche technologique ;
- la difficulté d'accès au financement ;
- la faible représentativité des femmes entrepreneures ;
- un déficit de communication sur le genre et énergie ;
- une insuffisance d'expertise en genre et énergie.

En perspective, les défis à relever sont nombreux et portent, entre autres, sur :

- la disponibilité des données désagrégées genre ;
- le renforcement de la recherche orientée vers le genre ;
- la prise en compte du genre dans la planification des projets et programmes énergétiques ;
- la disponibilité d'un cadre de suivi évaluation intégrant le genre.

S'agissant de la stratégie à court et moyen termes à adopter, il s'agira de mettre en œuvre le plan d'actions genre quinquennal du secteur à travers notamment une bonne politique de communication et l'organisation de sessions de renforcement de capacités des acteurs pour une meilleure prise en compte du genre dans la politique énergétique du secteur et de maîtrise des outils de suivi et d'évaluation des projets/programmes intégrant la dimension genre.

■ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	références	cibles	Budget 2021
optimisation du système d'offre d'électricité	renforcement du système d'offre électricité	les ménages à faible revenus sont électrifiés	favoriser le branchement et l'installation des chefs de ménages femmes et hommes à faible revenus	nombre des chefs de ménages femmes et hommes à faible revenus installés	ND	5 000	300 000 000
	Développement de la maîtrise de l'énergie et renforcement de l'efficacité énergétique	la sensibilisation et l'information des ménages sur la maîtrise de l'énergie est améliorée	Sensibiliser les femmes et les jeunes des ménages sur les pratiques et technologies d'efficacité et maîtrise de l'énergie	nombre de ménages sensibilisés	ND	15 000	320 000 000
Electrification rurale et Energies Renouvelables	Accès aux services électriques en milieu rural	les hommes et les femmes ruraux ont une meilleure prise en charge dans le domaine sanitaire	vulgariser les chauffe-eau solaire dans les postes de santé	nombre de chauffe-eau solaire installés	ND		100 000 000
	Renforcement de la pénétration des Energies renouvelables	les conditions de travail des femmes et des filles sont améliorées	Installer des plateformes multifonctionnelles solaires (PTFM) pour les entreprises de femmes	nombre de plateformes multifonctionnelles installées	ND		15 090 000 000
Sécurisation de l'approvisionnement en hydrocarbures et combustibles domestiques	Promotion et diversification des combustibles modernes de cuisson	les initiatives de production de biocharbon et autres formes de combustibles de substitution sont appuyées	Accompagner les producteurs et productrices des combustibles de substitution	nombre de femmes et d'hommes producteurs appuyés	ND	100	50 000 000
		Accès des hommes et femmes a d'équipements modernes de cuisson amélioré	renforcer la capacité des hommes et femmes évoluant dans la diffusion des foyers améliorés	nombre d'hommes et de femmes ayant accès au foyers améliorés	ND	40	100 000 000
Pilotage, coordination et gestion	Pilotage ministériel	les femmes et des jeunes sont responsabilisés	promouvoir les femmes et les jeunes en interne	nombre de femmes et de jeunes promus	ND		0
	Régulation et réglementation	harmonisation des documents en genre	conception et mise en œuvre de boîte à outils genre pour le suivi	nombre d'outils développés	ND	2	30 000 000
	gestion et suivi-évaluation	un dispositif de suivi et d'évaluation genre disponible	Mise en place d'un cadre de suivi évaluation tenant compte le genre	nombre d'outils développés	0	1	50 000 000
Total							16 040 000 000

12. Ministère du Commerce et des Petites et moyennes entreprises (MCPME)

■ Bilan des réalisations

Avec la création de la cellule genre, le MCPME vise la prise en compte des besoins spécifiques des femmes dans les secteurs du commerce et des petites et moyennes entreprises.

Ainsi, à travers la Zone de Libre-échanges continentale africaine (ZLECAF), le Sénégal a réservé une place de premier choix à la question genre pour permettre aux femmes de saisir les nombreuses opportunités offertes. En effet, l'axe 3 de la SN-ZLECAF est dédié à la promotion de la participation des femmes et des jeunes dans le commerce intra africain et protection de l'environnement.

Egalement, concernant le marché de Diabé qui est une plaque tournante dans les échanges, regroupant en majorité des femmes venues de la sous-région, les travaux de modernisation du complexe, ont démarré depuis plus de 2 ans et se poursuivent. A cet effet, pour améliorer l'épanouissement des femmes dans ce nouveau cadre d'échanges, il est prévu des toilettes séparées, des rampes pour les personnes vivant avec un handicap.

Dans le cadre de l'appui et l'encadrement des PME, l'Agence de Développement et d'Encadrement des PME (ADEPME) a enregistré des résultats significatifs à travers le Programme "Développer l'emploi au Sénégal". Des PME des régions de Louga, Saint-Louis, Matam ; Tambacounda, Kédougou,

Ziguinchor, Sédhiou et Kolda ont pu bénéficier d'appui dans le cadre du FFP et de formation en comptabilité, marketing et fiscalité.

▪ Contraintes et perspectives

Le manque de ressources financières et la disponibilité des données désagrégées par sexe restent les contraintes majeures du secteur.

Par ailleurs, la stratégie à court et moyen termes retenue, sera orientée vers la mise en œuvre de l'axe 3 de la SN-ZLECAf (2020-2024), pour lequel un budget de plus de **2 milliards FCFA** est prévu pour prendre en charge, les activités prioritaires du secteur. A cet effet, les activités suivantes seront déroulées: (i) renforcer les capacités entrepreneuriales des femmes et des jeunes, (ii) accompagner les femmes à développer des entreprises exportatrices de biens et services sur le marché africain, (iii) plaider en faveur du genre dans le commerce, (iv) faciliter l'accès des femmes et des jeunes au crédit (taux d'intérêt garanti), (v) Renforcer les capacités des commerçantes en matière de gestion commerciale, marketing, comptabilité et (vi) mener des études sur le genre et le commerce transfrontalier.

▪ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genres attendus	Activités genre	Indicateurs	Références	Cible	Budget
Développement du marché intérieur et de la consommation	Approvisionnement et régulation	La formation des femmes à la qualité des produits renforcées	Examiner la qualité des produits locaux	Nombre d'agents formés	15	ND	296 288 258
	Infrastructures commerciales	La participation des femmes au développement du commerce électronique est renforcée	Contribuer au fonctionnement de projet de développement du commerce électronique	Nombre d'entreprises dirigées par des femmes Nombre d'entreprises dirigées par des hommes	16 127		158 446 056
Renforcement de l'intégration du Sénégal dans le commerce international	Promotion des exportations	L'encadrement à l'export des entreprises dirigées par femmes et des jeunes est amélioré	Renforcer les capacités techniques et commerciales des entreprises	Nombre d'entreprises formées à l'export	200	ND	29 764 569
	Promotion des exportations	Les capacités techniques et commerciales des entreprises dirigées par des femmes et jeunes sont renforcées	Renforcer les capacités techniques et commerciales des entreprises	Nombre d'entreprises appuyés dans la démarche qualité	ND	ND	29 764 569
Relation commerciale internationale	Renforcer la synergie avec les missions diplomatiques du Sénégal		Nombre de personnes formées sur les négociations commerciales internationales	ND	ND	29 764 565	
Promotion et développement de l'entrepreneuriat privé et des PME/PMI	Renforcement de capacité et Structuration du Secteur informel	Le genre et pris en compte dans l'encadrement du secteur informel	Organiser l'identification des acteurs du secteur informel	Nombre d'entreprises dirigées par les femmes immatriculées au statut de l'entrepreneur	42 202	ND	97 377 219
	Incubation, Accompagnement et Densification des PME	L'entrepreneuriat est promu pour les jeunes et les femmes	Accompagner la mise à niveau spécifique aux PME (Fonds d'appui à la mise à niveau)	Nombre de PME encadrées	2887	ND	29 657 358
	Incubation, Accompagnement et Densification des PME		Accompagner le développement technique des PME	Nombre de PME bénéficiaires de la mise à niveau globale	8	14	71 983 541
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Coordination administrative	Le genre est pris en compte dans les activités du Ministère	Suivre la stratégie sectorielle pour l'équité et le genre	Nombre de femmes directrices	1	ND	Néant
		Le genre est pris en compte dans les activités du Ministère		Nombre d'hommes directeurs	3	ND	
Total							743 046 135

13. Ministère de l'Urbanisme du Logement et de l'Hygiène publique (MULHP)

▪ Bilan des réalisations

Le département s'est engagé à intégrer le genre dans ses interventions, suite à la mise en place de sa cellule genre par arrêté n°015778 du 7 août 2015. Concrètement, il s'agit en priorité de faire en sorte que les programmes sectoriels mis en œuvre soient basés sur des approches et mécanismes ciblés et

inclusifs permettant la prise en compte des spécificités de genre dans les opérations techniques en vue d'obtenir un impact réel et équitable sur toutes les catégories sociales.

Dans cette optique, un projet d'étude sur l'évaluation participative en genre des projets et programmes, est en cours de réalisation. Cette étude permettra de fixer une situation de référence sur l'intégration du genre dans les principaux domaines d'intervention du ministère. La cellule genre disposera par ailleurs d'indicateurs sexo-spécifiques sur chacun des programmes évalués pour leur meilleur suivi à l'avenir.

Par ailleurs, le ministère a organisé une journée de sensibilisation sur la problématique de l'accès des femmes à la propriété immobilière dans le cadre du programme des 100 000 logements, composante essentielle du programme Zéro Bidonvilles.

Dans le cadre de la restructuration urbaine les réalisations de la **Fondation Droit à la Ville (FDV)** ont porté sur Hann, Grand-Médine et Arafat. Les deux derniers sites ont été exécutés dans la phase 3 du Programme participatif d'amélioration des bidonvilles (PPAB) sur la base d'une approche genre.

En effet, à la suite d'enquêtes et d'une étude sur le profil de la population, il est ressorti que sur un total de 35 000 habitants, 51% sont des femmes, 78% ont au plus 35 ans et 79% occupent des emplois précaires. Un comité de développement de quartier a été mis sur pied dans le but de faciliter aux ménages, l'accès au crédit pour des activités génératrices de revenus. La stratégie retenue est basée sur l'octroi de prêts revolving sans intérêts d'une part et d'autre part sur des prêts à long terme qui ont notamment permis l'acquisition d'Unités de transformation céréalière en 2020 au profit des groupements féminins. Dans la même année, leurs besoins en fonds de roulement ont été libérés.

Dans le cadre du Projet de Promotion de la Gestion intégrée et de l'Économie des Déchets Solides au Sénégal (PROMOGED) mis en œuvre par l'Unité de Coordination de la Gestion des déchets solides (UCG) le rapport final du plan d'action de réinstallation du projet d'opération de résorption de la décharge de Mbeubeuss (PAR) confirme la démarche participative et l'adoption d'une approche genre dans l'identification des personnes impactées par le projet (PAPs).

▪ **Contraintes et perspectives**

Malgré les efforts consentis jusque-là, une lente progression de l'appropriation du genre reste la principale contrainte.

Pour poursuivre sa mission et contribuer à une meilleure sensibilité au genre du budget alloué au secteur, la stratégie déclinée mettra en œuvre les actions prioritaires suivantes :

- finaliser l'étude d'évaluation participative en genre des programmes et projets ;
- renforcer les capacités en genre du top-management et des agents pour une meilleure appropriation de l'axe transversal genre ;
- mener des actions de sensibilisation sur la problématique de genre ;
- renforcer les moyens en ressources humaines et financières de la CGE.

▪ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	références	cibles	Budget 2021
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Renforcement du pilotage stratégique	Le dispositif de pilotage est amélioré dans une perspective genre	Mettre en place une boîte à outils genre	nombre d'outils disponibles	0	1	17 000 000
		L'outil d'intégration du genre est partagé et validé	organiser un atelier de validation de la boîte à outils genre	Validation de la boîte à outils genre	0	1	5 000 000
	Renforcement des équipements et des capacités des agents	Les capacités des agents sont renforcées en genre	Organiser un atelier de formation sur les concepts de genre et les indicateurs sexospécifiques	Proportion des agents formés	0	21	11 000 000
		Le personnel du ministère est sensibilisé sur la question de genre	organiser un panel lors de la journée du 8 mars	Proportion des agents ayant participé	25	100	9 000 000
Aménagement et développement urbains	Opération d'aménagement urbain	L'employabilité des femmes et des jeunes est prise en charge	Réaliser une étude sur l'employabilité des femmes et des jeunes dans le programme zéro bidonvilles	Disponibilité du rapport d'étude	0	1	20 000 000
Logement, construction d'équipements et d'infrastructures publics	Promotion de l'habitat social	l'accès des femmes à la propriété immobilière est amélioré	Créer un arrêté instituant un quota plancher en faveur des femmes dans le programme zéro bidonville	Arrêté signé	0	1	0
Cadre de Vie	Lutte contre l'occupation irrégulière de l'espace public	Les pratiques professionnelles des restauratrices de rue sont améliorées	Organiser un concours sur un concept innovant de restauration de rue pour les femmes impactées par les opérations de désencombrement	Disponibilité des résultats du concours sous forme de rapport	0	1	15 000 000
TOTAL							77 000 000

14. Ministère du Développement industriel et de la Petite et Moyenne Industrie (MDIPMI)

▪ Bilan des réalisations

Le département a mis en place différents projets/programmes qui intègrent la dimension genre, ce qui lui a valu d'enregistrer les résultats significatifs suivants :

Concernant les **petites et moyennes industries**, avec la création des agropoles intégrés et compétitifs, le Gouvernement a pu mobiliser le financement du projet agropole sud à travers la Banque Africaine de Développement (BAD) et la Banque Islamique de Développement (BID) pour un montant global de 57,6 milliards FCFA.

Dans le cadre de **l'industrie verte**, le Sénégal a été choisi avec le Cambodge, le Pérou et l'Afrique du Sud pour abriter le « Projet Autonomisation économique des Femmes dans l'Industrie verte » qui promeut des modes de production et de consommation durables. Ce projet dénommé « **EEWIGI** » vise à conseiller les décideurs politiques et les parties prenantes sur la création et la mise en œuvre d'un cadre politique en vue d'intégrer le genre dans les politiques industrielles vertes. Son objectif est d'affecter le changement et de donner davantage le pouvoir aux femmes pour leur permettre de jouer un rôle de premier plan dans les industries vertes en tant qu'entrepreneurs ou professionnelles. A cet effet, le Comité de Pilotage du Projet a été mis en place par arrêté interministériel n°012084 du 24/07/2020.

En matière de **normalisation et qualité**, les femmes sont aussi présentes et jouent un rôle important dans le processus d'élaboration des normes nationales, surtout dans le domaine de l'agroalimentaire où elles se singularisent par leur dynamisme et leur expertise. A cet effet, l'Association sénégalaise de Normalisation (ASN) a signé la déclaration sur les normes et l'élaboration des normes tenant

compte des questions de genre » qui est une initiative de la CEE-ONU tenue le 14 mai 2019 au Palais des Nations à Genève.

Cette déclaration vise à fournir un cadre pratique aux organismes de normalisation qui œuvrent pour que les normes et le processus d'élaboration des normes qu'ils suivent intègrent les questions liées au genre.

Quant à la qualité, à la suite du lancement du Prix national de la Qualité par Monsieur le Ministre du Développement industriel et des Petites et Moyennes Industries, l'ASN a procédé à une sensibilisation des entreprises nationales notamment les groupements féminins en vue de leur participation à la 9^{ème} édition de ce prix.

Compte tenu de l'implication des jeunes et des femmes dans le développement économique de notre pays et du rôle de la normalisation pour bâtir une économie compétitive, la Cellule Femmes, Jeunes et Normalisation de l'ASN a beaucoup sensibilisé à travers les réseaux sociaux sur des thèmes spécifiques en vue d'aider les jeunes et les femmes à améliorer leurs activités économiques.

Pour ce qui est de la **promotion des sites industriels**, il est noté une bonne proportion des femmes dans l'effectif de 15 entreprises de la Plateforme industrielle internationale de Diamniadio telles que C&H Garments, Sartorisen, Numerit, Sewacard.

Dans le domaine de la production des statistiques portant sur le genre, le Département travaille également avec l'Observatoire national de la Parité (ONP) dans le cadre du Programme d'appui aux Producteurs et Utilisateurs de Statistiques (PAPUSG)

▪ **Contraintes et perspectives**

La principale contrainte du ministère demeure le manque de formation des ressources humaines sur les questions de genre.

En perspective, la stratégie déclinée à court et moyen terme par le département sera axée sur la mise en œuvre des activités suivantes :

- le lancement de l'audit genre du ministère ;
- la réalisation des études de faisabilité des agropoles nord et centre pour une meilleure intégration du genre ;
- la formulation de deux (2) nouveaux programmes d'appui aux femmes: le « Programme d'implantation des petites et moyennes industries et de développement des unités de transformation des produits de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche » et le « Programme d'appui aux petites et moyennes industries » ;
- l'organisation d'ateliers de sensibilisation par la cellule femmes, jeunes et normalisation de l'ASN sur différents thèmes relatifs aux activités économiques des couches vulnérables. Cependant les financements octroyés par l'Organisation internationale de la Francophonie sont insuffisants face à une forte demande de collaboration exprimée par les groupements de jeunes et femmes ;
- l'organisation de cérémonie de distinction aux femmes pour leur engagement dans la promotion de la normalisation par l'ASN.

Les interventions seront également orientées vers la mise en œuvre du projet agropole sud dont l'objectif est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations (y compris les jeunes et les femmes) à travers la création de valeur ajoutée sur les produits agricoles et l'augmentation durable de la productivité des filières agro-industrielles prioritaires.

Les études de faisabilité ont projeté la création de 14 500 emplois directs et 35 000 emplois indirects. Il devra bénéficier à environ 65 000 ménages soit approximativement 365 000 personnes (dont 51% de femmes).

Le projet est classé en catégorie 3 selon le système de marqueur genre de la BAD. Il s'exécute dans un environnement social où les inégalités de genre sont encore vivaces et accentuées par la migration des hommes.

Cette situation renforce le triple rôle des femmes avec ses corollaires de surcharges de travail et de pauvreté. Ainsi, le projet prendra en compte les besoins spécifiques des femmes et des hommes ainsi que des jeunes. Le but visé est de réduire les inégalités d'accès des vulnérables aux opportunités offertes par l'agropole.

Le budget alloué pour les activités spécifiques et sensibles au genre est de 6,3 millions d'euros (4 132 529 100 FCFA) soit environ 14% du montant total.

■ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	références	cibles	Budget
Compétitivité de l'industrie sénégalaise	Projet d'implantation académie de la propriété intellectuelle	Renforcement des capacités des femmes en propriété intellectuelle dans les milieux universitaires, centres et instituts de recherche, grandes écoles et milieux sociaux, économiques et culturels	Séminaire de formation et d'atelier de sensibilisation par le canal digital	Nombre de femmes formées	600	800	4 000 000
	Protection de la propriété industrielle	les créations industrielles (inventions, innovations), marques,... sont protégées	Campagne d'enregistrement des titres de propriété industrielle (foires, salons...)	Nombre d'œuvres protégées par type	13,75 en moyenne pour les femmes	23% en moyenne pour les femmes	10 000 000
	Production et valorisation des produits alimentaires : Améliorer la gestion durable des ressources	Les connaissances au niveau départemental sur l'exploitation durable et la valorisation des ressources végétales et animales sont améliorées	Renforcer les capacités au niveau départemental dans l'exploitation durable et la valorisation des ressources végétales et animales	Nombre de femmes sensibilisés	30%	50%	19 802 500
	Production et valorisation des produits alimentaires : Valoriser des céréales	Les céréales sont valorisées	Ateliers de formation sur la valorisation des céréales	Nombre de femmes formés	30%	40%	8 996 220
	Production et valorisation des produits alimentaires: Promouvoir la gestion durable des produits agricoles	La recherche agroalimentaire est améliorée	Atelier de réflexion et visite d'échanges sur les thématiques de Post-récolte - Changement climatique - Dégradation des terres	Nombre de femmes ayant participé à la réflexion	20%	35%	2 933 190
	ateliers de sensibilisation des jeunes et des femmes à la normalisation	les jeunes et les femmes entrepreneurs sont sensibilisés à la normalisation	03 ateliers de sensibilisation des jeunes et des femmes sur la normalisation	nombre d'ateliers organisés	rapport activité de l'ASN	jeunes et femmes entrepreneurs	6 500 000
	accompagnement des PME pour mettre en place les exigences du système HACCP	le système HACCP est mis en place dans les PME accompagnées	8 PME à accompagner pour la mise en place des exigences du système HACCP	nombre de PME pour lesquels le système HACCP a été mis en place	attestation de conformité de la PME aux exigences du système HACCP	jeunes et femmes entrepreneurs	16 300 000
Total							68 531 910

15. Ministère du Tourisme et des Transports aériens (MTTA)

▪ Bilan des réalisations

La politique du ministère en matière de prise en compte du genre s'adosse sur les recommandations du Gouvernement pour combattre les iniquités et les disparités de genre. C'est pourquoi, le MTTA n'a pas manqué d'ériger au rang des priorités, la création d'une cellule genre avec la nomination de la coordonnatrice et la désignation de points focaux genres et de leurs suppléants dans toutes ses structures (directions et agences). Cette cellule est mandatée pour porter un regard, avec des « lunettes genres », sur tous les projets et programmes du département.

Enfin, au chapitre des réalisations, il faut citer l'élaboration de la cartographie désagrégée par sexe du personnel. De même, dans le cadre de la riposte face à la Covid-19, un listing désagrégé par sexe des soumissionnaires et bénéficiaires du crédit hôtelier et touristique a été fait.

▪ Contraintes et perspectives

Du côté des contraintes, il faut noter des difficultés dans la collecte de l'information et l'inexistence d'un diagnostic genre.

En perspective, la stratégie déclinée sera axée sur le renforcement des compétences en matière de prise en compte du genre dans la chaîne PPBS, une plaidoirie auprès des autorités pour la mise en place effective de la cellule genre, la tenue d'un atelier de partage de la SNEEG avec les acteurs et l'organisation de rencontres avec l'Ecole nationale de Formation hôtelière et touristique (ENFHT) pour une meilleure prise en compte des spécificités de genre.



Installation officielle de la cellule genre du MTTA en présence de Monsieur le Ministre Alioune SARR (le 1^{er} octobre 2020 Diamniadio).

■ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	références	cibles	Budget 2021
Pilotage, coordination administrative	Coordination administrative	Un suivi périodique des activités de la Cellule genre est assuré	Réunions de la cellule dans les directions et agences impliquées et dans les antennes régionales	Nombre de réunion de suivi	0	12	1 800 000
			Rencontre d'évaluation à mi-parcours des points focaux	Rapport d'évaluation est	0	2	800 000
		les capacités des agents du MTTA et autres acteurs sont renforcées en genre	Séminaire de formation en genre et autres modules de promotion de la femme	Nombre de sessions de formation avec des modules genre	0	4	8 000 000
	Renforcement du pilotage stratégique	L'institutionnalisation du genre dans toutes les interventions courantes du MTTA est effective	Faire l'audit genre du MTTA (revue documentaire des textes et manuels de procédure administrative et programmatiques)	Rapport d'audit est disponible	0	100%	10 000 000
			Elaborer et mise en œuvre du plan d'opérationnalisation genre (POG) du MTTA	Taux d'exécution du POG	0	25%	10 000 000
Développement de l'offre touristique	Promotion de la destination	L'approche genre est bien comprise et bien prise en compte dans le secteur	Tournées Régionales de sensibilisation pour l'implication des femmes dans le tourisme intérieur	Nombre de tournées organisées	0	3	5 000 000
			Recensement des meilleures filles en partenariat avec le Men et le Mftpa pour une semaine culturelle pour la découverte du Sénégal	Rapport de recensement	0	1	6 000 000
Total							41 600 000

16. Le Ministère de l'Education nationale (MEN)

■ Bilan des réalisations

L'année 2018 marque le début de la mise en œuvre de la phase II du Programme d'Amélioration de la Qualité, de l'Équité et de la Transparence du secteur de l'Éducation et de la Formation (PAQUET-EF (2018-2030)). Ce programme s'est fixé comme objectif principal d'intégrer la dimension genre à tous les niveaux du système éducatif.

Les performances suivantes sont notées :

A l'**élémentaire**, sur la période 2015-2019, l'indice de parité est en faveur des filles. En 2019, le Taux d'Achèvement du Primaire (TAP) qui permet d'apprécier le niveau de satisfaction du droit des enfants ciblés (11 ans) à une scolarisation primaire complète s'élève à 62,3% avec 69,2% pour les filles et 55,7% pour les garçons.

Au niveau de l'**enseignement moyen général**, sur la période 2015-2019, les effectifs des filles sont toujours supérieurs à ceux des garçons. Le taux brut de scolarisation est de 54,1% pour les filles et 45,8% pour les garçons soit un taux global de 49,8% en 2019.

Concernant l'**enseignement secondaire**, de 2015 à 2019, le TBS du secondaire général a connu une hausse sauf en 2019 où il a subi une légère baisse de 0,6 point de pourcentage par rapport à 2018. Le taux brut de scolarisation au Secondaire général est estimé à 33,2% au niveau national avec 34,7% pour les filles et 31,7% pour les garçons.

S'agissant de l'**accès aux filières scientifiques dans le secondaire général**, en 2019, on note plus de garçons (41 061) que de filles (36 283 soit 46,91%). Leurs proportions respectives par rapport aux effectifs des garçons et filles scolarisés, en 2019, au secondaire général sont de 24,9% et 20,7%.

Le tableau ci-après présente le taux de réussite aux examens scolaires selon le sexe en 2019.

CFFE		BFEM		BAC Général	
Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons
57,75%	57,05%	49.38%	54.64%	35,0%	40,5%

Pour ce qui est de la **Promotion des Enseignantes**, le MEN a fait passer le taux de représentativité des femmes aux postes de responsabilités de moins de 1% en 2013 à plus de 12% en 2019.

Egalement, la mise en œuvre du **Programme Education de base des jeunes et des adultes (EBJA)**, a permis d'enregistrer un taux de 96% de femmes contre 4% pour les hommes. Sur un effectif de 15 450 apprenants, seuls les 645 sont constitués d'hommes.

En plus, les activités phares sont inscrites dans l'agenda du MEN et elles sont menées sur l'étendue du territoire national. Il s'agit de la Journée nationale de l'Education des Filles (JNEF), du concours Miss-Math/Miss-Sciences, de l'accompagnement des établissements de jeunes filles (Kennedy, Martin L. King), des écoles d'excellence (MEMBA et Diourbel), de l'ouverture d'un collège d'excellence franco-arabe de jeunes filles (RAMA).



JNEF 2019



Fête de l'excellence Memba

En ce qui concerne la problématique des Violences basées sur le genre, un dispositif national de lutte contre les violences basées sur le genre et des abandons précoces surtout chez les filles a été mise en place : l'élaboration d'un référentiel de prise en charge des enfants victimes de violences et des guides sur les VBG ; l'organisation d'une série de formation sur les VBG et le genre au bénéfice des formateurs et enseignants et directeurs (22 formateurs et 1912 enseignants), 250 boroms daaras et 42 autres personnels de l'Education dont 30 proviseurs 2 censeurs et 10 surveillants.

De même, des outils de sensibilisation sur la gestion de l'hygiène menstruelle ont été conçus.

Sur le plan de la promotion des enseignantes, 149 femmes sont promues suite à la tenue de la Commission consultative nationale de Mutation des Personnels enseignants.

Afin de pérenniser l'appui aux associations de mères d'élèves, un plan de développement a été élaboré sur trois ans et une auto évaluation des activités faite.

Les résultats obtenus sont le fruit des efforts fournis par le MEN et l'ensemble de ses partenaires avec la mise en œuvre de projets centrés sur les filles tels que le PAEF-Plus, le Plan de Promotion des Enseignantes, le PASEB, le RAP, le PAQEEB, USAID Passerelles, Projet APTE et l'appui des Agences de Nations unies (UNESCO, ONU-FEMMES) et l'implication des Organisations de la Société civile actives en Education (FAWE, CNEPSCOFI).

▪ Contraintes et perspectives

Malgré ces acquis notables, le secteur reste confronté à diverses contraintes dont:

- un déficit d'appropriation et de mise en œuvre du gender mainstreaming dans le contexte de budget programme ;
- un déficit de financement concernant les activités liées à la prise en charge du genre;
- le retour en force de certains obstacles au maintien des filles à l'école tels que « les coûts d'opportunité » ;
- la définition des priorités qui n'intègre pas la transversalité de la question genre.

Globalement le niveau de réussite des élèves est encore à améliorer. Les performances attendues sont limitées par divers facteurs tels que :

- la relative précarité de l'environnement des enseignements-apprentissages dans certains établissements particulièrement en milieu rural ;
- les travaux ménagers (des filles) et le travail rémunéré des enfants grandement lié à la pauvreté de nombreux ménages.
- la faiblesse (pour diverses raisons) du suivi encadrement parental et communautaire des apprentissages des enfants particulièrement des filles ;
- les violences dans l'espace scolaire dont les grossesses et les mariages précoces qui contribuent aux abandons ou redoublement des victimes.

En perspectives, les défis ci-après devront être relevés :

- l'effectivité de l'institutionnalisation du genre ;
- le renforcement des compétences des enseignants aux thématiques genre, leadership, gestion administrative, financière et matérielle des établissements, informatique et utilisation de mirador ;
- le renforcement de la synergie dans les interventions et de la dynamique partenariale ;
- l'amélioration du dispositif de suivi-évaluation.

▪ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Références	Cibles 2021	Budget
Enseignement élémentaire	Développement de l'offre éducative	dispositifs de réduction des violences faites aux filles mis en place	Mise en place de dispositifs de mitigation des violences faites aux filles	Existence d'un dispositif de mitigation des violences faites aux filles	1	59	5 000 000
	Pilotage et coordination	Activités des cellules genre des IEF mises en œuvre	appui technique au fonctionnement des cellules genre au niveau des IEF	nombre de cas de viols, mariages et grossesses précoces identifiés	15	59	5 900 000
Enseignement moyen général	Enseignement et apprentissage	meilleure prise en charge par les élèves de leur hygiène menstruelle, de leur situation de maturation sexuelle	Sensibilisation des élèves sur les méthodes de prise en charge de leur hygiène menstruelle et de leur situation de maturation sexuelle	% d'élèves filles maîtrisant leur hygiène menstruelle et leur maturation sexuelle	5	16 IEF les plus exposées	3 200 000
		matières scientifiques promues au collège	Organisation du concours Miss-Math (IEF, IA, Niveau central) ;	Nombre de filles candidates au concours Miss Math	150	200	12 000 000
Enseignement secondaire général	Enseignement et apprentissage au Secondaire général	Augmentation des effectifs des filles dans les séries scientifiques	Organisation du concours Miss-Sciences (IA, Niveau central)	% de filles dans les effectifs des séries scientifiques	48.10%	50%	8 000 000
	Formation continuée des personnels enseignants et encadreurs	prise en compte de la dimension genre dans les daara	Formation des borom daara en genre et VBG (dans les académies de Matam, Kolda, Sédhiou, Ziguinchor, Kaffrine, Kaolack, Tambacounda) ;	Nombre de borom daara formés en approche genre	0	32 daara modernes publics	5 000 000

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Références	Cibles 2021	Budget
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Pilotage ministériel	approche genre intégrée dans la politique	élaboration du document politique genre du MEN	Existence d'un document de politique genre	0	1	8 000 000
		approche genre intégrée dans la politique	Etude socio-anthropologique sur les obstacles au maintien des filles	Le document de politique genre validé	0	1	15 000 000
		renforcement de la Cellule genre	mise en place du personnel	fonctionnalité du service	0	1	-
	coordination administrative	acteurs mobilisés pour l'intégration du genre	Célébration de la Journée nationale de l'Éducation des Filles	Existence d'une date consacrée à l'éducation des filles	0	1	10 000 000
		enseignantes à des postes de responsabilité outillées pour une bonne gestion des établissements	Formation des enseignantes promues à des postes de responsabilité au Genre, Leadership et en gestion administrative, financière et matérielle des établissements	nombre d'enseignantes à des postes de responsabilité formées	204	274	25 000 000
		points focaux du niveau central outillés	Formation en genre des points focaux du niveau central	Nombre de points focaux genre du niveau central formés	0	35	15 000 000
Total							112 100 000

17. Ministère des Sports (MS)

▪ Bilan des réalisations

La pandémie de la covid-19 a eu des répercussions sur les activités genre initialement prévues. Ainsi, en raison du gel de certaines lignes budgétaires notamment les conférences et congrès, les ateliers de formation qui étaient prévus sur le genre et la planification sensible, des activités phares du département, n'ont pu être déroulées. Toutefois, le processus de recrutement d'un consultant pour la réalisation de l'étude pré-diagnostique genre du secteur est enclenché.

Concernant le volet formation, douze (12) femmes ont pu bénéficier de bourse de formation sur un total de dix-sept (17). Quant à l'accompagnement des personnes vivant avec un handicap, des efforts sont notés au niveau de la prise en charge notamment les pensionnaires du centre Talibou Dabo.

▪ Contraintes et perspectives

Des contraintes continuent de plomber l'intégration effective du genre dans le secteur des sports. Il s'agit de :

- la faible prise en compte des données désagrégées dans les programmes et projets ;
- la non réalisation de l'audit genre du secteur ;
- l'insuffisance de compétences sur le genre et la planification basée sur le genre ;
- l'inexistence d'une structure de centralisation des données statistiques.

En perspective, la stratégie retenue, à court et moyen termes, sera centrée sur la poursuite des actions déjà entreprises dans le cadre de la mise en œuvre de la politique de développement du sport en faveur de l'équité et de l'égalité de genre. Dans l'immédiat, il est prévu de circonscrire l'étude pré-diagnostique genre du secteur des sports sur trois régions avant d'être généralisée ultérieurement sur l'étendue du territoire national.

In fine, il s'agira de favoriser une meilleure participation des femmes et des personnes vivant avec un handicap aux activités sportives et aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision.

Dans la conduite des activités retenues, il est retenu d'élaborer et de mettre en œuvre un plan d'action stratégique et opérationnelle pour corriger les inégalités de genre dans le secteur, de renforcer les capacités du top management et des points focaux sur le genre et les concepts et d'organiser, chaque année, une journée nationale sur la thématique « femme et sport ».

■ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions	Résultats genre attendus	Activités genre proposées	indicateurs	références	Cibles	Budget 2021
Pilotage, Coordination et gestion administrative	Planification, régulation, suivi et évaluation des activités	les stratégies du secteur favorisent une meilleure participation aux activités et fonction du secteur	promotion des femmes à des postes de responsabilité à tous les niveaux (central et déconcentré)	proportion des femmes occupant des postes de responsabilité	16,07%	18%	0
		le genre est intégré dans la planification et la coordination des activités du Ministère	Généralisation de l'étude pré-diagnostique genre du secteur	Disponibilité du rapport de l'étude	Non		5 000 000
			Faire une sensibilisation sur le genre	nombre de fédérations et groupements sportifs sensibilisés	Non	20	3 000 000
Développement de la pratique et des infrastructures sportives	Gestion de la pratique sportive	la pratique sportive des élèves et étudiantes a augmentée	Inciter les élèves et les étudiantes à la pratique du sport de masse	proportion des élèves et étudiantes pratiquants le sport de masse	19,67%	25%	5 500 000
		la pratique sportive des femmes et des personnes vulnérables à sensiblement augmentée	Inciter les femmes à la pratique du sport	proportion de femmes par rapport aux licenciés	30%	35%	0
			Appuyer les femmes et les personnes vivant avec un handicap à la pratique du sport à la base	proportion des femmes et de personnes vivant avec un handicap appuyée		50%	5 000 000
		l'accès aux centres de loisir s'est démocratisé	Développer le handi-loisir à travers les centres pour handicapés	nombre de centre appuyés	0	3	8 000 000
	Construction réhabilitation et mise aux normes d'infrastructures sportives	Des infrastructures sportives construites ou réhabilités avec la prise en compte du genre (rampes d'accès, toilettes séparées et adaptées....)	Participation aux activités de détermination des plans de construction ou de réhabilitation des infrastructures sportives	nombre d'infrastructures sportives construites ou réhabilités avec la prise en compte du genre	ND	6	0
Développement des ressources humaines et de la formation	Formation des cadres et techniciens du secteur	Augmenter la représentativité des femmes dans les instances de décision et dans les structures d'encadrement	Accompagner la sensibilisation des femmes et groupes vulnérables à s'intéresser au leadership dans le secteur sportif	Proportion de postes occupés par les femmes formés dans les organigrammes des structures sportives	3%	15%	10 275 000
			Faciliter l'accès à la formation aux anciennes sportives	Nombre de techniciennes et encadreurs sportifs formés, en service dans les DTN et DTR, clubs et centres de formation	3%	10%	5 610 000
	Formation diplômante et complémentaire des acteurs	Taux de réussite de 100% des femmes	Améliorer les conditions d'accueil et de séjour de la cible	Pourcentage des femmes stagiaires en formation en 1ère année du CAM	21,81%	27%	10 395 000
	Mise en œuvre du projet de modernisation des installations sportives et pédagogiques du Centre	Rendre les infrastructures accessibles et adaptées aux femmes et groupes vulnérables	Mettre à niveau les infrastructures pédagogiques et sportives, de même que les sites d'hébergement	Niveau d'accessibilité	10,00%	12%	150 000 000
	Amélioration qualitative des offres de prestation des sites d'hébergement et de la restauration	Hausse de la fréquentation des femmes et personnes vulnérables	Personnalisation de l'offre d'encadrement et d'hébergement	Taux de fréquentation des femmes et personnes vulnérables	30,00%	40%	200 000 000
	Gestion des compétences, des modules et des métiers	Etudier les modalités d'intégrer des modules qui prennent en compte le genre	Prendre en compte la problématique genre dans la conception des contenus de formation	Proportion de modules ayant pris en compte le genre	0%	5%	1 633 750
Total							404 413 000

18. Ministère de la Culture et de la Communication (MCC)

■ Bilan des réalisations

Conscient que l'égalité des genres est une priorité dans les domaines du patrimoine national, de la créativité et de la diversité culturelle, le Ministère de la Culture et de la Communication s'est porté

garant de faire de la promotion du genre un facteur important du développement inclusif et de l'émancipation socio-économique.

En 2020, compte tenu de la pandémie, liée à la Covid-19, une bonne part des activités initialement programmée, n'ont pas été réalisées. Ainsi le plan d'actions annuel de la cellule genre a été revu en conséquence et le focus a été mis sur les activités phares suivantes :

- l'organisation de la journée de la femme ;
- le renforcement de capacités des acteurs sur les enjeux de genre.

▪ **Contraintes et perspectives**

Les principales contraintes rencontrées portent essentiellement sur le manque de moyens et d'effectifs mais aussi sur le faible niveau d'implication de la cellule genre dans le processus budgétaire du département.

Compte tenu du contexte actuel, les principaux défis à relever se résument à :

- le renforcement de capacités des points focaux et du top management ;
- la recherche de partenaires techniques et financiers pour accompagner la cellule ;
- la prise en compte effective de la dimension genre dans la PPBS ;
- la prise du genre dans les plans architecturaux du MCC (rampes, salles d'eau dédiées, dispositifs complets de commodités) ;
- la sensibilisation des acteurs du département sur les enjeux liés au genre ;
- la décentralisation des activités genre au niveau régional ;
- le plaidoyer pour une meilleure implication du top management dans la conduite des activités genre.

En perspectives, la stratégie à court et moyen terme reposera sur la tenue de sessions de webinaires afin d'analyser et de partager la politique « genre » du MCC et de développer le leadership féminin à travers un programme de renforcement dédié.

▪ **Maquette de budgétisation sensible au genre**

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	référence	Cibles	Budget 2021
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Coordination administrative	les capacités des acteurs sont renforcés en techniques d'intégration du genre dans les stratégies sectorielles	organiser une série d'atelier sur le genre	nombre d'ateliers organisé	1	6	35 000 000
			Décentralisation et vulgarisation de la politique genre du MCC	Nombre de participants	ND	500	15 000 000
		la lecture est cultivée chez les enfants	promouvoir la lecture chez les enfants: un enfant, un livre	Nombre de participants	ND	100	10 000 000
		le diagnostic genre du département est réalisé	réaliser l'audit genre	rapport d'audit validé	0	1	20 000 000
Total							80 000 000

19. Ministère de la Santé et de l'Action sociale (MSAS)

▪ Bilan des réalisations

La cellule genre a mené beaucoup d'activités ciblées dans le cadre de la mise en œuvre de son Plan d'Institutionnalisation du Genre (PIG 2015-2020). Ces activités portent, pour l'essentiel, sur :

- la conception d'outils techniques genre : Le module de base sur l'approche genre santé et action sociale, les cahiers de l'apprenant et du formateur du module de base et le guide de formation en leadership et genre dans le cadre de la gouvernance sanitaire locale ;
- la validation technique des outils genre ;
- le renforcement de capacités des acteurs et actrices.

Les sessions de formation suivantes ont aussi été organisées :

- la formation des formateurs sur le manuel d'intégration du genre dans la prestation de soins et le guide de formation en leadership et genre dans le cadre de la gouvernance sanitaire qui a permis de disposer de pools de formateurs pour s'approprier les documents et préparer techniquement l'enseignement au niveau décentralisé ;
- la formation des équipes cadre de régions et de districts sur le manuel d'intégration du genre dans la prestation de soins au niveau de trois régions (Diourbel, Tambacounda et Sédhiou) pour permettre aux différentes équipes de démarrer le processus de démultiplication pour les prestataires de soins dans leurs zones de responsabilité ;
- la formation sur Genre et Leadership dans le cadre de la gouvernance sanitaire locale dans les régions de Dakar, Kaffrine, Kaolack et Fatick pour renforcer les capacités des membres des organisations communautaires de base, des comités de développement sanitaires, des mutuelles de santé, des réseaux des femmes et prestataires ; 70 participant(e)s ont été formé(e)s dans chaque région.

Dans le cadre de la **capitalisation du processus d'institutionnalisation du genre**, des ateliers de lancement et de production du rapport de capitalisation du processus d'institutionnalisation du genre ont été organisés pour mieux documenter et capitaliser les bonnes pratiques sur les savoir-faire développés par les acteurs et acteurs impliqués.

Pour ce qui est de la **coordination du processus d'institutionnalisation du genre**, des réunions de coordination trimestrielle de suivi de l'institutionnalisation du genre avec les points focaux centraux et régionaux ont été tenues dans les régions de Dakar et Fatick en vue d'évaluer les progrès réalisés.

Concernant la pandémie de la COVID-19, les mesures de protection ont fortement impacté les activités planifiées au niveau du MSAS.

Toutefois, les activités suivantes ont été réalisées durant le premier semestre de 2020 :

- la validation institutionnelle des différents outils genre conçus au niveau du secteur (le manuel d'intégration du genre dans la prestation de soins, le module de base sur l'approche genre et Santé, les cahiers de l'apprenant et du formateur du module de base, le guide de formation sur le leadership et le genre dans le cadre de la gouvernance sanitaire locale et le guide additif au manuel du système d'information sanitaire et social) ;

- la formation des équipes cadres de région et de districts de la région de Saint-Louis sur le manuel d'intégration du genre dans la prestation de soins ;
- la formation sur « genre et leadership » dans le cadre de la gouvernance sanitaire locale dans les régions de Ziguinchor, Thiès et Louga pour renforcer les capacités des membres des OCB, CDS, mutuelles de santé, réseaux des femmes et prestataires, 70 participants ont été formés dans chaque région.

Par ailleurs, pour faire face à la pandémie de la COVID-19, la cellule genre a organisé une réunion de coordination virtuelle avec les points focaux genre des régions pour faire le point sur l'épidémie au niveau de leurs zones respectives. Cette réunion a permis aux points focaux de partager avec la cellule genre les réalisations et difficultés rencontrées sur le terrain dans le cadre de la riposte contre la Covid-19 et de formuler des recommandations pour une meilleure prise en compte du genre.

▪ Contraintes et perspectives

Les contraintes rencontrées ont trait à :

- l'insuffisance des ressources humaines et financières ;
- le manque de formation des agents de la Cellule Genre.

En perspectives, à court terme, il est prévu la mise en œuvre du plan de communication de la cellule genre, le renforcement des capacités ces acteurs et des actrices sur toute la pyramide sanitaire.

A moyen terme, il s'agira d'évaluer le PIG qui permettra de définir ou d'appuyer les stratégies y compris le développement d'initiatives adaptées au niveau périphérique.



Le passeport est un important outil pour l'institutionnalisation du genre au MSAS, en effet, il certifie son identité et sa nationalité délivrée par l'autorité administrative du MSAS à un acteur ou actrice de la pyramide sanitaire pour lui permettre de mieux comprendre :

- le genre ;
- son approche ;
- son intégration dans le système de santé ;
- et le pourquoi.

Le passeport comprend 14 visas qui permettent de savoir de quoi nous parlons et de quoi nous devons parler pour une sensibilité genre des politiques, programmes, projets et

Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	référence	Cibles	Budget
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Pilotage/Gestion	Le dispositif de pilotage du système de santé est renforcé dans une perspective genre	Créer et installer les comités nationaux et régionaux de points focaux genre	Proportion de comités de points focaux mis en place		15	10 000 000
			Tenir des réunions de coordination périodiques	Proportion de rencontres tenues avec les comités (comité technique genre et comités points focaux)		4	25 000 000
			Faire l'évaluation du PIG	Disponibilité rapport d'évaluation	0	1	12 682 650
		Les capacités des acteurs sont renforcées en genre	Faire l'impression des outils conçus :	Nombre d'outils imprimés disponibles	0	5 outils	10 000 000
			Organiser des ateliers de formation des formateurs tuteurs (ECR et ECD) sur l'utilisation des outils dans la plateforme de formation en ligne	nombre d'atelier organisé	0	10 ateliers	66 036 403
			Automatiser et mettre en ligne les outils genre élaborés dans la plateforme de formation du MSAS	Nombre d'outils genre mis en ligne dans la plateforme	0	4	17 627 500
			Concevoir le manuel modulaire d'auto-apprentissage et d'auto-formation en genre santé et action sociale	Disponibilité du manuel	0	1	20 000 000
			Organiser des ateliers de validation du manuel modulaire d'auto-apprentissage et d'auto-formation en genre santé et action sociale	Disponibilité du manuel	0	2	8 660 900
			Organiser un atelier d'intégration des modules élaborés dans le guide des normes et protocoles de la division de la formation	Nombre de module intégré dans le guide	0	4	4 825 425
			Organiser un atelier de formation des enseignant(e)s des établissements de formation en santé sur les outils élaborés par la cellule genre	rapport de l'atelier validé	0	1	4 825 425
			Organiser un atelier d'intégration de la Gestion de l'Hygiène Menstruelle (GHM) dans le plan stratégique de la DSME	Disponibilité de la Gestion de l'Hygiène Menstruelle (GHM) dans le plan stratégique de la DSME	0	1	6 835 150
			Organiser des ateliers de renforcement de capacités des ECR et ECD sur la Gestion de l'Hygiène Menstruelle (GHM)	nombre d'ateliers organisé	0	10	66 036 403
			Total				

20. Ministère de la Jeunesse (MJ)

Bilan des réalisations

Les réalisations du département centrées sur le genre, sont mises en exergue à travers :

- l'élaboration d'un plan d'opérationnalisation de la cellule genre et d'un outil de collecte de donnée ;
- la tenue d'une réunion de partage sur le plan d'opérationnalisation de la cellule et des missions des points focaux ;
- la participation au groupe de travail sur les modalités d'intégration de la jeunesse dans la ZLECAF ;
- l'organisation de missions de suivi des recommandations de l'atelier Genre et GAR aux IRJ de Dakar, Thiès, Kaolack et Kaffrine ;
- la mise en place des antennes régionales genre ;
- l'organisation d'un atelier de partage axé sur le genre ;
- la collecte des données genre sur le dépistage au VIH ;
- la sensibilisation des jeunes (garçons et filles) en IEC/CCC ;

- la contribution sur la vulgarisation de la loi sur la criminalisation du viol et de la pédophilie ;
- la définition d'indicateurs sexospécifiques :
 - o dans le choix des travailleurs évoluant dans les Domaines agricoles communautaires (DAC) ;
 - o parmi les travailleurs des DAC ayant bénéficié d'une formation à travers les projets et autres mécanismes sectoriels ;
 - o dans le décompte des jeunes porteurs de projet ayant bénéficié d'un accompagnement de l'ANPEJ ;
 - o selon les porteurs de projet ayant bénéficié d'un financement à travers les projets ou autres mécanismes du secteur ;
 - o suivant les effectifs de jeunes insérés ou ayant bénéficié d'un stage dans le secteur formel grâce à l'appui de mécanismes du secteur.

Dans le cadre de la riposte contre la pandémie de la Covid-19, le ministère a mis en place une stratégie de résilience et a appuyé les jeunes et leurs organisations en moyens financiers.

▪ Contraintes et perspectives

Le bon fonctionnement du processus d'intégration du genre dans les interventions du département est encore plombé par certaines contraintes liées notamment à l'indisponibilité des données désagrégées et à l'insuffisance de ressources financières.

En perspective, la stratégie retenue par le département, consiste à redynamiser les points focaux genre pour une meilleure remontée des données et à terminer l'audit technique genre du Ministère.

▪ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Action du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	références	Cibles	Budget	
Education à la citoyenneté et promotion du volontariat	Développement des attitudes et des comportements citoyens, favorables à la cohésion et à la stabilité sociales	L'esprit civique et citoyen des jeunes est renforcé à travers leurs groupements	Séances de renforcement de capacités sur la citoyenneté des jeunes	Nombre de bénéficiaires	0	7 000	5 000 000	
		La charte sur le Civisme est finalisée	Sessions d'élaboration et de vulgarisation de la Charte sur le Civisme	Nombre d'ateliers organisés aux niveaux central et déconcentré	0	10	50 000 000	
	Développement du volontariat institutionnel et associatif intégrant l'approche territoriale	La pratique du volontariat est territorialisée au niveau des communes	Mobilisation et suivi des volontaires d'Appui aux Communes (PROMOVAC)	Nombre de volontaires mobilisés et mis à la disposition des communes	0	2 000	Néant	
Protection sociale des jeunes et gestion de leurs groupements	Développement des activités socio-éducatives et des échanges d'expériences sur le genre entre jeunes filles et garçons	Les jeunes sont orientés vers le développement de l'associationnisme d'utilité publique	Encadrement et accompagnement des jeunes filles et garçons à travers des travaux d'utilité publique à haute intensité de main d'œuvre	Nombre de jeunes encadrés à travers des travaux d'utilité publique	0	400	50 000 000	
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Améliorer le cadre de pilotage et la gouvernance du secteur	Les capacités des Chefs de services déconcentrés et responsables des Antennes régionales genre sont renforcées	Atelier de renforcement de capacités sur le genre des Chefs de services déconcentrés et responsables des Antennes régionales	Nombre de Chefs de services déconcentrés et responsables d'Antennes régionales formés	0	5	1 400 000	
	Soutien et renforcement de l'appui aux initiatives de jeunes et de leurs groupements	Désagrégation des données sectorielles sur le genre	Audit technique genre du département	Nombre d'entretiens menés	1	90	4 600 000	
	Coordination et suivi évaluation	Les initiatives et entrepreneuriat des jeunes et de leurs groupements sont renforcés dans le cadre la citoyenneté, de l'employabilité et de l'insertion		appuyer les initiatives de formation et d'insertion des jeunes filles et garçons et des groupes vulnérables	Le nombre d'initiatives et d'entrepreneuriat de jeunes et groupes vulnérables appuyés	1	83	4 000 000
		le genre est pris en compte dans les documents sectoriels		faire l'analyse genre des PAP	nombre d'indicateurs genre par programme	0	1	Néant
TOTAL							115 000 000	

21. Ministère de l'Environnement et du Développement durable (MEDD)

▪ Bilan des réalisations

Malgré le contexte lié à la pandémie de la Covid-19, le MEDD a pu, à travers la mise en œuvre des programmes budgétaires, développer des initiatives innovantes qui ont permis d'obtenir, entre autres, des résultats très appréciables tels que :

- le démarrage du Programme « **Tolu Keur** » qui vise à remettre les populations, notamment les femmes et les jeunes, au centre de l'action de reforestation, en mettant à leur disposition les plants dont elles ont besoin pour leur alimentation, leurs soins médicaux et autres services divers. Il s'agit ainsi d'installer au Sénégal à travers le modèle « Tolu Keur », des « cliniques de santé » en créant des forêts nourricières dans les arrière-cours des maisons. Ce sont des modèles d'agroécosystèmes traditionnels, faciles à reproduire, destinés à la production de fruits, de légumes et de plantes médicinales. Cette approche contribue à améliorer la santé et diversifier l'alimentation des populations ;
- la valorisation des coquillages à l'AMP du Bamboung : 45 450 000 FCFA de recettes pour 350 bénéficiaires dont 300 femmes ;
- l'appui à l'ostréculture à l'AMP de Joal avec 3000 femmes bénéficiaires ;
- l'appui aux activités d'écotourisme des communautés (AMP Somone et Réserve naturelle communautaire de Palmarin) : 37 707 500 FCFA dont les 20% sont alloués aux filles et garçons ;
- le financement du projet apicole pour les GIE des femmes et des jeunes de l'AMP de Joal-Fadiouth pour un montant de 13 000 000 FCFA: 181 personnes touchées dont 111 femmes ;
- le renforcement des capacités des organisations de producteurs sur les approches paysannes durables pour une agriculture résiliente aux changements climatiques dans les départements de Linguère, Louga, Kébémér, Bambey, Diourbel, Malem Hoddar, Birkelane : 235 femmes et 129 jeunes sur 435 personnes formées ;
- l'élaboration d'un guide d'intégration du genre dans les projets et programmes du CSE ;
- la formation en genre des points focaux (en sauvegarde environnementale et sociale, suivi-évaluation, genre) et coordonnateurs de programme du CSE ;
- la mise en œuvre de la stratégie genre du programme « Servir Afrique de l'Ouest » pour contribuer à l'amélioration de l'accès des jeunes et des femmes aux sciences, technologies, ingénierie et mathématiques, particulièrement les filles dans les écoles du moyen-secondaire ;
- l'appui à la mise en place de 02 unités de transformation de produits forestiers non ligneux au niveau des sites de Khokhe Wokane (Diourbel) et de Ndongue Fall (Louga), pour un coût global de 7 millions de FCFA, autour des activités suivantes :
 - o la construction des sites de transformation et équipements en kits solaires pour l'approvisionnement autonome en énergie ;
 - o la dotation de matériels de transformation modernes ;
 - o la formation de 60 Femmes sur la gestion des AGR et la valorisation des produits forestiers non ligneux et les techniques de transformation durables.

- L'encadrement des femmes autour d'activités de gestion durable des ressources forestières : formation, reboisement, mise en défens, etc.



Modèle de « tolu keur » qui s'inscrit dans de la vision du chef de l'État relative au PSE vert

■ Contraintes et perspectives

Malgré ces bons résultats enregistrés, certaines contraintes sont encore notées, notamment la difficulté à mobiliser des ressources au niveau des différents programmes budgétaires pour la réalisation des activités genre planifiées et une insuffisante maîtrise des mécanismes du fonds vert climat pour en faire bénéficier les femmes dont les activités sont durement impactées par les effets des changements climatiques.

En 2021, la stratégie du département sera axée sur la recherche de ressources financières et de partenariats pour la mise en œuvre des activités suivantes :

- le renforcement des capacités sur les outils et concepts genre;
- l'élaboration du volet genre du PSE Vert ;
- la mise à l'échelle des expériences réussies sur le territoire national, notamment les « Tolu Keur » ;

- le financement des activités d'autonomisation des femmes en lien avec le développement durable ;
- la réalisation d'études approfondies sur les impacts de la déforestation, les pollutions, nuisances et changements climatiques sur la santé des femmes et leurs activités d'autonomisation économique ;
- le réseautage des femmes du secteur de l'environnement et du développement durable ;
- le suivi et la coordination des activités ;
- la participation de la cellule genre aux conférences des parties (conventions et CSW).

■ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	références	Cibles	Budget
Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres	Protection et aménagement des forêts naturelles	la participation des femmes est renforcée	Mise en place de plateformes (digitales) d'informations des femmes sur les procédures de participation à la gestion durable des forêts	Augmentation des superficies des formations forestières sous gestion durable	ND	5% de terres aménagées par rapport à 2020	5 000 000
			Renforcement des capacités des femmes pour la Création de 14 Tolu Keur	Augmentation des superficies des formations forestières sous gestion durable	ND	5% de terres aménagées par rapport à 2020	30 000 000
		Les terres dégradées affectées aux femmes sont sous processus de restauration	Formation et sensibilisation des femmes pour l'adoption de technologies et techniques de gestion durable des Terres (GDT)	Augmentation des Superficies de terres régénérées, dégradées et récupérées	ND	5% par rapport à 2020	15 000 000
Conservation de la biodiversité et gestion des aires protégées	Gestion de la Faune et des aires protégées	la participation des femmes est renforcée en matière de gouvernance et de gestion des aires protégées et de la faune	Revue des textes régissant les organisations de gouvernance à la lumière du genre en vue d'améliorer la présence (qualitative et quantitative) des femmes dans les instances de décision	Pourcentage des femmes et des hommes dans les organes de gestion et de gouvernance des AP	ND	60%	50 000 000
	Amélioration De La Gestion De La Biosécurité	les connaissances des femmes sur la biosécurité et la biotechnologie moderne est améliorée	Formation et sensibilisation des femmes transformatrices sur la biosécurité et la biotechnologie moderne	Nombre d'acteurs femmes formées et/ou sensibilisées sur la biosécurité et la biotechnologie moderne	ND	30 organisations de femmes transformatrices	
Lutte contre les pollutions, les nuisances et les effets néfastes des Changements Climatiques	Lutte contre les Changements Climatiques	Les bonnes pratiques d'adaptation aux changements climatiques spécifiques aux femmes et aux jeunes sont répertoriées	Eude / Capitalisation des bonnes pratiques d'adaptation au CC en faveur des femmes et des jeunes	Disponibilité d'un répertoire des bonnes pratiques des femmes et des jeunes	ND	80% de résilience pour les femmes et les jeune	7 000 000
	Lutte contre les nuisances (Gestion des déchets)	Des visites d'expériences sont réalisées	Développement de modèles innovants de valorisation des déchets menstuels	Emergence d'initiatives de gestion et valorisation des déchets menstuels	ND	Des Programmes Pilotes dans 07 Régions	50 000 000
	Protection des milieux récepteurs	les compétences des femmes et des jeunes sont renforcées sur la gestion des effets néfastes de l'orpaillage	Etude et sensibilisation sur les nuisances et pollutions de l'orpaillage sur les femmes et les jeunes.	Disponibilité du rapport d'étude. Rapport d'exécution des activités de sensibilisation Disponibilité du mécanisme d'appui	ND	80% niveau de réalisation	
Pilotage, coordination et gestion administrative	Formation, éducation à l'environnement, à l'éco-citoyenneté et au Développement	les compétences des femmes sont renforcées en développement durable	Mise en place d'un réseau femmes et développement durable	Existence et fonctionnement du réseau	ND	80% des femmes	10 000 000
		Les compétences des enseignants et des filles sont renforcées en Gestion de	-Elaboration d'un module de formation en gestion des déchets de l'hygiène menstruelle	Disponibilité du module et intégration dans les curricula	ND	07 école pilote Régions	20 000 000

Programmes budgétaires	Actions	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	références	Cibles	Budget
		l'hygiène menstruelle (gestion des déchets)					
		Coordination, suivi, formation et évaluation sont assurées	Tenue de réunions et réalisation d'activités de coordination, de suivi et évaluation genre par la Cellule Genre	Rapports de suivi et comptes rendus	1	100% de taux réalisation	20 000 000
		Participations aux COP et CSW64					
	Sensibilisations des Directeurs et Responsables de services	Les Responsables du MEDD sont sensibles aux questions de genre	Organisation Ateliers de présentation du genre (concepts et outils) la politique nationale Genre et de la SNEGG	Le genre est pris en compte dans la planification, le budget et les rapports de suivi et de performance	ND	100%	2 000 000
	Formation des Chefs de Division Agents de la planification, du budget et du Suivi évaluation	Les programmes et cadres de résultats intègrent des activités et des indicateurs genre activités	Organisation de 04 Ateliers nationaux et régionaux	Rapports d'ateliers	0	4	20 000 000
	Accompagnement des femmes dans la Gestion durable des ressources forestières	Le Développement des AGR des femmes dans le secteur de la valorisation des PFNL	Appui à la mise en place d'unités de transformation durable des PFNL	Augmentation du nombre de sites de transformation mis en place	2	14	30 000 000
TOTAL							259 000 000

22. Ministère de la Femme, de la Famille, du Genre et de la Protection des Enfants (MFFGPE)

▪ Bilan des réalisations

En termes d'acquis sur l'intégration du genre dans les domaines d'intervention du MFFGPE, les résultats suivants ont été enregistrés :

- la mise en place des cellules genre dont le nombre passe de 23 en 2018 à 25 en 2019 soient 78,12% ;
- l'expérimentation de l'Indice de l'Autonomisation de la Femme (IAF) dans les secteurs pourvoyeurs d'emplois (agriculture, formation professionnelle et artisanat) ;
- le renforcement de capacités en techniques d'intégration du genre dans les politiques publiques avec la formation de 180 nouveaux acteurs de la chaîne de la planification et de programmation budgétaires et les autres cadres des administrations ;
- la formation de diverses catégories d'acteurs (141 acteurs secteur de la Santé, de la Justice, de la Police, de la Gendarmerie, de l'Education et des représentants des Organisations de la Société Civile) sur les Procédures Opérationnelles Standards et le Paquet de Services Essentiels à la prise en charge des victimes de VBG dans les régions de Dakar, Ziguinchor, Kolda et Tambacounda ;
- l'élaboration d'un guide pratique sur la prise en charge des victimes de VBG au profit des forces de sécurité ;
- la sensibilisation sur les Mutilations génitales féminines (MGF) a permis d'enregistrer 04 déclarations publiques d'abandon de l'excision et de mariages précoces dans les régions à forte prévalence (Sédhiou, Tambacounda et Matam) et l'engagement de 292 communautés à promouvoir l'abandon de l'excision, y compris 181 leaders religieux ;

- l'offre de services juridiques et d'appui psychologique gratuits à 1229 personnes en 2019 à travers les boutiques de droits ;
- la dotation des femmes d'un lot de 4194 unités d'allègement ;
- le financement de 594 projets, polarisant 5978 femmes et jeunes filles pour un montant de 802 468 700 FCFA.

Relativement aux activités genre réalisées pour faire face à la pandémie de la COVID-19, on peut, entre autres, noter :

- le financement de 299 projets productifs des ménages pauvres et groupes vulnérables ciblés du département de Linguère pour un montant de 30 300 000 FCFA ;
- le financement de 14 associations (350 femmes vendeuses de poissons) travaillant dans 14 marchés du département de Guédiawaye à hauteur de 28 000 000 ;
- la distribution de kits alimentaires à 148 femmes pour le maintien de leurs activités économiques face à la COVID-19 ;
- la mise à la disposition de 1384 matériels d'allègement pour un montant de 85 118 238 FCFA ;
- l'acquisition d'équipements, kits alimentaires et d'hygiènes pour une valeur globale 193 768 136 FCFA pour renforcer l'accès des femmes aux services sociaux de base ;
- la distribution de kits alimentaires complets d'une valeur d'un 1 043 765 000 au profit de 12 500 ménages ;
- la sensibilisation des populations sur la baisse de la fréquentation des structures de santé durant la période de la pandémie notamment les femmes enceintes, les personnes atteintes de maladies chroniques et le respect du calendrier de vaccination des enfants tout en respectant les mesures barrières. A cet effet, un don de matériel médical et de médicament d'une valeur de 10 millions francs CFA a été remis au centre de santé de Grand-Dakar ;
- le retrait de la rue et la prise en charge, dans des structures d'accueil, de 5 000 enfants âgés de 4 à 17 ans ;
- l'accompagnement de 42 entreprises de femmes des régions de Thiès et Louga dont 10 en équipements de gestion par des ordinateurs et 32 dotées en kits de labo-mobile pour un montant de trente millions deux cent soixante-huit mille huit cent quatre-vingt-dix (30 268 890) francs CFA.



Projet d'appui aux unités économiques des Femmes du secteur informel impactées par la pandémie de la Covid-19 : unité de transformation des produits halieutiques de Kayar et soutien à la relance des unités économiques des femmes du secteur informel du département Pikine.

▪ Contraintes et perspectives

Malgré les importantes réalisations enregistrées en 2019, le département est toujours confronté à de nombreuses contraintes en matière d'institutionnalisation du genre telles que l'insuffisance des données désagrégées par sexe et l'insuffisance des moyens financiers, matériels, logistiques et humains alloués à la question de l'intégration du genre dans les politiques du secteur.

Toutefois, la stratégie opérationnelle du ministère, reste adossée à la SNEEG dont les objectifs portent sur l'instauration d'un environnement institutionnel, socioculturel, juridique, et économique favorable à la réalisation l'égalité de genre et l'institutionnalisation du genre dans toutes les institutions publiques des niveaux central et décentralisé.

▪ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions	Résultats genre attendus	Activités genre proposées	indicateurs	références 2019	Cibles 2021	Budget 2021
Famille Genre	Promotion de l'Equité et de l'Egalité de genre	les politiques publiques sont sensibles au genre	Appui à l'institutionnalisation du genre dans les MT	Proportion de ministères disposant de mécanismes de prise en compte du genre	78, 12 %	100%	31 454 300
			Elaborer la revue thématique genre	Disponibilité du rapport de la revue thématique genre		1	4 633 000
			Réaliser l'audit Genre du Ministère de la Femme	Existence d'un rapport d'audit genre	0	1	5 000 000
			Elaborer le PIG	Existence du PIG	0	1	10 000 000
			Appuyer la réalisation des audits dans d'autres secteurs	Nombre d'audits genre réalisés	5	7	Néant
			renforcer les capacités des cadres de l'administration à intégrer le genre dans les politiques publique	nombre de cadres de l'administration renforcés en techniques d'intégration du genre dans les politiques publiques	279	400	13 740 700
			Promouvoir les Droits de la Femme (CSW, JIF, JFA, JFR)	Rapports disponibles	3	4	350 000 000
	Les cas de VBG sont réduits	Promouvoir la lutte contre les VBG et les Droits Humains	Nombre de victimes/ survivants de VBG pris en charge	1229	2000	14 850 000	
		lutte contre l'excision	Nombre de mécanismes de suivi post déclaration d'abandon de la pratique de l'excision mis en place et fonctionnels			45 000 000	
	Famille et Lutte contre la pauvreté	L'accès des familles et groupes vulnérables aux SSB et aux opportunités d'emplois et de revenu est renforcé	Distribuer des matériels d'allègement aux organisations de femmes	Nombre d'unités d'allègement des travaux distribués	4194	5300	370 000 000
Enfance	Protection de l'Enfant	La protection des garçons et filles contre toutes formes de violations de leurs droits est renforcée	Retrait des enfants de la rue	Nombre d'enfants retirés de la rue (garçons et filles)	90%	100%	2 745 000
Autonomie économique des femmes	Capacitation des femmes	Les capacités productives des femmes et des jeunes filles sont renforcées	Renforcer les capacités techniques et managériales des femmes et des jeunes filles	Nombre de Femmes formées	3796	605	14 797 300
			Construire des structures d'encadrement pour les femmes	Taux de couverture des CEDAF	27,79%	33.33%	417 754 530
	Accès des femmes aux crédits	les activités économiques des femmes et des jeunes filles sont renforcées	Financer les activités des femmes et des jeunes filles	Nombre d'unités de stockage et de transformation des produits locaux implantées	7	13	30 000 000
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Gestion des ressources	Les capacités techniques du personnel féminin sont renforcées	Renforcer les capacités du personnel féminin	Proportion d'agents femmes formés	22%	25%	21 400 000
Total							3 651 223 059

23. Ministère de l'Emploi, la Formation professionnelle et de l'Artisanat (MEFPA)

▪ Bilan des réalisations

Au niveau du sous-secteur de la formation professionnelle et de l'artisanat, les femmes comme les garçons continuent de subir les contraintes liées au genre, ce qui limitent leur insertion sur le marché du travail. En outre, concernant les filles, il est noté une faible percée dans les filières « réservées » habituellement aux hommes. Néanmoins, les avancées significatives ci-après sont notées à travers l'institutionnalisation progressive du genre dans le département :

- le renforcement des capacités à travers des séries d'ateliers sur la BSG et la gestion de l'hygiène menstruelle ;
- l'organisation de missions de suivi de la prise en compte du genre (rampes pour les personnes à besoins spécifiques, toilettes séparées et adaptées etc.) dans les établissements publics de la FPT ;
- l'octroi de bourses d'excellence aux meilleures filles inscrites dans les filières techniques et industrielles et aux meilleurs garçons dans les filières de l'économie familiale et sociale ;
- l'organisation de la journée nationale « Genre et Formation professionnelle » dans le cadre du salon international de l'artisanat 2020.

En réponse à la pandémie de la Covid-19, la cellule genre, avec l'appui des partenaires a distribué des kits sanitaires aux points focaux genre des régions et a également organisé des campagnes de sensibilisation.

▪ Contraintes et perspectives

Malgré les acquis enregistrés en matière d'intégration du genre dans la politique du département, certains points restent à améliorer. Il s'agit notamment de : (i) la maîtrise des concepts clés et thématique de genre ; (ii) la sensibilité de genre aux niveaux déconcentré et décentralisé et ; (iii) du renforcement des capacités des acteurs en techniques d'intégration du genre pour un meilleur accès des filles et des femmes aux filières techniques à forte valeur ajoutée, généralement dédiées aux hommes.

En perspective, la stratégie du département s'articule autour de la mise en œuvre des actions suivantes :

- la prise en compte du genre dans tous les programmes budgétaires ;
- la poursuite de la discrimination positive à l'endroit des filles dans l'octroi des bourses d'excellence et qui a permis de maintenir et d'accompagner beaucoup de jeunes filles jusqu'à l'insertion socio-professionnelle ;
- l'organisation de formations en entrepreneuriat féminin en vue d'aider les jeunes filles/femmes à être compétitives, notamment à travers des managements skills et les TIC (TIC sectoriel / formation / incubateur de start-up) avec l'appui de la coopération luxembourgeoise ;
- le plaidoyer pour la mise à niveau des infrastructures en tenant en compte des spécificités : latrines, rampes, toilettes séparées, vestiaires et infirmeries ;

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	références	Cibles	Budget
		Erection de trois CFP en centre d'excellence	Organisation d'ateliers de visions pour ériger les trois CFP les plus dynamiques en Centre d'excellence	Nombre de centres érigés en Centre d'excellence		5%	24 000 000
		Accès des personnes à besoins spécifiques à la FPT accru	Application des quota aux personnes à besoins spécifiques dans les établissements de la FPTA	Pourcentage de personnes à besoins spécifiques dans l'effectif total des apprenants-tes de la FPTA	ND	5%	
	Promotion du genre dans les établissements publics de la FPT	Intégration du genre dans les établissements publics de la FPTA est effective	Organisation de "journées genre" dans les établissements	Nombre d'établissements abritant les journées genre	10%	30%	10 000 000
			Organisation de Journées carrières sensibles au genre dans les établissements	Nombre de journées carrières organisées	8%	15%	8 000 000
Développement de l'emploi	Amélioration de l'accès des femmes aux emplois décents	Les femmes sont accompagnées vers l'accès aux emplois décents	Organiser un forum sur l'emploi des femmes	Nombre de forums organisés	0	5%	6 500 000
	Faire l'état des lieux de la prise en compte du genre dans l'emploi	L'état des lieux de la situation du genre dans l'emploi est connu	Faire l'audit technique genre du secteur de l'emploi	Disponibilité d'un rapport d'audit genre de l'emploi	0	100%	20 000 000
Développement de l'artisanat	Mise à niveau des entreprises artisanales	Entreprises artisanales dirigées par des femmes ou des personnes à besoins spéciaux formalisées accrues	Campagnes de sensibilisation dans les Chambres de Métiers	Nombre d'entreprises artisanales dirigées par une femme ou une personne à besoins spéciaux accompagnées à la formalisation	ND	45%	9 000 000
	Promotion des produits artisanaux	Effectif de femmes et de personnes à besoins spéciaux ayant accès à la commande publique accru	Sensibiliser les responsables du projet Mobilier national	Pourcentage des entreprises artisanales gérées par des femmes ayant accès à la commande publique	ND	10%	2 000 000
				Pourcentage d'entreprises artisanales gérées par des personnes à besoins spéciaux ayant accès à la commande publique	ND	6%	
	Renforcement du dispositif institutionnel et organisationnel de l'Artisanat	maisons de l'outil construites, réhabilitées et équipées en tenant compte du genre	Participation aux activités de détermination des Plans de Construction et spécification des équipements des maisons de l'outil	Pourcentage de maisons de l'outil construites tenant compte des aspects genres	ND	100%	2 500 000
Pourcentage de Maison de l'outil dont les équipements tiennent compte du genre				ND	100%		
Pilotage coordination et gestion administrative	Gouvernance de la FPTA	Plan de communication sensible au genre élaboré	Mettre en œuvre le Plan de communication sensible au genre du MEFPA	Pourcentage de mise en œuvre du plan de communication sensible au genre	45%	60%	22 000 000
		Nombre de femmes aux postes de responsabilités accru	Octroyer des quota aux femmes pour les postes de responsabilités	Pourcentage de femmes ayant accédé aux poste de responsabilités	6%	10%	
	Renforcement des capacités institutionnelles, organisationnelles et humaines de la FPTA	Les enseignants-tes et le personnel administratif sont formés en genre	Organiser des ateliers de formation	Nombre d'enseignants-tes et de personnel d'encadrement formés en genre	65%	70%	19 500 000
		Les enseignants et le personnel d'encadrement sont formés en Gestion de l'Hygiène Menstruelles (GHM)	Organiser deux ateliers de formation sur la GHM	Pourcentage de personnel opérationnel formé en GHM	5%	20%	8 000 000
		Distribution de Kits sanitaires aux filles et jeunes femmes issues de familles démunies	Organiser des cérémonies de distribution de kits	Nombre de kits sanitaires distribués	0%	15%	22 000 000
TOTAL							190 500 000

24. Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération (MEPC)

▪ Bilan des réalisations

Le choc lié la pandémie de la Covid-19 a exacerbé les différences socio-économiques et les femmes en sont particulièrement les plus touchées, qu'elles soient chefs d'entreprises ou actives dans le secteur informel. Entre les restrictions physiques mises en place et la fermeture des écoles, les femmes en plus de leur activité professionnelle font désormais face à une augmentation du travail non rémunéré. A la nécessité d'exécuter plusieurs tâches, s'ajoutent l'inquiétude liée aux finances ainsi qu'un risque accru de violences basées sur le genre.

L'hôtellerie, où prédomine l'activité féminine (70% selon la Banque Mondiale, 2019), est parmi les plus touchés par la crise. L'Union des Femmes Chefs d'Entreprise du Sénégal signale une réduction de 60 % de l'activité de transformation agricole, et un arrêt total des activités des femmes dans le secteur du tourisme. Le Réseau des femmes agricultrices du Nord signale une réduction de 40 % de la production pendant les 3 premiers mois de la crise mais des adaptations et des mesures complémentaires sont nécessaires pour garantir que le plan de relance cible efficacement les femmes et les filles.

Pour contenir les impacts néfastes de la pandémie de la Covid-19, le MEPC a pris en charge les requêtes d'accompagnement du secteur privé pour soutenir les entreprises impactées. Ainsi sur près d'une centaine de dossiers reçus et traités, seul cinq (05) sont des femmes.

Conscient également du rôle de l'entrepreneuriat féminin, l'Etat en collaboration avec le Fonds Africain de Développement/BAD, a mis en place le Projet d'Appui à la Promotion du Secteur Privé (PAPSP) d'un coût de 3,5 milliards FCFA.

Le PAPSP comportait un important volet de sensibilisation et de renforcement de capacités à travers l'élaboration de guides (guide fiscal, guide des marchés publics, modules de formation du Programme d'Education financière) ; d'où le sens de la tenue de nombreux ateliers de sensibilisation à l'endroit de l'entrepreneuriat féminin.

Au total, le PAPSP a permis de former près de 900 femmes en entrepreneuriat féminin et plusieurs PME dirigées par des femmes en marchés publics, en éducation financière, en fiscalité. Sur les 1700 entreprises accompagnées par le FFP (Fonds à Frais partagés) de 2014 à juin 2020, on dénombre 595 entreprises dirigées par des femmes soit un taux de 35%.

Au sein du département, les principales réalisations notées au cours des années 2019- 2020, en matière de prise en compte du genre dans ses activités sont les suivantes :

Dans le domaine de la **production des statistiques sensibles au Genre**, on peut noter entre autres :

- la signature d'une convention de partenariat entre l'ANSD et l'ONUFEMMES dans le cadre du Projet d'Appui au Système d'Elaboration de Monitoring et d'Evaluation des Politiques publiques sensibles au genre (PASEMEPP). Il a permis de disposer d'un index appelé IAF (Indice d'Autonomisation des Femmes) qui permet de calculer plusieurs sub-indices afin de privilégier une analyse comparée et détaillée des différents niveaux et lieux des discriminations existantes.
- la production de l'indice et de sous indices provisoires de l'autonomisation des femmes avec l'appui technique du Centre d'Etude de Politique internationale (CESPI) ;

- la production d'un rapport descriptif sur le pouvoir d'action des femmes et les violences basées sur le genre avec les données de l'EDSC ;
- l'accompagnement technique de l'ANSD à l'ONP dans la production de l'Indice national de l'Egalité Femme Homme (INEFH) ;
- l'organisation de sessions de renforcement des capacités des entités de l'ANSD sur la production de l'IAF par le CESPI.

Dans le domaine du **suivi de la politique économique et sociale**, la Revue annuelle conjointe-Genre (RAC-Genre) est élaborée annuellement et fait ressortir pour chaque ministère sectoriel, à partir des indicateurs sexospécifiques, des informations sur les réalisations du secteur de l'année sous revue, la situation de référence et leurs cibles pour suivre leur niveau de performance.



Monsieur le Ministre en visite dans le ZES de Sandiara (06 entreprises y sont installées pour un millier d'emplois directs créé) et réunion avec le secteur privé national sur les mécanismes d'accompagnement mis en place par l'Etat pour l'opérationnalisation de la relance des activités économiques supportée par le PRES

▪ **Contraintes et perspectives**

La stratégie de développement économique et social portée par le PSE attribue une place prépondérante au développement d'un secteur privé créateur de richesse et pourvoyeur d'emplois. Un Secteur privé dont l'entrepreneuriat féminin joue un rôle important.

Toutefois, le développement de l'entrepreneuriat féminin fait face à des contraintes et des défis majeurs, notamment : le taux de mortalité des PME en général des entreprises féminines en particulier, la prédominance du secteur informel, les difficultés d'accès à la commande publique, l'accès au crédit encore difficile pour les femmes malgré les mesures prises par le Gouvernement en mettant en place le FONGIP, le FONSIS et la DER.

Les besoins des femmes dans leurs initiatives économiques sont immenses et évolutifs, notamment ceux liés à l'accès aux ressources financières, à des sites aménagés, aux structures d'appui-conseils, à l'information économiques et aux marchés porteurs et solvables.

On pourrait citer, entres autres, contraintes :

- l'absence de diagnostic genre dans le Ministère ;
- un besoin de renforcement des capacités en matière de planification-Programmation-budgétisation-Suivi sensible au genre ;
- la faiblesse des moyens humains, logistiques et financiers mise à disposition de la Cellule dans le budget du département ;
- le faible niveau de prise en compte du genre dans certaines activités phares du Ministère.

Toutefois, des défis importants restent à relever dans la prise en compte du genre dans les politiques publiques et pour y faire face le PAP 2A fixe 3 résultats majeurs à atteindre à travers les programmes et réformes pour assurer une plus grande inclusion sociale et la promotion des droits humains des groupes les plus vulnérables de manière générale à savoir : « l'amélioration de l'autonomisation des femmes et des filles ; « (ii) le renforcement de la représentation des femmes dans la gouvernance politique et administrative et (iii) l'amélioration de l'intégrité de la protection physique et morale des femmes ».

Au regard de l'axe 3 du PSE, à court et moyen termes, le ministère compte systématiser ses interventions sensibles au genre et les prendre en compte dans la chaîne de planification, la promotion du secteur privé, les négociations de convention et accords de financement et les projets et programmes PPP.

■ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	références	cibles	Budget
Coopération, Développement des PPP et du Secteur privé	Développement du secteur privé, Paquets incitatifs, et Maîtrise d'ouvrage déléguée	les outils et mécanismes incitatifs du PP sont sensibles au genre	Mise en place d'outils et mécanismes PPP incitatifs et sensibles au genre	Nombre d'outils PPP incitatifs sensibles au genre élaborés	ND	2	1 000 000
		les acteurs du secteur privé sont sensibilisés sur la dimension genre	Organisation d'ateliers de sensibilisation auprès du secteur privé dans la prise en compte de la dimension genre dans leurs projets structurants	Pourcentage d'entreprises formés sur le genre	10%	20%	3 000 000
	Promotion, identification, structuration, développement des PPP et diversification de l'offre de financements innovants	les projets PPP intégrant la dimension genre sont accrus	Développement des PPP, financements innovants et veille juridique intégrant la dimension genre	Pourcentage de projets PPP intégrant le genre	0	10%	2 000 000
	Renforcement des capacités de mobilisation des ressources extérieures	les prêts et conventions signés selon le genre ont augmenté	mise en place de plateforme de gestion des financements extérieurs intégrant les prêts et conventions sensibles au genre	Nombre de prêts et convention signés et intégrant l'approche genre	0	10%	2 000 000
Economie productive, compétitive et créatrice d'emplois	Formulation, suivi de la politique économique et sociale	les indicateurs de suivi de la RAC élaborés selon la dimension genre	élaboration du rapport de Suivi de la politique économique et sociale sensible au genre	RAC genre validé	rac 2019	RAC 2020	2 000 000
		le rapport sur l'état de la population intégrant la dimension genre est disponible	Pilotage des politiques d'intégration et de population intégrant la dimension genre	disponibilité du rapport sur la population intégrant le genre	0	10%	2 000 000
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Planification et pilotage des actions du Ministère	les outils de planification sensibles au genre sont élaborés et partagés	Élaboration et opérationnalisation des outils de planification sensibles au genre du Ministère	nombre d'outils de planification sensible au genre élaborés	0	1	2 000 000
		le diagnostic genre du département est disponible	Prise en charge des ateliers de lancement, de validation technique et les aspects communicationnels de l'audit genre	Disponibilité du Rapport du Consultant	0%	1 rapport	30 000 000
		le personnel du MEPC est bien formé sur l'aspect genre.	Participation et prise en charge des ateliers de formation sur le genre	Nombre d'ateliers ou d'évènements pris en charge	10%	40%	1 000 000
Total							45 000 000

25. Ministère de l'Élevage et des Productions animales (MEPA)

▪ Bilan des réalisations

Les activités relatives à l'intégration du genre sont essentiellement prises en charge à travers les programmes et projets suivants :

- Programme national d'Autosuffisance en Moutons (PRONAM) qui a permis, dans le cadre de l'initiative des maires pour l'autosuffisance en mouton lancé en 2017, d'enrôler 25 communes et 550 ménages vulnérables et d'octroyer 35 géniteurs « ladoums », destinés à l'appui aux exploitations familiales ;
- Projet d'Appui au Développement de la Filière Lait (PRADELAIT) avec 33 centres de collectes installés et 100 laiteries construites/réhabilitées dirigés en majorité par des groupements de femmes ; la formation de 8 300 femmes pour la fabrication de fromage ; 218 femmes en fabrication de yaourt et aux bonnes pratiques d'hygiène et de qualité et 50 femmes en gestion des entreprises laitières de des laiteries ;
- Projet d'Amélioration des Cuirs et Peaux (PACP) dont les principales activités touchent les femmes, plus particulièrement les plus âgées. En termes de réalisations, beaucoup de femmes tanneuses ont été formées, notamment celles de Guédiawaye, Thiès et Mékhé sur les techniques modernes.

▪ Contraintes et perspectives

Malgré les acquis, les principales contraintes du secteur portent sur :

- le faible accès des femmes au foncier pastoral et au crédit ;
- la faible représentation des femmes dans les organisations professionnelles en élevage ;
- l'enclavement des zones de production et/ou de commercialisation ;
- l'inexistence d'outils d'intégration du genre dans les interventions ;
- la faible disponibilité de statistiques désagrégées ;
- le faible niveau des investissements dans le secteur qui ne favorise pas le développement accéléré des chaînes de valeurs animales ;
- l'accès à l'énergie surtout pour les structures de transformation.

En perspective, les grands défis du secteur à relever portent essentiellement sur :

- l'accès aux ressources naturelles et le contrôle de celles-ci ;
- l'accès aux technologies, à la formation et aux services de vulgarisation ;
- l'accès aux marchés aux services financiers ;
- la répartition des rôles et responsabilités sur la base du sexe et de l'âge ;
- la participation des femmes à la prise de décision.

■ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	références	Cibles	Budget
Productions animales	Modernisation et intensification des productions animales	les revenus des femmes ayant acquis des géniteurs et/ou des volailles sont améliorés	Acquisitions de géniteurs à haut potentiel génétique	Proportion de femmes ayant acquis des géniteurs	ND	325	90 113 514
			Acquisitions de kits de volailles	Proportion de femmes ayant acquis des kits de volailles	ND	1000	20 000 000
		Les capacités de production des femmes sont améliorées	Construction de bâtiments à usage technique (bergeries, porcheries, poulaillers)	Proportion de femmes ayant bénéficiés d'un bâtiment à usage technique	ND	42	133 422 105
		Les femmes ont amélioré leurs capacités de collectes, de transformation et de mise en marché du lait	Acquisition de matériels et équipements de collectes, de transformation et de mise en marché du lait	Proportion de femmes ayant acquis de matériels et équipements de collectes, de transformation et de mise en marché	ND	100	109 000 000
		Les femmes sont formés dans les bonnes pratiques d'Elevage	Formation en bonne pratique d'Elevage	Proportion de femmes ayant participées aux sessions de formations	ND	9	46 400 000
	Sécurisation de l'Elevage	Les femmes sont formés en vaccination	Formation en bonne pratique de vaccination	Proportion de femmes formées en vaccination	0	15	5 000 000
Santé animale et santé publique vétérinaire	Protection zoo sanitaire	les capacités des vaccinatrices sont renforcées	Formation de vacinateurs et de vaccinatrices	Proportion de femmes formées aux sessions	0	14	50 000 000
Mise en marché des produits animaux	Promotion des produits animaux et création de produits innovants et adaptés à la demande	une tannerie construite	Construction d'une tannerie	Proportion de femmes travaillant dans la tannerie	0	1	22 500 000
		Les femmes sont formées dans les bonnes pratiques de la tannerie	Renforcement de capacités des acteurs de la filière	Proportion de femmes formées	0	3	15 000 000
Pilotage, coordination et gestion administrative	Intégration du genre dans les interventions sectorielles	Institutionnalisation du Genre est renforcée dans le secteur	réaliser l'audit genre du département	audit Genre validé	0	1	40 000 000
			organiser des sessions de formation en genre et élevage	proportion de femmes bénéficiaires au niveau déconcentré	0	13	10 000 000
TOTAL							541 435 619

26. Ministère de l'Economie numérique et des Télécommunication (MENT)

■ Bilan des réalisations

Le MENT s'est engagé à promouvoir l'égalité de genre conformément aux orientations du Gouvernement. A cet effet, d'importantes initiatives ont été menées et ont produit des résultats appréciables qui sont, entre autres :

- le renforcement de capacités en planification et budgétisation sensible au genre et à la GAR ;
- la sensibilisation de 800 filles sur les possibilités de carrières offertes par les TIC ;
- l'organisation d'un atelier sur la sécurité des femmes et des enfants en ligne dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale de cyber sécurité ;
- la promotion des femmes aux postes de responsabilité : 50% de femmes pour les postes de directeurs ;
- la formation, en partenariat avec la Sonatel, des membres de la Cellule genre en techniques de plaidoyer sensibles au genre ;
- l'organisation d'un concours en ligne pour les filles dans le secteur des TIC en partenariat avec la Sonatel, l'Union Internationale des Télécommunication et la fondation Friedrich Naumann ;
- l'intégration du genre dans le plan d'action de la Stratégie nationale de Développement de l'Economie numérique.

▪ Contraintes et perspectives

La principale contrainte du secteur est liée à l'insuffisance des données désagrégées par sexe.

En perspective, il est prévu de :

- renforcer les capacités des agents de la CEP et autres directions/structures, en charge du suivi/évaluation afin de produire et d'analyser les données et indicateurs dans une perspective genre et les intégrer dans les cadres de mesure de rendement des projets ;
- former des responsables de la société SN LA POSTE sur les techniques d'intégration du genre dans le secteur postal ;
- assurer la mise en œuvre du projet « entreprenariat numérique féminin » ;
- dérouler la mise en œuvre du PIG ;
- mettre en œuvre, en partenariat avec ENABEL, le plan d'actions pour la réduction de la fracture numérique de genre.

▪ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats attendus genre	Activités genre	Indicateurs	Références	Cibles	Budget
Secteur Postal	contrôle et suivi-évaluation des activités postales	la culture du genre est promue au niveau du secteur postal	Mise en œuvre du PIG Sous activité	Nombre d'activités organisées	0	1	5 000 000
	Mission service postal public	la culture du genre est promue au niveau de la SN la Poste	Plaidoyer pour la prise du compte du genre dans les activités de la SN la Poste	nombre de rencontres organisées	1	1	2 000 000
Economie numérique	Vulgarisation des services et usages numériques dans un cyber espace sécurisé	l'autonomie économique des femmes entrepreneures est renforcée à travers les TIC	Mise en œuvre du projet entreprenariat numérique féminin	Nombre de femmes sensibilisées et formées	76	80	300 000 000
	Contrôle et le suivi-évaluation des activités numériques	Le genre est intégré dans le plan d'actions des activités du numérique	Formation des responsables de projet sur les techniques d'intégration du genre	Nombre de personnes formées	0	25	28 000 000
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Planification et coordination des activités administratives	le genre est intégré dans la planification et la coordination des activités du ministère	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de communication et des outils d'information, de sensibilisation et de plaidoyer en faveur de l'équité et de l'égalité genre	Nombre d'activités organisées	0	1	35 000 000
			Organiser des ateliers de partage des attributions de la Cellule genre et de ses points focaux ainsi que du PIG/MCTPEN	Nombre d'activités organisées	1	2	30 000 000
			Former les agents chargés des ressources humaines, de la passation des marchés et des finances en techniques d'intégration du genre	Nombre d'agents formés	0	35	15 000 000
			Appuyer la prise en compte du genre dans les milieux et conditions de travail	Nombre de personnes ayant pris part à l'activité	0	50	5 000 000
	Gestion des Ressources	Les capacités techniques du personnel féminin sont renforcées	Renforcement de capacités du personnel féminin	Proportion d'agents femmes formées	ND	5%	10 000 000
TOTAL							430 000 000

27. Ministère de la Microfinance et de l'Economie, sociale et solidaire (MMESS)

▪ Bilan des réalisations

Au titre de l'année 2019, les réalisations du département sont essentiellement mises en exergue à travers :

- la mise à la disposition de lignes de financement par le programme Plateforme d'Appui au Secteur Privé et à la Valorisation de la Diaspora Sénégalaise en Italie (PLASEPRI) pour appuyer des PME et MPME dont 20% sont créés par des femmes ;
- l'appui technique et financier aux SFD isolés, principalement ceux dirigés ou créés par les femmes à travers le Fonds d'Impulsion de la Microfinance ;
- l'identification d'entreprises et/ou acteur ESS, dont plus de 75% appartiennent à des femmes ;
- l'organisation de la 2^{ème} édition du salon tournant de l'économie sociale et dont 80% des exposants étaient des femmes.

Les conséquences économiques de la Covid-19 ont particulièrement affecté la production, la consommation, les revenus ou encore les emplois. Pour faire face à cette situation, le ministère a accompagné :

- 21 mutuelles isolées pour le refinancement de leurs clients à un taux préférentiel et dont les 80% sont des femmes ;
- 1 245 groupements dont 75% sont des groupements de femmes ;
- 136 PME et MPMPE dont 38% sont dirigées par des femmes.

▪ Contraintes et perspectives

La principale contrainte rencontrée par le département se situe au niveau de l'accès au financement.

A court et moyen termes, la stratégie du département portera essentiellement sur :

- la validation du plan d'actions prioritaires sensible au genre ;
- la recherche de partenaires techniques et financiers ;
- le suivi de la mise en œuvre des engagements du ministère en matière de promotion, de financement, d'appui et d'encadrement en tenant compte de la dimension genre.



▪ **Maquette de budgétisation sensible au genre**

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genres attendus	Activités genres	Indicateurs	Références	Cibles	Budget
Promotion de l'économie sociale et solidaire (ESS)	encadrement du secteur de l'ESS	l'identification d'entreprises ESS tenant compte de la dimension genre est effective	cartographie des entreprises	Nombre d'entreprises ou groupements à la base (H//F) identifiés	0	100	28 000 000
	Promotion de l'ESS	les capacités des acteurs de l'ESS sont renforcées	appui à la formalisation et à la création d'activités génératrices de revenus des acteurs à la base en tenant en compte du genre	nombre d'acteurs H/F appuyé	0	10	23 000 000
			Accompagnement technique et financier des acteurs de l'ESS en tenant compte du genre	nombre d'acteurs H/F ayant bénéficié d'accompagnement	0	10	
		la dimension genre est prise en compte dans la constitution des cadres de concertation régionaux de l'ESS	Mettre en place des cadres de concertations de l'ESS prenant en compte la dimension genre	Nombre H/F composant les cadres de concertations	0	7	
		L'intérêt pour le Genre et le modèle entrepreneurial ESS est suscité auprès des acteurs	Sensibiliser les acteurs sur le genre et le modèle entrepreneurial ESS	nombre d'acteurs H/F sensibilisé	0	300 dont 40% H	
Promotion de la microfinance	Refinancement des institutions financières locales	La dimension genre est prise en compte dans le refinancement des Institutions financières	Plaidoyer et sensibilisation auprès des SFD à travers l'APSPD	nombre d'acteurs H/F refinancés	ND	12 781	673 586 610
	Appui institutionnel des institutions financières locales	Les capacités des institutions financières locales sont renforcées en matière de genre	Renforcement de capacité technique des IMF sur le genre	Nombre d'institutions financières touchées	0	10	363 836 610
			mise en place au plan régional du cadre de concertation genre des IMF	nombre de cadre de concertation fonctionnel	0	3	
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	renforcement de capacité des agents du Ministère sur la dimension genre	les compétences des agents du ministère sont renforcées en genre	Organisation d'ateliers d'appropriation du concept genre	nombre d'agents formés	0	30	4 000 000
	Pilotage, Gestion et Coordination Administrative	l'audit technique genre est réalisé	réaliser l'audit technique genre	rapport audit	0	1	10 000 000
		prise en compte du genre dans la mise en place d'un système de suivi et d'évaluation	mise en place et vulgarisation d'outils et système de suivi évaluation sensible au genre	rapport annuel sensible au genre	0	1	
Total							1 102 423 220

28. Ministère des Collectivités territoriales, du Développement et de l'Aménagement du Territoire (MCTDAT)

▪ **Bilan des réalisations**

Au cours de l'année 2019, le ministère a opté pour l'identification et la prise en compte d'activités sexospécifiques dans la mise en œuvre de ses projets/programmes de décentralisation et d'aménagement du territoire, allant dans le sens d'institutionnaliser le genre au sein du département. C'est ainsi que plusieurs activités ont été réalisées :

Des ateliers zonaux ont été organisés avec l'appui de l'UNICEF et de l'USAID GOLD à Kolda et Sédhiou. L'objectif de ces ateliers consistait à partager et surtout à tester, auprès des services techniques déconcentrés et des acteurs territoriaux, les outils genre que sont : le Manuel d'intégration du genre dans les initiatives de développement territorial et le Guide d'animation sur le genre.

Dans le même sillage, un atelier de formation sur le genre et la gouvernance territoriale avec le soutien de la coopération française a été organisé. Cet atelier avait pour objectifs d'améliorer les connaissances des élues sur le genre et sur les enjeux de son intégration dans la gouvernance

territoriale, de promouvoir le rôle des femmes élues dans les instances de prise de décision et d'asseoir leur leadership en vue d'une meilleure prise en compte de leurs besoins et préoccupations.

Cette approche a permis de mieux outiller les acteurs territoriaux pour les rendre aptes à impulser des changements bénéfiques aux groupes vulnérables vivant au sein des collectivités territoriales.

Par ailleurs, le ministère a été un acteur clé dans la définition et la mise en œuvre de la politique nationale en matière de genre. A cet effet, les résultats ci-après, ont été notés :

- le plan d'actions de la résolution 1325 du conseil de sécurité des Nations unies sur la participation des femmes à la résolution des conflits a été réactualisé ;
- la stratégie nationale d'autonomisation économique des femmes a été élaborée ;
- le plan d'action national sur les mutilations génitales féminines a été élaboré ;
- les dimensions transversales ont été intégrées dans la planification locale;
- le document de synthèse de la Stratégie nationale de Développement de la Statistique (SNDS III) intégrant le genre a été finalisé ;
- le programme d'appui aux producteurs et utilisateurs de statistiques sur le genre, sous la houlette de l'observatoire national pour la parité, a été préparé.

Dans le cadre de la riposte contre la pandémie de la Covid-19, la cellule genre du MCTDAT a tenu plusieurs réunions (en ligne) avec les partenaires techniques et les points focaux pour travailler sur l'organisation d'un atelier sur le rôle et la place des femmes élues dans la riposte contre la Covid-19.

Cet atelier est intégré dans le plan d'action réactualisé de 2020, lors d'une rencontre entre la cellule genre (et ses points focaux) et les partenaires techniques et financiers. Il fait suite au webinaire sur « le leadership des femmes dans la lutte contre le nouveau coronavirus », organisé dans le cadre de l'offensive 1515 de la coalition Siggii.

▪ **Contraintes et perspectives**

Les défis auxquels le département doit faire face, sont nombreux et portent, entre autres, sur le développement d'indicateurs et d'outils genre, l'intégration effective du genre dans la LPSD, la révision du code général des collectivités territoriales, la promotion de la participation équitable et de qualité des femmes et des hommes dans les mécanismes de gouvernance, la formation du top management sur la planification et la budgétisation sensible au genre.

En termes de stratégie, il est proposé, dans le court terme, d'institutionnaliser le genre dans la politique du ministère. Dans cette optique, un ensemble d'activités est prévu notamment, l'opérationnalisation de la planification et de la budgétisation sensible au genre à travers la vulgarisation et le test des outils genre, la réalisation d'une étude du bilan qualitatif de la parité et la mise en œuvre du programme d'autonomisation économique des femmes.

■ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités Genre	Indicateurs	Référence	Cibles	Budget 2021
Pilotage, coordination et gestion administrative	Gestion administrative, technique et financière	Le genre est institutionnalisé au sein du ministère	Coordonner la mise en œuvre du plan d'institutionnalisation du genre	Taux d'exécution du PIG	80%	90%	10 000 000
Gouvernance territoriale	Animation et promotion du développement territorial	Les enjeux genre sont mieux saisis dans le secteur	Organiser des sessions de formation en planification / budgétisation sensible au genre/ leadership	Nombre de bénéficiaires	4	4	21 000 000
			Suivre la mise en œuvre de la parité : étude bilan de la mise en œuvre de la parité	Disponibilité du rapport d'étude sur le bilan de la mise en œuvre qualitative de la parité	0	1	6 000 000
		La compréhension de la responsabilité dans la gestion des affaires locales est renforcée	Organiser des sessions de Sensibilisation et de formation	Nombre de femmes leader et d' élu(e)s formé(e)s	60	200	30 000 000
			Organiser des sessions de formations sur les enjeux de la participation politique	Nombre de sessions organisées	0	10	30 000 000
Cohérence territoriale	Appui à l'élaboration d'outils d'aménagement et de développement durable des territoires	La prise en compte des outils genre dans l'élaboration et la mise en œuvre des documents de référence est renforcée	Appliquer des outils genre dans les stratégies nationales et locales d'aménagement et développement territorial (PNADT, Plan locaux, schémas d'aménagement	Nombre de schémas ou plans d'aménagement spatial intégrant le genre	0	2	7 000 000
Financement du développement territorial	Renforcement de la gouvernance budgétaire des collectivités territoriales	Des financements destinés à la réduction des inégalités de genre sont augmentés	Mettre en œuvre une stratégie de promotion de systèmes de financements innovants	% du budget issu des mécanismes de financement innovants destiné à l'équité de genre	ND	10%	6 000 000
				% de la fiscalité locale destinée à réduire les inégalités de genre		10%	
Total							110 000 000

29. Ministère de l'Eau et de l'Assainissement (MEA)

■ Bilan des réalisations

La cellule genre du MEA a entre autres missions de veiller à l'application du principe d'égalité et d'équité de genre dans les projets/programmes d'eau et d'assainissement inscrits dans la LPSD et le DPPD/PAP.

Des résultats significatifs sont notés à travers le Programme d'Accès à l'Eau Potable (PAEP), volet milieu urbain avec le programme des branchements sociaux. Sur 20 000 branchements sociaux destinés à la couche vulnérable plus particulièrement les femmes et les filles, 15% sont en cours d'exécution. Dans le cadre du plan de riposte à la Covid-19, 15% des 8 000 branchements sociaux, sont en cours en plus des 15 000 branchements sociaux du KMS3 où 10% vont être réalisés.



En milieu rural, dans le cadre de la mise en œuvre du projet d'autonomisation des associations de femmes et de jeunes de Louga (Sakal, Sagatta Djolof, Patoudé, Boulel et Deck Vote), 75 femmes sont ciblées pour les formations en techniques de fabrication de savon, confection de protections hygiéniques, marketing commercial et en gestion administrative et financière. Il est également prévu d'installer des unités de production du savon d'un coût global de 144 415 000 FCFA.



Concernant le Programme d'Assainissement et de Gestion des Eaux pluviales (PAGEP), il est prévu l'installation de 50% des 27 édicules, dans les régions de Louga et de Kaffrine dans le cadre de la vulgarisation de l'approche intégration de la sensibilité genre dans les infrastructures communautaires dédiées à l'assainissement.

▪ **Contraintes et perspectives**

Certaines contraintes entravent l'élan enclenché par le département pour une meilleure prise en compte de la dimension genre dans les interventions, notamment, le problème de la disponibilité des ressources financières.

Les défis à relever sont nombreux et relatifs à la poursuite de la politique des branchements sociaux en milieu urbain et rural, la consolidation des acquis et l'application de la parité dans les instances de décision pour une meilleure gouvernance de l'eau.

En perspective, la stratégie adoptée à court et moyen terme est axée sur :

- le renforcement des capacités des points focaux ;
- la réalisation des composantes portant sur l'autonomisation économique des femmes et des hommes des programmes d'hydraulique en milieux urbain ;
- l'exécution des travaux de branchements sociaux déjà programmés par la SONES à travers le KMS3 et le budget d'investissement ;
- la réalisation d'édicules publics intégrant la dimension genre dans les établissements scolaires à travers le G2G.

Maquette de budgétisation sensible au genre

programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	références	Cibles 2021	Financement					
							Budget	Source				
PCGA	Pilotage et coordination	La cellule genre et ses points focaux sont formés en analyse genre	Atelier de formation sur l'analyse genre	Nbre d'atelier	0	1	3 000 000	Etat				
		la Cellule Genre et ses points focaux sont formés en planification, programmation et budgétisation sensibles au genre	Session de Formation sur la planification, programmation et budgétisation sensible au genre	Nbre d'atelier organisé	0	1	3 000 000	Usaid/G2G				
		la coordonnatrice et 05 points focaux de la cellule genre ont été formés sur les outils d'analyse genre et assainissement	Une mission de benchmarking sur "genre et assainissement" est réalisée	Nbre d'agent formé	0	6	3 000 000	AFD				
PAEP	Développement de l'accès à l'eau potable	50 397 branchements sociaux et 501 km d'extension de réseaux réalisés	Réaliser 20 000 branchements sociaux et 160 km d'extension de réseaux dans le cadre du programme de lutte contre la pauvreté	Nombre de ménages desservis en eau potable par branchement à domicile	15%	100%	1 477 400 120	SONES				
			Réaliser 8 000 branchements sociaux et 120 km d'extension de réseaux dans le cadre du plan de riposte à la Covid-19						15%	100%	1 484 363 890	IDA
			Réaliser 15 000 branchements sociaux et 120 km d'extension de réseaux dans le cadre du plan de riposte à la Covid-19 du projet KMS3						10%	70%	1 484 182 373	BID
PAGEP	Développement de l'assainissement des centres urbains ,Péri-urbain et Rural	Des édicules publics prenant en compte l'aspect genre sont réalisés	Réalisation d'édicules publics intégrant la dimension genre dans des établissements scolaires	nombre d'édicules publics intégrant la dimension genre	ND	40	91 422 237	G2G				
TOTAL							4 546 368 620					

30. Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI)

Bilan des réalisations

Les activités prévues par le ministère n'ont pas pu être déroulées convenablement du fait de la survenue de la pandémie de la Covid-19. Néanmoins, un document de plaidoirie a été élaboré à l'attention des autorités pour institutionnaliser le genre au niveau du département. Egalement, le ministère a été représenté au 4^{ème} dialogue de haut niveau sur l'égalité des sexes et l'éducation à Addis-Abeba et à la première réunion du comité directeur de UA/CIEFFA.

Contraintes et perspectives

Dans la conduite de ses missions, la cellule genre du MESRI reste confrontée à des contraintes liées à la disponibilité des données sexospécifiques mais également à un problème de coordination des activités portant sur le genre en vue de capitaliser les bonnes pratiques.

La stratégie retenue à court terme, est de créer un outil technologique (plateforme web) de partage d'informations et de données entre le niveau central et les institutions d'enseignement supérieur (Universités, ISEP, etc.). Cette plateforme permettra de :

- collecter des données réelles désagrégées par sexe ;
- partager l'information à temps réel ;
- produire des documents budgétaires genre en collaboration avec toutes les parties prenantes.

▪ **Maquette de budgétisation sensible au genre**

Programmes Budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Références 2020	Cibles 2021	Budget
Education supérieure	Amélioration de la qualité des Enseignements, de la promotion de l'Employabilité et de l'Insertion professionnelle	Les données désagrégées par sexe sont connues	Créer une plateforme web de publication de données désagrégées	Taux de réussite des filles	33,28%	33,28%	2 500 000
		Le recrutement d'enseignantes-chercheuses dans les universités publique est renforcé	Produire un document de plaidoirie pour le recrutement d'enseignantes-chercheuses en collaboration avec les 5 universités ciblées	Pourcentage d'enseignantes-chercheuses qualifiées recrutées dans les universités publiques	38%	40%	5 000 000
	Amélioration de l'accès à l'enseignement supérieur	L'effectif des filles dans les Institutions d'enseignement supérieur (IES) publiques est renforcé	sensibiliser les nouvelles bachelières de 8 lycées ciblées dans 5 régions	Nombre de lycées où sont tenus des séances de sensibilisation	0	8	5 000 000
		L'inscription d'étudiantes et d'étudiants dans les filières STEM est accrue	Organiser des conférences avec les femmes modèles de réussite des filières STEM/STI	Nombre de conférences organisées	1 en 2018	3	15 000 000
	Mise en œuvre de la politique de développement des infrastructures TIC au profit de l'Enseignement supérieur et de la Recherche	Chaque étudiant dispose d'un ordinateur personnel	Faire un plaidoyer à l'endroit des autorités pour l'octroi d'ordinateur et kits de connexion aux étudiant-e-s dès le début de l'année académique	Nombre de filles bénéficiaires d'un ordinateur et kits de connexion	778	1000 filles	2 000 000
Recherche et Innovation	Valorisation des résultats de la Recherche	Les résultats de la recherche expérimentés dans les CRE sont vulgarisés et partagés	Appuyer l'accompagnement des groupements de femmes dans des formations visant la valorisation des activités de leur terroir	Nombre de femmes accompagnées	1 815	2000 femmes	40 000 000
	Appui financier au développement de la Recherche	Les subventions sont revues à la hausse en nombre et en nature	Produire un document de plaidoirie pour l'augmentation des subventions accordées aux doctorantes et enseignantes chercheuses : Thème de la célébration du 8 mars	Nombre de Projet (PAPES) financé	107	117 projets	150 000 000
				Pourcentage de doctorantes et maitrisards financées par le (PAPES)	32,71%	75%	150 000 000
Œuvres sociales universitaires	Amélioration des conditions de vie estudiantine	Lutter contre les violences basées sur le genre (VBG)	Organiser des ateliers de partage sur les résultats de l'étude sur les violences basées sur le genre	Nombre d'ateliers organisé	0	5 ateliers	10 000 000
	Renforcement des infrastructures d'hébergement des étudiants	Le cadre de vie des étudiantes est amélioré	Participer aux activités de détermination des plans de réhabilitation des infrastructures	Nombre d'universités ou la prise en charge sexospécifique des étudiants est effective	5	8 universités	1 500 000
			Inciter à la mise en place des services de garderie d'enfants et autres services	nombre de services de garderie et autres, créés dans les IES	0	5	15 000 000
	Rationalisation des bourses et allocations d'études	Une politique de discrimination positive en faveur des bacheliers est mise en place dans la distribution des bourses	Produire un document de plaidoirie sur l'impact de la discrimination positive sur le maintien des étudiantes dans les IES	Pourcentage de filles bénéficiant d'une allocation d'études	55,00%	58%	2 000 000
Pilotage, coordination et gestion administrative	Renforcement du pilotage et la coordination de l'ESR	L'institutionnalisation du Genre est effective au sein du MESRI	Recruter un consultant genre	contrat signé	0	1 contrat	3 000 000
		Le plan de travail annuel validé par toutes les parties prenantes est opérationnel	Organiser des ateliers d'échanges entre la cellule genre du ministère et celles des universités publiques	Nombre d'ateliers tenus avec les cellules genre des universités publiques	0	5 ateliers	12 500 000
			organiser un atelier de validation du PTA entre la cellule genre du ministère et celles des universités publiques	Atelier de validation tenu	0	1 atelier	7 500 000
			le genre est pris en compte dans les projets/programmes	Organiser des ateliers de formation sur les techniques d'intégration du genre dans les projets/programmes	Nombre de cellules enrôlées	0	4 cellules genre
			le bilan sur les activités genre des universités est validé	Organiser un atelier de validation du rapport annuel	Existence d'un rapport annuel	0	1
TOTAL							436 000 000

31. Ministère des Mines et de la Géologie (MMG)

▪ Bilan des réalisations

Au Sénégal, les femmes représentent la portion congrue de la main d'œuvre dans le secteur des mines. Cependant, cette représentation reste insignifiante au regard des enjeux socio-économiques de l'activité minière.

Cette inégalité basée sur le genre demeure une problématique que les autorités veulent corriger grâce à une bonne prise en compte de la dimension genre dans les documents de planification et budgétaire (LPSD et DPPD/PAP).

A titre illustratif, sur les 31 359 personnes qui travaillent dans l'Exploitation Minière Artisanale et à Petite Echelle (EMAPE) d'or au Sénégal, 48% sont des hommes, 46 % des femmes et 6% des enfants de moins de 15 ans.

Au niveau de l'administration minière, sur un total de 228 agents, 64 sont des femmes soit 28,07%. Au niveau des compagnies minières, la proportion des femmes n'est que de 9,12% des effectifs.

Dès sa création en 2017, les autorités du Ministère des Mines et de la Géologie, après la désignation d'un point focal genre au niveau du département, se sont résolument engagées à faire de la prise en compte du genre dans les différents programmes/projets, une réalité. Depuis lors, les mesures qui ont été prises, ont donné des résultats appréciables aux différents niveaux suivants :

Au **plan législatif** : la loi n°2016-32 du 8 novembre 2016 portant code minier consacre :

- l'égalité des chances à l'emploi et à la garantie de l'équité salariale à qualification égale entre les femmes et les hommes de l'exploitation minière (article 109) ;
- l'intégration des projets d'autonomisation de la femme dans les Plans de développement local (article 115).

Au **plan administratif et institutionnel** :

- la responsabilisation et la promotion des femmes à de hautes fonctions : une parité parfaite aux postes de directions nationales, 83,34% de femmes au niveau des cellules internes du ministère ;
- la prise en compte de la dimension genre dans les documents de planification et budgétaire (LPSD, DPPD/PAP).

Au niveau de **l'orpillage** :

- l'implication des femmes dans le secteur avec une proportion 4,2% des autorisations actives délivrées ;
- une stratégie d'encadrement de l'exploitation minière artisanale à petite échelle (EMAPE) est en cours d'élaboration avec une prise en compte des besoins différenciés des hommes et des femmes dans ce sous-secteur.

Une Stratégie nationale de Développement du Contenu local (SNDCL) est aussi en cours d'élaboration avec l'intégration du genre tout au long de la chaîne de valeur des opérations minières. A termes, elle permettra entre autres d'assurer l'équité dans les opportunités disponibles et protéger aussi bien les femmes que les hommes mais également de garantir des moyens d'existence durables aux femmes et aux hommes qui peuvent être affectés par les opérations minières.



Kéniaba



Kédougou

▪ Contraintes et perspectives

Malgré ces bons résultats enregistrés, le secteur reste confronté aux contraintes liées notamment au renforcement des capacités des acteurs et à l'insuffisance des ressources humaines et financières. En perspective, les défis à relever pour une meilleure prise en compte du genre dans le secteur, se résument à :

- un renforcement de la Cellule Genre (en capacitation et en moyens matériels et financiers) ;
- une réorganisation de l'exploitation minière artisanale avec prise en compte du Genre ;
- un encadrement avec retrait progressif et réorientation des enfants orpailleurs en direction de structures scolaires et éducatives et veiller à l'éradication du phénomène « enfant orpailleur » ;
- une organisation et un encadrement des femmes orpailleurs avec la création d'activités génératrices de revenus (AGR) pour diversifier les sources de revenus ;
- l'allègement des travaux des femmes et un encadrement dans l'utilisation des produits chimiques (le mercure) nocifs pour leur santé et celle de leurs enfants ;
- la mise en place de politiques de redistribution équitable des retombées du secteur pour permettre aux femmes et aux jeunes de bénéficier de financements pour leurs projets (RSE, fonds de développement local,...).

La stratégie à court et moyen termes sera axée autour des mesures suivantes:

- l'organisation de campagnes d'information et de sensibilisation des femmes sur les opportunités socio-économiques du secteur ;
- l'organisation des femmes orpailleurs en GIE ;
- la formation des femmes orpailleurs aux nouvelles techniques de traitement du minerai sans mercure ;

- la formation des acteurs sur les enjeux de genre.

Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	références	cibles	Budget 2021	
Mines	Valorisation du potentiel minéral	La participation des femmes aux activités de valorisation du potentiel minéral est accrue	Mener des activités d'information et de sensibilisation des femmes sur les retombées socio-économique du secteur	Taux d'augmentation des femmes investisseurs dans le secteur	0%	3%	20 000 000	
	Formalisation de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle de l'or pour la réduction et l'élimination du mercure	Les femmes orpailleurs utilisent les bonnes pratiques de traitement du minerai sans utilisation du mercure	Formation des femmes orpailleurs aux nouvelles techniques de traitement du minerai sans mercure	Organisation des femmes orpailleurs en GIE	Nombre de GIE de femmes orpailleurs créés	0%	15%	70 000 000
					Pourcentage de femmes formées utilisant les nouvelles techniques de traitement du minerai	0%	50%	
					Pourcentage de femmes bénéficiaires de couloirs d'orpaillage	4,20%	5%	
					Pourcentage de femmes bénéficiaires de la carte d'orpailleur	0%	5%	
					Pourcentage de femmes formées, appuyées en équipement d'exploitation minière artisanale et opérationnelles	0%	10%	
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Pilotage sectoriel	Le Genre est institutionnalisé au niveau du Ministère	Organiser des sessions de formation sur les basics (les concepts de base) du genre pour membre de la Cellule Genre	Pourcentage de femmes et d'hommes formés dans l'effectif	0%	50%	10 000 000	
			Organiser des sessions de formation des acteurs de la chaîne PPBSE sur la budgétisation sensible au Genre	Pourcentage de femmes et d'hommes de la chaîne PPBSE formés	0%	50%		
			Conduire l'audit genre du MMG incluant son plan d'institutionnalisation	d'audit et plan d'actions validés	0%	100%	15 000 000	
TOTAL							115 000 000	

32. Ministère du Développement communautaire de l'Équité sociale et territoriale (MDCEST)

Bilan des réalisations

Le MDCEST s'est positionné comme l'incubateur institutionnel du développement durable adossé aux principes de l'équité territoriale et de l'inclusion sociale lesquels constituent le socle de l'émergence solidaire.

Fort de cette conviction et convaincu que la réduction des inégalités entre les femmes et les hommes est une conditionnalité pour l'atteinte des objectifs de développement durable, le ministère a opté pour la promotion de l'approche genre à tous les niveaux de conception, d'opérationnalisation et de suivi évaluation de la politique sectorielle.

Dès lors, les cinq (5) marqueurs sociaux que sont PUDC, PUMA, PROMOVILLES, PNBSF et CMU constituent la mission consubstantielle à la promotion du principe d'équité dont la politique relève d'une démarche d'identification de tous les types de vulnérabilités tant sociale que territoriale et de mise en œuvre de stratégies de discrimination positive appropriées pour corriger les inégalités et disparités.

Au titre de l'année 2019, des avancées notables ont été faites en matière de prise en compte du genre dans la politique du département, parmi lesquelles :

- l'installation de la cellule genre du ministère ;
- l'octroi de 23 équipements d'allègement de travaux des femmes composés de moulins et décortiqueuses ;
- la dotation de 09 Groupes moto pompes ;
- l'aménagement des périmètres agricoles au profit de 07 groupements de promotion féminine (GPF) ;
- l'aménagement de 151,1 hectares en 2019 contre 30 hectares en 2018 exploités par les hommes et les femmes ;
- la construction du canal d'irrigation et de la digue de protection du périmètre agricole du GFP Naaforé de Mboumba composé de 600 femmes chefs de ménages ;
- l'octroi de 2,626 km sur les 15 km de grillage à 03 GPF productrices ;
- la diversification et l'accès des femmes à certaines activités initialement dévolues aux hommes, pour lutter contre les stéréotypes sexistes. Il s'agit des activités d'embouches bovines, les techniques piscicoles, aquacultures etc. Ainsi, ont été financés, l'installation de 28 cages piscicoles dans les régions de Saint Louis, Sédhiou et Tambacounda. Dans cette activité, les comités de gestion sont mixtes et sur les six (06) personnes chargées de l'entretien deux (02) femmes se chargent de la commercialisation et ont été formées sur les techniques de l'aquaculture ;
- la formation de 04 GPF en technique de transformation et de conditionnement de lait, d'aquaculture, d'embouche et de teinture ;
- l'octroi de bourses entières et demi-bourses en santé, comptabilité et gestion et informatique à 04 jeunes filles ;
- l'organisation de séances de causeries pour promouvoir les comportements à moindre risque et le test pré-nuptial auprès des femmes afin de mieux lutter contre la féminisation des MST ;
- l'organisation de mobilisations sociales suivies de dépistage volontaire ;
- la tenue de sessions de dialogues communautaires sur la vulnérabilité des femmes et des filles au VIH et sur la loi.

Dans le cadre de la riposte contre la pandémie de la Covid-19, le MDCEST s'est fixé comme objectif de prendre en charge un (1) millions de ménages affectés ou potentiellement exposés aux conséquences économique et sociale liées aux mesures de sécurité prises par l'Etat. Par conséquent, l'accent a été mis prioritairement sur les familles confinées des ménages dirigés par des veuves sans revenus fixes, les ménages des personnes vivant avec un handicap sans revenus ainsi que les allocataires des bourses de sécurité familiale.

▪ **Contraintes et perspectives**

Les contraintes sont nombreuses et ont trait à :

- l'insuffisante compréhension de l'approche genre ;
- la rareté des données structurelles ;
- l'insuffisance des données désagrégées par sexe ;
- l'insuffisance des ressources ;
- le non-respect de certaines conventions internationales ;
- la persistance des discriminations à l'égard des femmes, surtout dans le monde rural ;
- l'ineffectivité de certains mécanismes chargés de faciliter la prise en compte du genre.

En perspective, la stratégie déclinée à court et moyen terme par le département est d'institutionnaliser le genre dans toutes ses interventions à travers :

- la promotion d'une gouvernance transparente, inclusive et participative ;
- la promotion d'un développement communautaire basé sur l'équité territoriale ;
- la promotion de l'inclusion, de l'équité et de la protection sociale ;
- la promotion des réalisations du MDCEST à travers une politique de communication inclusive et de proximité.

Pour l'opérationnalisation, la cellule genre propose quatre axes d'intervention : (i) la planification-programmation, (ii) le renforcement des capacités en planification et genre, (iii) la communication comprenant les actions d'information, de sensibilisation et de plaidoyer et (iv) le suivi-évaluation.

▪ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Référence	Cibles	Budget
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Coordination administrative	Le genre est pris en compte dans la planification sectorielle	Réaliser l'audit Genre du Ministère	Existence d'un rapport d'audit genre	ND	1	10 000 000
			Organiser des sessions de formation sur la planification/budgétisation sensible au genre	Nombre d'acteurs formés	0	ND	7 000 000
Développement communautaire et Equité territoriale	PUMA	Les capacités des acteurs et élus locaux sont renforcées pour une intégration du genre dans les politiques locales	Appui à la promotion de l'autonomisation des femmes et jeunes filles	Nombre de projets d'appui à la promotion de l'autonomisation des femmes et jeunes filles	483	493	0
			Projets d'inclusion sociale des femmes	Nombre de projet d'inclusion social réalisées	0	2	0
			Sessions de sensibilisation et de formation sur le genre et autres thématiques associées	Nombre de sessions de sensibilisation et de formation sur le genre et autres thématiques associées	2	5	0
	PROMOVILLES	Les cases foyers des femmes sont réhabilitées pour une meilleure fonctionnalité	Réhabilitation des cases foyers de femmes	Nombre de case foyers réhabilités	0	5	0
EQUITE SOCIALE	Protection sociale	les indigents et personnes vulnérables ciblés bénéficient d'une couverture du risque maladie	Prise en charge des personnes vulnérables et indigentes	Pourcentage d'indigents et de personnes vulnérables ciblés pris en charge dans les mutuelles de santé	0	95%	13 450 000 000
Total							13 467 000 000

CONCLUSION

Pour la cinquième année consécutive, le document budgétaire genre offre l'opportunité aux différents acteurs, d'apprécier les efforts consentis par le Gouvernement, dans la prise en compte du genre dans les politiques publiques. La démarche adoptée depuis 2016 pour un enrôlement progressif des ministères dans le processus de budgétisation sensible au genre, a permis aujourd'hui de couvrir l'ensemble des 32 départements qui composent, actuellement, l'attelage gouvernemental. Cette performance témoigne d'un travail collaboratif et riche mené par le Ministère des Finances et du Budget avec l'ensemble des départements partenaires.

Cet exercice constitue une opportunité pour mieux internaliser davantage les questions et enjeux liés au genre dans les programmes budgétaires. Cette budgétisation ciblée dans le cadre de la gestion axée sur les résultats, repose sur un double objectif :

- prendre en compte les besoins différenciés des hommes et des femmes dans la conception et la mise en œuvre des politiques publiques sectorielles dans le cadre d'une vision holistique, intégrée et cohérente ;
- donner la juste mesure des insuffisances et des gaps qui nécessitent encore des mesures positives en faveur des femmes (scolarisation, activités génératrices de revenus, accès ou retour à l'emploi, création d'entreprise, etc.).

En vue de faciliter l'institutionnalisation et asseoir une bonne stratégie d'intégration du genre dans les politiques publiques, les maquettes de budgétisation conçues, à cet effet, ont pris en charge la dimension genre au niveau des activités prioritaires et urgentes des ministères.

Le bilan fait ressortir les acquis significatifs enregistrés aux niveaux global et sectoriel qui portent, depuis la mise en œuvre du processus d'intégration du genre dans le budget, sur :

- la création de cellules genre et la généralisation du processus d'élaboration du rapport genre pour l'ensemble des 32 départements ministériels ;
- le recensement des activités correctrices des inégalités de genre dans les ministères ;
- la redéfinition des priorités ;
- la capitalisation des bonnes pratiques en matière de prise en compte du genre dans les politiques publiques ;
- le renforcement des outils de plaidoirie pour l'intégration effective du genre dans les politiques publiques ;
- la capitalisation des acquis en matière de genre ;
- la création de chapitres genre et dotés à hauteur de 10 millions FCFA en guise d'appui ;
- l'amélioration de la visibilité des cellules genres ;
- l'implication des cellules genre dans le processus budgétaire ;
- l'intégration du document dans le processus budgétaire (il accompagne le projet de loi de finances initiale).

Par ailleurs, l'opérationnalisation du genre à travers le renseignement de la maquette de budgétisation sensible au genre a permis de relever les inégalités et disparités de genre des différents

programmes budgétaires des ministères et de proposer des activités correctrices, budgétisées et assorties d'un cadre de performance.

Néanmoins des contraintes spécifiques qui entravent l'élan enclenché par les différents acteurs pour une intégration effective du genre dans la chaîne PPBS, ont été notés.

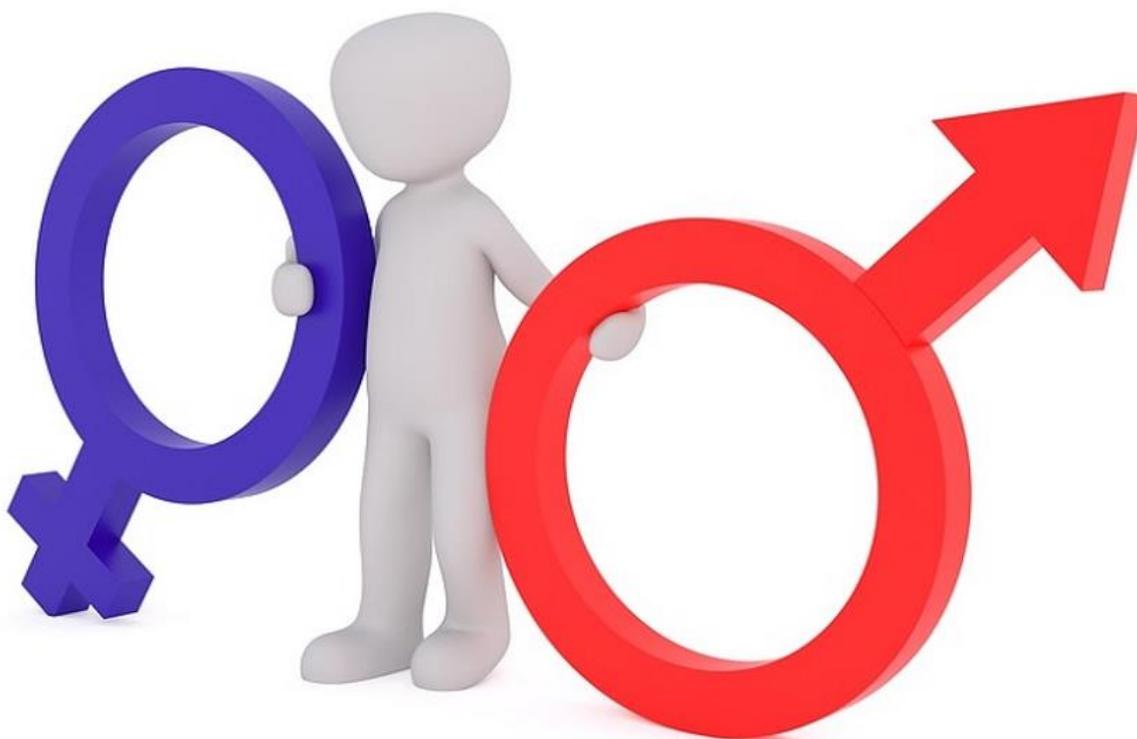
Les défis à relever devraient être pris en compte à travers :

- une disponibilité de liste d'indicateurs sexospécifiques pertinents dans le cadre de performance de chaque ministère ;
- la poursuite de la capacitation et du développement des compétences des acteurs sur les enjeux de genre et la définition d'indicateurs de performance ;
- la formation des responsables des cellules genre pour assurer correctement le rôle de suivi de la prise en compte du genre dans la chaîne PPBS ;
- le plaidoyer pour une mobilisation des ressources ;
- l'instauration d'un dialogue constructif et inclusif afin de poursuivre les efforts des départements ministériels ;
- le plaidoyer fort en direction des élus pour renforcer le cadre législatif et réglementaire pour la promotion de l'égalité et de l'équité de genre ;
- l'élaboration d'un bilan chiffré en capitalisant l'ensemble des interventions notamment celles des organismes non gouvernementaux, des collectivités territoriales et des partenaires ;
- la prise en compte du genre comme une des conditions préalables à satisfaire pour toute signature de conventions et accords de financement des projets/programmes, à l'image de ce qui se fait au niveau du secteur de l'environnement.

L'examen minutieux de la banque de projets constituant le Programme d'Investissement public (PIP) a permis de faire un listing des projets à forte connotation « genre ». Cela montre la volonté des autorités étatiques de prendre à bras-le-corps, les questions de genre, dimensions incontournables pour atteindre les objectifs escomptés de développement dans tous les secteurs de l'économie.

En définitive, la réponse à la problématique genre se trouve également en chacun de nous, homme et femme. Aussi, chaque sénégalais, par un simple geste de changement de comportement dans les rapports hommes-femmes, participera-t-il positivement à inverser les tendances pour un développement humain durable fondé sur les principes d'égalité et d'équité de genre et du respect du droit.

**FAIRE DE LA GESTION DES INEGALITES UNE REALITE POUR UNE
ALLOCATION EQUITABLE DES RESSOURCES**



REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple - Un But - Une Foi

**MINISTERE DES FINANCES
ET DU BUDGET**